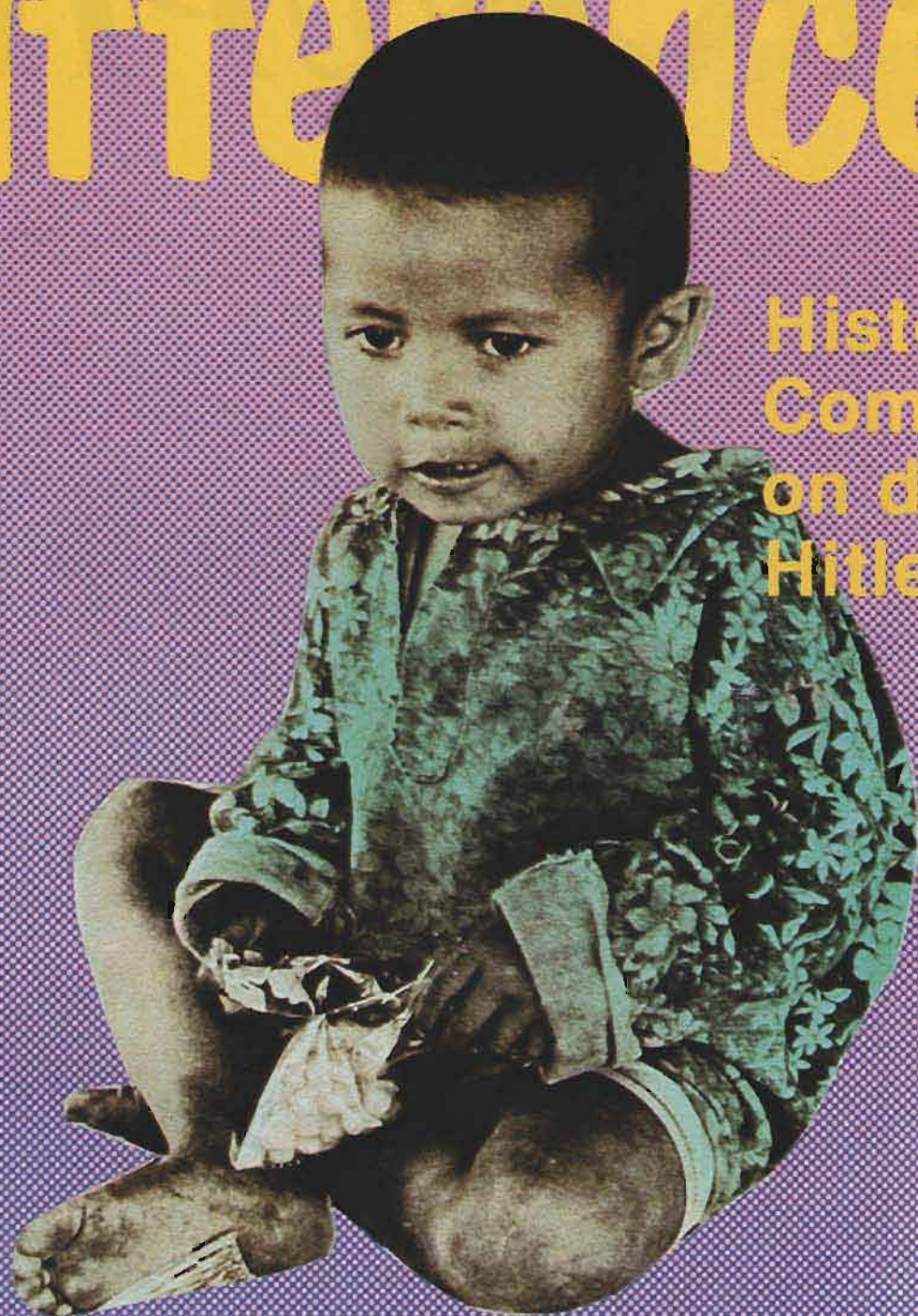


Différences

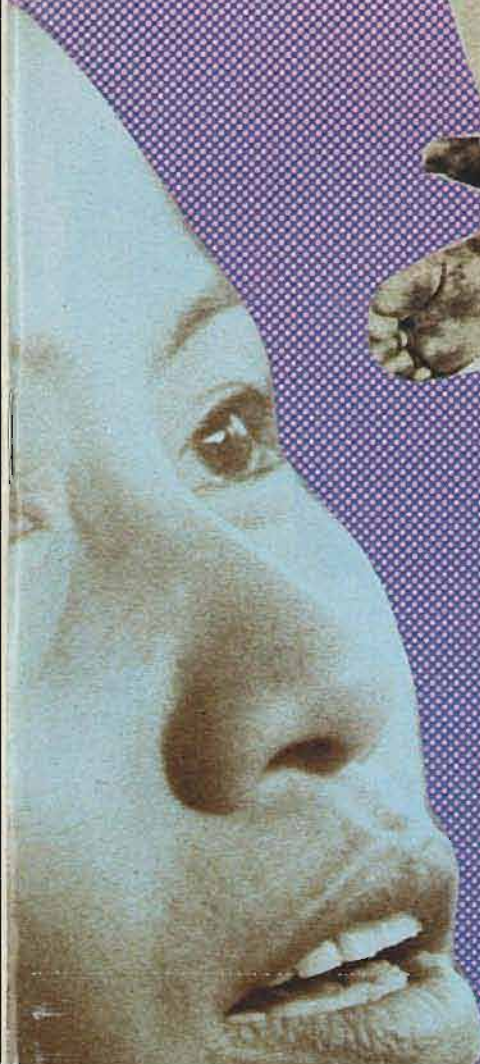
Histoire :
Comment
on devient
Hitler.



L'ÉTRANGER
C'EST
L'ADOPTER

N° 19 - JANVIER 83 - 14 F. - MENSUEL

M. 1200 - 70 - 74 P. - ISSN 02-94-95





Venez découvrir notre nouvelle collection
de robes de mariée 83 dans la boutique Pronuptia
la plus proche de chez vous.

LES TERRIENS D'ABORD



COURRIER DE L'UNESCO

PAS de trêve des confiseurs, cette année : janvier, sans transition, hausse le ton des affrontements politiques. Il serait vain d'appeler à la sérénité. Ici, nous respectons toutes les opinions, même véhémentes. Nous leurs offrons de se rencontrer dans nos colonnes, ce qu'on nous reproche parfois. Il y a pourtant des règles à affirmer pour un débat démocratique : le respect de l'Autre, en tant que personne, le refus de toute forme de racisme, qui consiste à cataloguer d'avance l'interlocuteur en fonction de son appartenance ethnique, religieuse, sociale, voire politique, selon l'idée qu'on se fait de lui.

Dès lors qu'on fige des catégories sur de telles bases, la raison fait bientôt place aux bas instincts, et il n'est plus de dialogue possible. Ainsi, quand on explique la délinquance non par les délinquants mais par les immigrés, quand on excite la peur « blanche » face au Tiers Monde, quand on voit partout des juifs ou des étrangers à la place des données objectives de l'économie et des conflits sociaux, quand on attaque un dirigeant syndicaliste non seulement pour sa pensée mais aussi pour ses origines, les gens sains d'esprit doivent crier : casse-cou ! Nous nous abstenons aujourd'hui de citer des noms et des propos qui sont la honte de leurs auteurs ; mais nous demandons à chacun, de quelque bord qu'il soit, de contrecarrer avec vigueur et vigilance les tentations de l'anathème et de la généralisation frauduleuse.

Le racisme n'est pas une opinion. C'est une perversion de l'esprit et, de plus, un danger pour la sécurité publique. Pierre Dac le disait, avec son humour et sa sagesse : le racisme est une maladie que certains contractent et dont d'autres meurent.

Cependant, les mystificateurs, qui savent, et ceux qui les suivent, sans savoir, conduiront gentiment leur petite famille au cinéma s'attendrir sur E.T. (prononcez de préférence : I-ti). Ce gnome à la peau squameuse et brune, à qui son créateur a donné un visage de vieux nouveau-né, « conjuguant le regard d'Einstein avec celui d'Hemingway », miracle ! on l'aime. A l'inverse d'un bouc émissaire, sur lui se cristallisent non pas les haines, les terreurs, les culpabilités et les frustrations, mais les sentiments les plus fraternels, les espoirs les plus généreux.

Ah ! si les immigrés, les juifs et autres Arabes étaient des extra-terrestres, nous aurions moins de craintes pour 1983 et tout d'abord pour la campagne électorale qui s'amorce. Peut-on souhaiter qu'on les prenne, simplement, pour des terriens à part entière ?

Albert LÉVY

« Je ne serai pas venu pour rien »



Je m'abonne à Différences, le magazine universel

150 F (1 an) 80 F (6 mois) 200 F (soutien)

NOM Prénom

Adresse

Code postal Commune

Profession

Bulletin dûment rempli accompagné d'un chèque à retourner à :

Différences (Service Abonnements), 89 rue Oberkampf, 75011 PARIS.

* Abonnement 1 an : étranger : 180 F ; chômeur et étudiant : 130 F.

Sommaire

DIFFÉRENCES N° 19 - JANVIER 83

POINT CHAUD

RÉGIONALE

6 LES « TRAIN PEOPLE » DE HONG-KONG

Comment les Britanniques accueillent ceux qui tentent de quitter la Chine.
Patrick FRILET

22 DE VITRY A SAINT-MAUR

Deux communes de banlieue qu'on ne sépare plus, et qui n'ont pourtant pas grand-chose à voir.
Emile MURENE

ACTUALITÉ

10 D'UNE PRISON L'AUTRE

La réforme de la vie carcérale laisse en suspens les problèmes de la réinsertion.
Anne SIZAIRE

CONNAITRE

26 ICI LONDRES...

Visite aux petits fils de l'Empire.
Cathie LLOYD
Marc MANGIN
Robert PAC

EXPLIQUEZ-MOI

16 LE MYTHE DES « SEUILS »

Les tentatives pseudo-scientifiques pour quantifier l'intolérance aux étrangers.
Véronique DE RUDDER

RÉFLEXION

34 CERVEAUX DE FEMMES

Antoine Danchin, neurobiologiste, nous dévoile ce qu'il y a dans la tête des femmes.
Propos recueillis par
Pierre VANDEGINSTE

NOTRE TEMPS

18 L'ÉTRANGER, C'EST L'ADOPTER !

Pourquoi donc adopter des enfants venus d'ailleurs.
Renée DAVID

CULTURE

39 DU ROCK BIEN PENSÉ

Orchestre rouge, des petits jeunes bien comme il faut.
Dolores ALOIA

HISTOIRE

42 AUTOPSIE D'UN CHEF

Cinquante ans après l'avènement d'Hitler, le pouvoir mode d'emploi, par Gilbert Badia.
Propos recueillis par
Jean-Michel OLLE

44 FAUT-IL BOYCOTTER L'AFRIQUE DU SUD ?

On ne parle guère du pays de l'apartheid. Pourtant...
Serge BOUCHENY
Pieter DANKERT
Lionel JOSPIN
Sam RAMSAMY

LA PAROLE A...

46 JULIETTE GRECO

« Le monde est sourd au cri des siens ».
Propos recueillis par
Daniel CHAPUT

HUMEUR

50 LA JOURNÉE D'UN FASCISTE ORDINAIRE

Luis REGO

DIFFERENCES, magazine mensuel créé par le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), édité par la Société des éditions Différences, 89, rue Oberkampf, 75011 Paris. Tél. : 806.88.33.
Abonnement : 1 an : 150 F ; 1 an à l'étranger : 180 F ; 6 mois : 80 F ; étudiants et chômeurs : 1 an 130 F ; 6 mois : 70 F (joindre une photocopie de la carte d'étudiant ou de la carte de pointage).
Soutien : 200 F ; abonnement d'honneur : 1 000 F.

Vente à l'étranger : Algérie : 10 dinars, Belgique : 140 F. belges, Canada : 3 dollars, Portugal : 250 escudos.

Directeur de la publication : Albert LEVY - Secrétariat de rédaction et maquettes : Véronique MORTAIGNE - Service photos : Abdelhak SENNA.

Ont collaboré à ce numéro : Dolores ALOIA, Gilbert BADIA, Jean-Pierre BERGEON, Daniel CHAPUT, Antoine DANCHIN, Renée DAVID, Véronique DE RUDDER, Patrick FRILET, Jean-Pierre GARCIA, Juliette GRECO, Cathie LLOYD, Marc MANGIN, Emile MURENE, Jean-Michel OLLE, Robert PAC, Luis REGO, Michel ROBERT, Jean ROCCIA, Ivan SIGG, Anne SIZAIRE, Yves THORAVAL, Pierre VANDEGINSTE.

Administration : Khaled DEBBAH - Secrétariat : Danièle SIMON - Promotion-Vente : Marie-Jeanne SALMON - Publicité : Différences - Photocomposition-Photogravure : PPC : 805.97.36. - Imprimerie : Marchés de France, 366.44.86 - Diffusion : N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 63.634 - ISSN : 0247-9095.



Des réfugiés
qui n'ont pas
les honneurs
de la presse

HONG-KONG :

Les « TRAIN-PEOPLE »

Chaque jour, la même scène se reproduit sur le petit pont de Man Kam To, seul lien routier entre Hong-Kong et la Chine. Un peu avant 15 heures, un gros panier à salade de marque Bedford, immatriculé AM 6343, s'avance lentement sur la route et s'immobilise devant le poste frontalier où flotte un drapeau chinois, tache rouge frappée d'une étoile. Le chauffeur, un sujet de sa Très Gracieuse Majesté, descend pour laisser la place à un collègue chinois qui prend aussitôt les commandes du véhicule et parcourt quelques mètres. A l'arrière, les prisonniers, une douzaine de pauvres hères qui voulaient quitter la Chine comprennent alors que leur rêve est définitivement brisé. Sans bruit, les autorités de Hong-Kong viennent purement et simplement

de les renvoyer derrière le rideau de bambou. Leur amertume est d'autant plus grande qu'il y a encore deux ans les autorités de Hong-Kong fermaient les yeux sur l'afflux des immigrés illégaux. Selon le principe de la « touch base », version britannique de notre jeu de chat perché, ceux qui avaient réussi à franchir les lignes n'étaient plus inquiétés. Il leur restait simplement à survivre dans une ville qui pulvérise les records mondiaux de chômage et de la surpopulation. Les candidats à l'exil n'en avaient cure. C'est au rythme de plusieurs milliers par mois qu'ils affluaient vers cette vertigineuse et clinquante terre promise, dont les lumières illuminent la nuit à cent kilomètres.

A la mi-1980, la cote d'alerte était atteinte avec huit mille

immigrés illégaux recensés en un seul mois. En haut lieu, on décidait alors de mettre un terme à cet afflux. Première mesure : l'établissement d'une carte d'identité obligatoire, qui permet de repérer toute personne en situation irrégulière. C'est la loi du 24 octobre 1980, qui met fin à ce petit jeu de la « touch base » grâce auquel des dizaines de milliers de personnes avaient pu gagner leur ticket pour la concession britannique. Deuxième mesure : tout ressortissant chinois capturé à Hong-Kong est désormais reconduit à la frontière. Troisième mesure : l'armée et la police de Hong-Kong renforcent leur contrôle et édifient une réplique britannique du « mur de la honte », de 18 km de barbelés, sur une hauteur de trois mètres. Tout au long de cette « board

Les Chinois ont échoué. Débarqués par un hélicoptère de l'armée britannique, ou transférés par camions au poste frontalier de Man Kam To, ils n'iront jamais à Hong-Kong.



der fence » (1), comme on l'a pudiquement baptisée, mille soldats de l'armée de Hong-Kong veillent au grain, répartis en sept compagnies. L'encadrement est anglais, comme la majorité des huit mille hommes chargés de défendre le réduit contre une hypothétique attaque...

Quatre cent mille candidats

Ainsi, la plupart du temps est-ce à des Britanniques qu'échoit la sale besogne de repousser les fuyards. Les nouvelles dispositions n'ont cependant pas tempéré l'ardeur des candidats à l'exil. En janvier 1982, quatre cent dix immigrés illégaux sont reconduits au poste de Man Kam To. Mieux, les fuyards redoublent d'imagination : si, autrefois, il était relativement

Point chaud



Les candidats à l'exil doivent sauter du train avant son entrée en gare, où il est passé au peigne fin. Les accidents mortels sont légion. D'autres préfèrent la voie maritime : chambres à air, jonques de fortune, tout est bon pour traverser la Mer de Chine.



cours du voyage. Ceux qui choisissent de traverser à pied à travers les nouveaux territoires ont aussi une chance infime de passer au travers du filet. Huit hélicoptères Wessex « Special Rescue » de la RAF patrouillent en permanence au dessus de cette zone, et les militaires des bataillons spécialisés n'ont aucun mal à maîtriser les réfugiés illégaux.

La voie maritime

De plus en plus souvent, les malheureux sont armés, mais, jusqu'alors il n'y a jamais eu d'échanges de coups de feu. Les plus audacieux choisissent cependant la voie maritime. Chaque jour, les trois cents marins de la Royal Navy, équipés de deux hovercrafts et de cinq vedettes rapides, interceptent de jeunes Chinois, qui dérivent au bord de l'épuisement. Quelques uns tentent la traversée à la nage sur un trentaine de kilomètres. D'autres utilisent des chambres à air de tracteurs transformées en bouées. Des raquettes de ping-pong leur

tiennent lieu de rames et ils comptent sur leur bonne étoile pour ne pas rencontrer les requins qui infestent cette portion de la Mer de Chine. Les mieux lotis parviennent à affrêter des jonques antédiluviennes qui menacent de se fracasser à la moindre vague... C'est un jeu d'enfant pour la flotte de surveillance d'arraisonner ces « pirates » qui ne bénéficient d'aucune aide, contrairement aux boat-people vietnamiens. Qu'ils soient capturés sur mer ou à terre, les immigrés illégaux sont ensuite conduits dans des centres de police où ils peuvent rester entre trois jours et une semaine. En fait de délices de la vie bourgeoise, ces hommes n'auront connu que la prison et l'interrogatoire, avant de monter dans le camion du retour. Il est un peu plus de 15 heures lorsque le Bedford piloté par un chauffeur chinois s'immobilise enfin de l'autre côté du pont, à l'abri derrière un bouquet d'arbres. Les captifs descendent un à un, le regard vide...

Patrick FRILET

(1) Barrière frontalière

AFRIQUE AUSTRALE

1^{er} décembre
 □ Le poète et peintre sud-africain Breyten Breytenbach est libéré au Cap, deux ans avant la fin de la peine de neuf ans de prison à laquelle il avait été condamné en novembre 1975 pour « terrorisme ». Il choisit de résider en France en compagnie de sa femme. A son arrivée à Paris, il est accueilli par un représentant du ministère des Relations Extérieures.

6 décembre
 □ Sam Tamsamy, président du Comité olympique non-racial sud-africain (SANROC) séjourne en France à l'invitation de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT).

8 décembre
 □ La commission d'enquête des Nations Unies affirme qu'elle a « clairement établi » la participation de l'Afrique du Sud dans la tentative de putsch avortée aux Seychelles, le 25 novembre 1981.

9 décembre
 □ Les forces militaires sud-africaines attaquent la banlieue de la capitale du Lesotho, Maseru, faisant officiellement 42 victimes tués dans leur sommeil, dont de nombreux femmes et enfants.

10 décembre
 □ Meeting de solidarité à la Bourse du Travail à Paris pour exiger la grâce des trois jeunes militants noirs du Congrès National africain (ANC) condamnés à mort. Le MRAP condamne solennellement l'agression contre le Lesotho.

16 décembre
 □ Paris. A l'appel du MRAP, plusieurs centaines de personnes et des délégations de formations comme le PCF, la CGT, le SNE-Sup, le PSU, etc... se rassemblent aux Invalides avant de se rendre en cortège devant l'ambassade d'Afrique du Sud. Elles réclament la vie sauve pour les militants de l'ANC condamnés à mort, et crient « à bas l'apartheid » et aussi « pas de centrale nucléaire pour les racistes d'Afrique du Sud ».

18 à 19 décembre
 □ L'ANC revendique l'action de sabotage extrême dévastatrice exécutée contre la centrale nucléaire de Koeberg, en Afrique du Sud.

20 décembre
 □ A la radio d'état, le ministre des Affaires étrangères sud-

africain Pik Botha menace d'agressions comme celle effectuée au Lesotho les pays voisins de l'Afrique du Sud qui continueraient de donner asile aux nationalistes noirs « terroristes ».

AMERIQUES

26 novembre
 □ A Washington, des milliers de contre-manifestants, en majorité noirs, sont brutalement chargés par la police alors qu'ils s'opposaient à une cinquantaine de membres du Ku Klux Klan qui prétendaient manifester devant la Maison Blanche. 38 manifestants antiracistes ont été arrêtés. C'est la première fois depuis quarante ans que le K.K.K. est autorisé à manifester devant la Maison Blanche.

7 décembre
 □ Pour la première fois aux Etats-Unis, un condamné à mort est exécuté par injection d'un produit chimique dans l'organisme.

8 décembre
 □ Le responsable du Syndicat des travailleurs migrants du Mexique révèle que dix travailleurs clandestins mexicains ont été assassinés la semaine précédente en Californie par des agents du Département d'immigration et de naturalisation des Etats-Unis.

EUROPE

25 novembre
 □ RFA. A Mannheim, les avocats d'un professeur d'allemand qui comparait devant la Cour administrative, révèle que le Président de cette Cour qui devait statuer sur la révocation de ce professeur, coupable d'appartenir au Parti communiste, est un ancien S.S. !

1^{er} décembre
 □ Turquie. La dictature au pouvoir à Ankara décide que dix-huit dirigeants du Syndicat des écrivains turcs (TYS) seront jugés pour « propagande communiste » et « relations avec des associations illégales ».

4 décembre
 □ Irlande du Nord. Une jeune catholique de 20 ans est grièvement blessée, dans le ghetto républicain de Derry, par un trait d'arbalète qui s'est fiché dans sa tête. Il s'agit probablement d'un attentat commis par des extrémistes protestants.

6 décembre
 □ Irlande du Nord. L'explosion d'une bombe dans un pub de Ballykelly, près de Derry fait 16 morts et 66 blessés, dont dix militaires britanniques. L'attentat est revendiqué par un petit groupe armé, l'Armée de libération nationale irlandaise (INLA), étranger à l'Armée républicaine Irlandaise (IRA).

7 décembre
 □ Turquie. La Cour martiale d'Ankara condamne par contumace le cinéaste turc, Ylmaz Güney, réalisateur du film *Yol*, à sept ans et demie de prison pour « propagande communiste » à cause d'un article publié en octobre 1978. Il avait déjà été condamné à 18 ans de prison en 1974, s'était évadé et avait réussi à fuir son pays en octobre 1981. Un an plus tard, il avait été déchu de sa nationalité par la dictature turque.

PROCHE ORIENT

1^{er} décembre
 □ Walid Joublatt, président du Mouvement national libanais (qui rassemble divers partis et

organisations progressistes) est blessé lors de l'explosion d'une voiture piégée dans le quartier de Kantari à Beyrouth-Ouest.

8 décembre
 □ Dans une lettre adressée à la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila, Menahem Begin affirme avoir bien agi en prenant la décision d'autoriser les milices phalangistes à pénétrer dans les deux camps.

PACIFISME

2 décembre
 □ Ouverture à Tokyo d'une conférence internationale contre la discrimination, en présence d'organisations des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, etc. Le MRAP était représenté par Albert Levy, secrétaire général.

12 décembre
 □ Des milliers de femmes encerclent le pourtour de la base aérienne anglo-américaine de Greenham Common, à l'Ouest de Londres, où doivent être stationnés l'an prochain 96 missiles de croisière. La police intervient avec brutalité.

LA DIALECTIQUE DU « TANTINET »

« Je crois en l'avenir du Canada, tout d'abord parce que c'est un pays blanc ».

Bien sûr, l'étendue prometteuse des neiges impassibles, la rudesse besogneuse des hommes du froid, tout ça, on le comprend bien, rassure M. Jalabert, président de la Banque Nationale de Paris au Canada.

« Je ne parle pas de la neige, mais, au risque de passer bien à tort, pour un tantinet raciste, je pense qu'il sera bientôt nécessaire de se serrer les coudes entre Blancs ».

Est-ce le changement, est-ce le poids des mouvements antiracistes ? Maintenant, quand on est dirigeant, on ne peut plus se dire raciste, ou alors un tantinet, en s'exasant du peu. Pourtant, on s'inquiète, on a des choses à dire : « En l'an 2000, le monde comptera six milliards d'individus, dont 50 % auront moins de quinze ans, et parmi lesquels il n'y aura que 16 % de Blancs ». Penser seulement qu'une telle déclaration, qui n'est pourtant pas la première du genre, pourrait, à l'extrême limite et bien à tort, être considérée par quelque esprit chagrin, comme un tout petit peu raciste, c'est révéler toute une échelle de valeurs. A vrai dire, il vaut mieux que M. Jalabert se limite à ce tantinet de pensée. On craint le reste.

Et puis, dire « un tantinet », c'est recherché. Ce n'est pas chez les OS de Citroën qu'il a dit ça, M. Jalabert. C'est au cours d'un colloque sur la libre entreprise. D'ailleurs, on lui a pardonné, sur le moment, ses tantinets. Il énonçait si joliment de telles évidences !

M. Jalabert a été sanctionné par sa direction. On lui souhaite, à l'avenir, d'être un tantinet prudent.

J.R.



8 décembre : les travailleurs immigrés votent aux élections prudhommales.

DOM

4 décembre
 □ Le Conseil constitutionnel annule la loi sur la décentralisation dans les DOM.

17 décembre
 □ L'Assemblée nationale adopte le projet de loi relatif à la commémoration de l'abolition de l'esclavage.

22 décembre
 □ La session parlementaire se termine par l'adoption du projet de loi créant dans chaque DOM une assemblée régionale élue à la proportionnelle.

IMMIGRATION

14 décembre
 □ M. François Mitterrand annonce que les Latino-américains résidant en France

sont désormais dispensés de visa de sortie, mettant ainsi un terme à une mesure discriminatoire décidée quelques mois auparavant par le gouvernement de M. Mauroy.

17 décembre
 □ Le Président Benjedid est à Paris pour une visite de travail de quelques heures. Il est reçu par le Président Mitterrand. Malgré le contentieux entre l'Algérie et la France concernant l'émigration algérienne, les deux hommes se déclarent satisfaits. La France décide d'envoyer, dès la semaine suivante, une mission à Alger et dans les capitales du Maghreb pour « mettre au point en concertation les règles permettant de satisfaire les droits des Maghrébins et leur libre circulation vers la France ». Le Président algérien déclare qu'il avait « clarifié ce qui pouvait préoccuper les deux pays ». Il a souligné l'existence de « convergences sur un grand nombre de questions de politique internationale ».

DROITS

26 novembre
 □ Faisant suite à la conférence de presse tenue le 23 novembre sur le parking municipal de Bobigny par le Comité international Rom (CIR), les Tsiganes manifestent massivement à Paris, pour protester contre les problèmes auxquels ils se heurtent, concernant non seulement le droit au voyage et au séjour, mais aussi la reconnaissance de leur culture et de leur mode de vie.

□ Le MRAP organise une soirée de solidarité avec Anatoli Tchcharanski en l'église Saint-Merri, à Paris.

27 novembre
 □ Le MRAP appelle à un rassemblement devant le foyer *Fort-de-Vaux* à Paris, pour soutenir les 280 résidents immigrés que le gestionnaire a été autorisé par référé à expulser.

6 décembre
 □ L'Assemblée nationale vote une loi pour favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Cette loi porte sur les discriminations dont sont victimes les femmes à l'embauche, pour la promotion et pour les rémunérations.

□ L'Association Henri Curiel est reçue par un membre du cabinet du premier ministre à propos des difficultés rencontrées par le juge d'instruction pour se faire communiquer les archives des services spéciaux (DGSE ex-SDECE et DST) concernant l'assassinat d'Henri Curiel le 4 mai 1978. Pierre Mauroy avait autorisé le 19 mars l'accès à ces archives.

8 décembre
 □ Dans une lettre adressée au Mouvement Anti-Apartheid, M. Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, affirme qu'il s'opposera à tout projet éventuel de vendre une seconde centrale nucléaire à l'Afrique du Sud.

STEFANY
 prêt à porter féminin
 193, Faubourg Poissonnière, 75009 PARIS
 Tél. : 526.34.64
 Métro : Barbès-Rochechouart

D'UNE PRISON L'AUTRE

*Il faut améliorer la vie carcérale, a dit le garde des Sceaux.
C'est en effet urgent.*

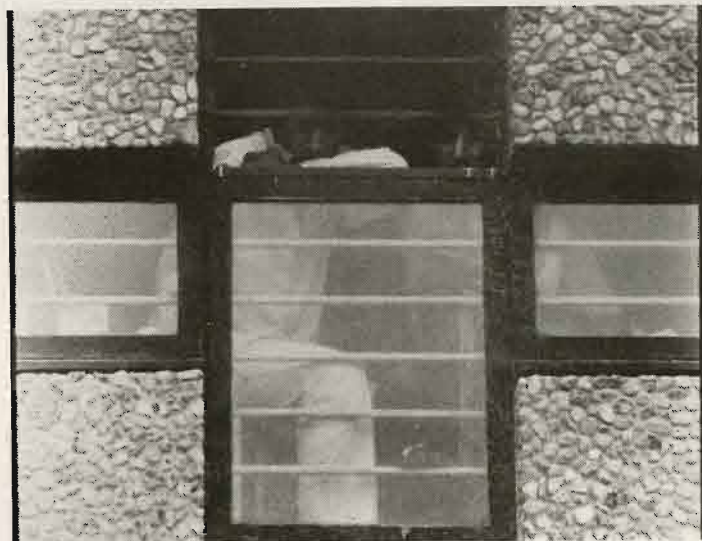
DANS une poche, quarante-sept centimes. Dans l'autre, un papier roulé en boule avec quelques adresses. Planté devant la porte de la Santé, Marc ne sait pas quoi faire. Il est libre, libre d'aller nulle part.

A vingt-six ans, Marc n'a pas beaucoup de raisons de s'imaginer un avenir. Aucune formation professionnelle et un passé chargé résumant son *curriculum vitae* : pour attaquer un marché de l'emploi en pleine crise, c'est léger. De sa famille, il ne reste que des lambeaux de souvenirs arrachés entre deux placements à l'Aide sociale à l'enfance. Aujourd'hui, il sort de prison mais la peine, elle, ne fait que commencer.

Ou plutôt continuer. Il n'y pas de délinquants volontaires, il y a ceux qu'on fabrique, dès l'enfance. Tous les petits gosses qu'on laisse passer de classe en classe. Et puis un beau jour, en 5^e, clac, terminé : c'est le L.E.P. (Lycée d'enseignement professionnel) vide-ordures, la voie sans issue où l'on moisit jusqu'à seize ans avant de prendre la porte. 77 % de la population carcérale est sans formation professionnelle, 10 % est analphabète.

L'échec scolaire est, de plus, souvent associé à une coupure du milieu familial. Sous prétexte de le soustraire à une mauvaise influence, on ampute l'enfant de ses racines et le résultat est pire encore : la prison « récupère » 70 % des gamins placés par l'Aide sociale.

« *Finalement, on fait peur. Alors on nous enferme, pas pour le délit, mais pour notre existence ratée... La réinsertion là-dedans ? Des conneries ! De toute façon, on n'a jamais été insérés. C'est parce qu'on n'avait de place nulle part qu'on nous a flanqués à l'ombre.* » Cette phrase de



Fleury Mérogis, prison modèle

Jean-Paul, Antillais de 22 ans, sans famille, un an de prison ferme pour vol simple, est le reflet de l'opinion générale. Le délit n'est pas un accident de parcours mais un prolongement logique, effet d'une série de causes. Et la prison ne fait alors que s'ajouter aux handicaps accumulés.

Effet garanti

C'est tellement vrai que, depuis l'Ordonnance de 1970, l'Education surveillée prend autant en charge les mineurs « en danger moral » que les délinquants avoués. Mohamed a dix-sept ans, dix frères

et sœurs, un père alcoolique et une mère psychopathe. Il ne s'intéresse à rien et s'envoie à l'air à la colle, avec ses petits camarades. Il n'a pas franchi (officiellement) le cap de la délinquance. Pourtant son histoire ressemble à celle de Robin, rejeté par ses parents, naviguant de foyer

et sœurs, un père alcoolique et une mère psychopathe. Il ne s'intéresse à rien et s'envoie à l'air à la colle, avec ses petits camarades. Il n'a pas franchi (officiellement) le cap de la délinquance. Pourtant son histoire ressemble à celle de Robin, rejeté par ses parents, naviguant de foyer

et sœurs, un père alcoolique et une mère psychopathe. Il ne s'intéresse à rien et s'envoie à l'air à la colle, avec ses petits camarades. Il n'a pas franchi (officiellement) le cap de la délinquance. Pourtant son histoire ressemble à celle de Robin, rejeté par ses parents, naviguant de foyer

et sœurs, un père alcoolique et une mère psychopathe. Il ne s'intéresse à rien et s'envoie à l'air à la colle, avec ses petits camarades. Il n'a pas franchi (officiellement) le cap de la délinquance. Pourtant son histoire ressemble à celle de Robin, rejeté par ses parents, naviguant de foyer

Têtes de liste

Nos prisons sont bien gardées : douze mille gardiens, soit environ un pour trois prisonniers (1). Formés hâtivement en quelques semaines, les surveillants sont censés préparer la réinsertion. Leurs méthodes sont efficaces : la récidive dépasse les 60 %. « *Ils ne pardonneront jamais.* » Tel est le commentaire laconique d'un

éducateur.

Rue Saint-Honoré, un bureau à l'ambiance feutrée où l'on parle à mi-voix de la « tactique » à employer avec les grévistes de la faim trop dérangeants. Sous l'appellation de service de « réinsertion sociale » se cache, en fait, le siège d'un personnage tout-puissant : le juge d'application des peines. C'est lui — ou le garde des Sceaux si la condamnation est supérieure à trois ans — qui va décider si une liberté conditionnelle est possible ou non. Son jugement repose sur des données concrètes d'hébergement et de travail à la sortie, mais aussi sur un critère de « moralité », véritable porte ouverte à l'arbitraire. Arbitraire à sens unique, si l'on en croit les chiffres : à peine 15 % de libérations accordées en 1981. A l'appui de cette parcimonie : le risque de danger pour l'ordre public. L'intérêt de l'individu passe après, la société/autruche enfouit sa tête dans le sable.

Dès la sortie, le problème de la survie se pose. Où va-t-on dormir, que va-t-on manger ? Les privilégiés retrouvent leur famille. Celles qui ont eu la patience d'attendre. Car si les mères sont stoïques, les femmes tiennent le coup en moyenne trois à cinq ans. Après elles craquent. Certains filent chez les vieux copains, avides de chaleur humaine et, très vite, tout recommence. Les autres (50 %) se tournent vers le foyer.

Les foyers

Le foyer, une nouvelle forme d'exclusion ? Pour certains, c'est un mal nécessaire, pour d'autres, carrément le ghetto. Généralement créé par des associations privées, le foyer est un circuit fermé avec des règles précises (rentrer à dix heures, participer aux tâches collectives, ne pas amener de femmes, etc...). Souvent une prison de transition qui laisse peu de choix : la révolte et la porte, ou la soumission en déléguant son autonomie à une nouvelle institution. « *C'est justement là le piège,* remarque Julien, éducateur, *celui qui sort de prison a besoin de se retrouver directe-*

ment dans la vie normale et face à ses responsabilités. Manipulés depuis l'enfance par une société qui les a tentés, puis punis ; infantilisés par la prison, sans avoir jamais compris le pourquoi ni le comment de l'engrenage, ils doivent d'abord apprendre à se prendre en charge, sans tomber dans l'assistanat ou la récidive ».

S'assumer au quotidien, c'est aussi trouver un travail. C'est-à-dire vivre dans une atmosphère de mensonge permanent. Il faut cacher son passé. L'ex-délinquant est autant objet de haine que d'envie. Ceux qui l'excluent ont peur de se reconnaître en lui. Parmi les candidats au mépris général, les étrangers

sont en tête de liste. En janvier 1982 — en raison notamment du grand nombre de détentions provisoires avant jugement — ils formaient 23 % de l'ensemble de la population pénale. « *J'ai évité de justesse l'expulsion sitôt ma peine terminée,* raconte Rachid, *mais on m'a ôté ma carte de travail pour la remplacer par une autorisation provisoire de séjour : aucun employeur ne veut de moi. Résultat : ou je n'ai plus qu'à partir, ou je me fais exploiter au « noir », ou je « replonge ».* Un long voyage au bout de la nuit.

Anne SIZAIRE

(1) Par contre, l'ensemble du personnel socio-éducatif ne dépasse pas 1 000 personnes.



G. UZAN - GAMMA

Des mesures mesurées

Les améliorations annoncées ont un peu déçu

PAS de réforme spectaculaire. Quelques points importants parmi des améliorations qui semblent pour une part simplement amorcées. C'est l'impression qui se dégage de la série de mesures prises par le garde des Sceaux, sur les conditions de la vie carcérale, le 13 décembre dernier.

M. Robert Badinter y est allé doucement, par petites touches parfois adroites mais qui ne changent pas fondamentalement l'ordinaire du détenu. Coïncé entre la pression causée par le sentiment d'insécurité créé de toutes pièces dans l'opinion publique et la surpopulation pénale qu'il n'arrive pas à endiguer, le garde des Sceaux perd ses illusions, tempore et réforme au compte-gouttes.

Pourtant, M^e Badinter fait passer, entre le nouvel uniforme des gardiens, la promotion du sport et le contrôle diététique, trois innovations essentielles.

Un contrôle extérieur de la santé est institué. L'inspection médicale pénitentiaire

est supprimée et son rôle est désormais confié aux Affaires sociales. C'est une brèche non négligeable dans l'univers hors-la-loi de la prison. Les abus en matière de négligence médicale, ou, au contraire, de traitement « à volonté » de barbituriques risquent de diminuer.

Sans parler de véritable droit associatif — privilège des hommes libres... — les détenus participeront plus activement dans les associations socio-culturelles, par ailleurs ouvertes sur l'extérieur. C'est leur donner la possibilité d'avoir une vie sociale plus élargie, plus proche de la « normale ». Un élément d'équilibre fragile dans le monde aliénant de la prison.

Une modification profonde intervient dans le statut du personnel pénitentiaire : les sanctions, en cas d'évasion, sont dépenalisées. A ce jour, un gardien risquait jusqu'à trois ans de prison en cas de négligence lors d'une évasion. La suppression de cette clause peut contri-

buer à changer les règles du jeu entre détenus et surveillants.

Les autres mesures, elles, sont bien pâles pour un changement réel : le processus d'autorisation des visites est simplifié, mais leur nombre n'augmente pas (trois fois par semaine pour un prévenu, une fois pour un condamné). La vitre de séparation du parloir sera supprimée, dans la mesure du possible, l'appréciation en étant laissée au directeur de la prison. Enfin, les familles attendront toujours aussi longtemps, mais avec des abris pour se protéger de la pluie...

Aucune amélioration en matière de droit disciplinaire : le seul recours d'un détenu pour une sanction injustifiée sera de faire parvenir ses « observations » au juge d'application des peines.

La formation professionnelle croîtra et se multipliera, paraît-il, mais on ne sait ni quand, ni surtout dans quelle proportion.

A.S.

DES MAGASINS POUR DES TEMPS NOUVEAUX



BESANÇON : 1, rue Gambetta
LA ROCHE-SUR-YON : 11, rue Stéphane-Guillemé

GRENOBLE ST-MARTIN D'HERES :
72, avenue Gabriel-Péri
GRENOBLE ECHIROLLES : Grand Place



PANTAMOD

BESANÇON : 1, rue Gambetta
LA ROCHE-SUR-YON : 11, rue Stéphane-Guillemé

GRENOBLE ST-MARTIN D'HERES : 72, av. G.-Péri
GRENOBLE ECHIROLLES : Grand Place

*Les nostalgiques de l'empire perdu refusent le droit à la spécificité des
Départements d'outre-mer.*

LE SYSTÈME DOM



FRILET SIFA-PRESSE

La marine française en Guadeloupe.

PAR deux fois, au mois de décembre, les feux de l'actualité ont été braqués vers les Départements d'outre-mer. A l'Assemblée nationale et au Sénat, en effet, on parlait de commémoration de l'abolition de l'esclavage et d'adaptation de la loi sur la décentralisation. Les DOM ? Ce sont ces « confettis de l'Empire », ces « oubliés de la décolonisation » dont la France se rappelle périodiquement quand une de leurs filles est élue Miss France, ou quand, un soir d'élections, on attend avec fièvre le résultat d'une des îles lointaines pour savoir de quel côté penchera la balance à l'Assemblée nationale.

Occulter l'histoire

Deux projets de lois les concernaient. Tous les deux visaient à la reconnaissance de la spécificité des DOM, de leur histoire. Ils avaient la prétention de faire la part trop belle à la dignité de l'homme antillais, réunionnais et guyanais. Suprême affront pour cette droite colonialiste et paternaliste. Elle s'en remettra d'ail-

leurs, pour l'un des projets, au Conseil constitutionnel, qui, grâce à des arguties juridiques, lui donnera raison. Qui ne se souvient de l'hommage rendu par François Mitterrand à Victor Schoelcher, au Panthéon, le jour de sa prise de fonctions ? Un symbole. Un geste compris et ressenti dans les quatre vieilles colonies comme un acte politique. Un geste qui en appelait un autre : la commémoration officielle de l'abolition de l'esclavage. Ce fut chose faite le 17 décembre dernier quand l'Assemblée nationale adopta le projet de loi, et cela après le combat d'arrière-garde d'une droite jacobine prête à occulter l'histoire des peuples des DOM pour maintenir ses privilèges. A la Réunion, par exemple, ni, censuré par tous les moyens dont disposait l'« ancien régime », jamais évoqué à la radio et à la télévision, ni dans la plupart des journaux de droite — sinon pour ridiculiser les manifestations populaires —, le 20 décembre a surgi du fond des champs de cannes et des bidonvilles pour s'imposer à ceux-là mêmes qui tenaient à l'effacer. Il en a été de même à

la Guadeloupe pour le 27 mai, à la Martinique pour le 22 mai, en Guyane pour le 10 juin. Le problème posé au législateur était celui de la date à retenir pour la commémoration. Les « nationaux » souhaitaient une date unique et faisaient référence au décret du 4 février 1794 (16 pluviôse an II), pris par la Convention nationale et déclarant que « l'esclavage des nègres dans toutes les colonies est aboli ». Texte qui ne devait d'ailleurs pas survivre au coup d'Etat du 18 Brumaire.

La gauche dans son ensemble faisait référence au décret du 27 avril 1848, pris sous l'impulsion de Victor Schoelcher, et à son application effective dans les colonies. Les luttes des esclaves ont même devancé, à la Martinique et en Guadeloupe, les stipulations du décret. Choisir le 4 février 1794, c'était nier l'importance de ces luttes. Durant les débats, Henri Emmanuelli faisait remarquer que certains essayaient de « priver de leur propre histoire ces populations qui ont combattu, qui ont souffert et qui, le moment venu, ont donné le coup de boutoir final et ont participé à leur propre libération ».

La raison a fini par l'emporter et chaque peuple fêtera à sa

manière, et à la date choisie par lui, l'abolition de l'esclavage. Le projet de loi portant adaptation de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion, connaîtra les mêmes vicissitudes au nom de la sacro-sainte unité de la République. Le projet présenté par le gouvernement visait pourtant simplement, sans toucher au département et à la région, à doter les DOM d'une assemblée et d'un exécutif uniques. Les « nationaux » y ont vu quelque intention machiavélique de dépècement d'un hexagone en proie lui aussi à des crises d'identité longtemps incomprises.

Tout sera alors bon pour empêcher les peuples des DOM de gérer leurs propres affaires, de promouvoir leur propre développement, sans avoir à en référer à chaque instant à Paris : procès d'intention, coups bas, exception d'irrecevabilité, questions préalables, et enfin, saisine du Conseil constitutionnel. Cette institution remettra la pendule à l'heure ancienne : celle de l'obscurantisme, de l'acculturation et du paternalisme.

Michel ROBERT

AUTREMENT L'EGYPTE



- Du classique ?
 - De l'insolite ?
 - Une expédition ?
 - Voyage à la carte ?
 - En liberté ?
- A partir de 2.600 F

Venez nous voir
ou demandez
notre brochure

54, rue Richer 75009 PARIS.
Tél. : 770.66.76.

ALLIANCE FRANÇAISE

Ecole Internationale de Langue
et de Civilisation Françaises
101 Boulevard Raspail - Paris 6^e
Tél. : 544.38.28

Enseignement du français aux étrangers

- Ecole ouverte aux personnes de toutes nationalités et tout âge à partir de 15 ans.
- Fonctionne toute l'année - Pâques et été compris - (sauf congés Noël) du lundi au vendredi - de 8 h 30 à 21 h 30 - sept horaires au choix
- trois sessions d'examens par an.

CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE

Avant de proposer des assurances, un assureur doit en donner.

La Caisse Nationale de Prévoyance vous donne l'assurance de sa compétence : une expérience plus que centenaire et dix millions d'assurés.

La CNP vous donne l'assurance de la proximité : des centaines de points de vente, et des conseillers dans tous les bureaux de Poste et du Trésor public.

La CNP vous donne l'assurance du choix : une gamme de produits très large, étudiée pour protéger votre famille et répondre à vos besoins de prévoyance.

Voilà pourquoi la CNP peut vous proposer ses assurances.

ETABLISSEMENT PUBLIC SPECIALISE DANS L'ASSURANCE-VIE

Renseignements et souscriptions
dans tous les bureaux de Poste
et du Trésor Public.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Banque française et internationale

EDSON

CHEMISIER
HABILLEUR

49 BD SAINT-MICHEL . 75005 PARIS
☎ 326.75.95



mico

Mobilier urbain

13, rue Vauquelin
75005 PARIS
707.17.60

LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de
SULLY

Confort, élégance, qualité,
des chaussures faites pour marcher

85 rue de Sèvres
5 rue du Louvre
53 bd de Strasbourg
81 rue St-Lazare

Du 34 au 43 féminin,
du 38 au 48 masculin, six largeurs
CATALOGUE GRATUIT :
SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6^e
5 % sur présentation de cette annonce



SERVICES EQUITATION - TENNIS -
SKI - SPORTSWEAR - SPORT D'EQUIPE
SERVICE COLLECTIVITE

Tél. : 993.37.91

29, Bd H.-Bergson SARCELLES - Lochères

**SPORT
2000**

LE FOU D'ELSA AUX PORTES DE L'ORIENT

*Aragon est parti rejoindre l'Histoire. Sur un
de ses chemins, il avait croisé la poésie arabe.*

L'ŒUVRE d'Aragon, c'est un regard, parfois voilé d'orientalisme, jeté sur l'impossible. C'est aussi un miroir, une relecture constante de l'Histoire. C'est le flot des baisers, des confidences, des déchirements d'un homme qui a toujours brûlé du violent amour de la vie.

Dans *Le fou d'Elsa*, il est parti à la rencontre de l'Espagne musulmane de la fin du quinzième siècle. C'est là que commence l'Orient, avec ses rites et ses légendes, à l'époque de la chute de Grenade et de Boabdil, le dernier roi Maure d'Espagne.

Aragon prête sa voix, son regard à un chanteur des rues, un troubadour descendant de Bagdad ou d'Alexandrie. Un possédé, un visionnaire qui rend compte de la décadence de la civilisation arabe, restituée à son histoire contre les falsifications des vainqueurs catholiques.

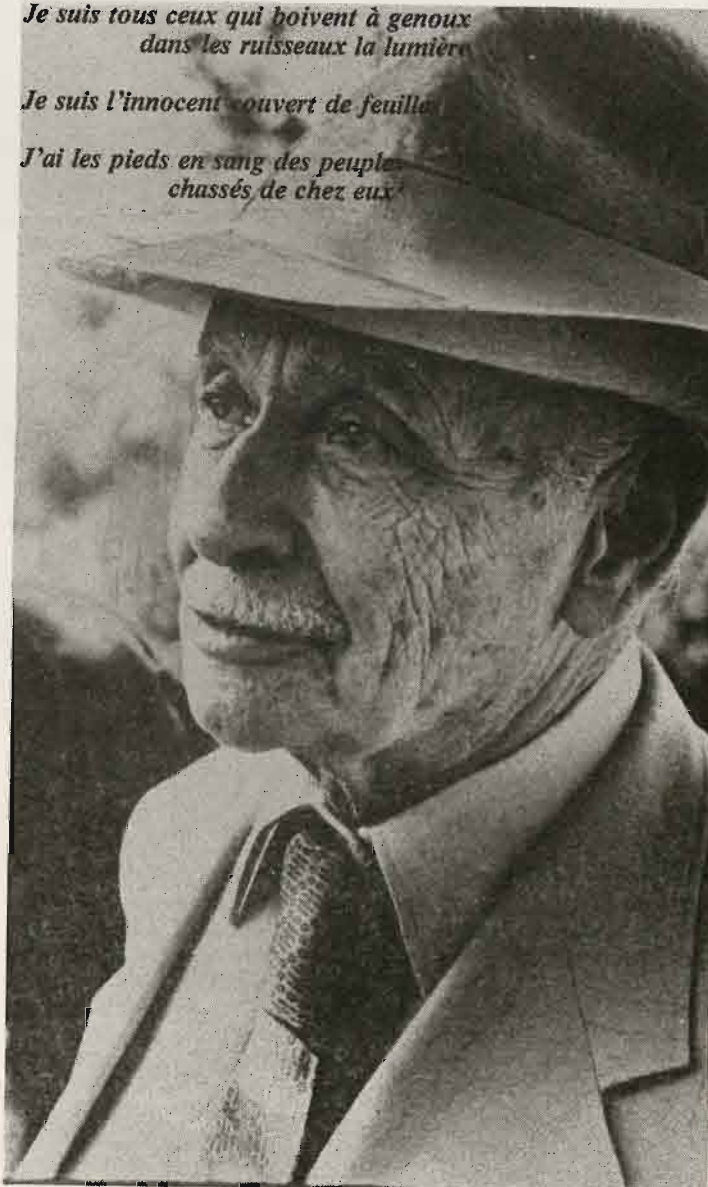
Le fou d'Elsa, c'est d'abord Le fou de Leïla, héros d'un roman attribué à ben El Molaoû-ouâh, écrivain du premier siècle de l'Hégire. Keïs s'était épris de Leïla qui avait répondu à sa flamme, mais le père de la belle le refusa pour gendre. Fou de douleur il mena une vie errante et composa des vers sur sa passion.

La tradition à laquelle se rattache les incantations amoureuses du fou d'Elsa, est celle de l'amour courtois, très présente chez les Arabes d'Espagne et les musulmans d'Orient, quand les poètes mouraient de leur amour, bien avant l'avènement du Prophète.

*Je suis tous ceux qui boivent à genoux
dans les ruisseaux la lumière*

Je suis l'innocent ouvert de feuille

*J'ai les pieds en sang des peuples
chassés de chez eux*



L'Orient devient lisible à travers l'idée de l'amour, « ce miracle renouvelé du trouble initial, cet éternel retour des choses »¹. L'amour est l'unique et ultime révélation du destin de l'homme. En Orient, Antar et Abla, Medjoun et Leïla sont aussi célè-

bres que Tristan et Iseult, Roméo et Juliette en Occident. Par l'exaltation de tous les poètes restés fidèles à l'amour de l'amour, dans leur vie ou dans leur écriture, Aragon prolonge le souffle de l'Orient en Occident : « Où debout se tient Dante

*Il y a Sénèque l'Espagnol et
le Florentin Pétrarque
Il y a le prince de Cordoue
Al-Mou'Tamid
Il y a Ibn-Hazam qu'on
appelle Abenhazam et la
foule des soufis »*

Aragon nous force à repenser l'héritage culturel, à procéder aux échanges de parfums entre poésies païennes et poésies mystiques orientales, jouant l'homme contre les dieux. La connaissance de « l'âme islamique » est acquise poétiquement, dans un effort vital d'ascension à l'humain par le biais du malheur de Grenade et de la guerre d'Algérie. *Le fou d'Elsa* a été écrit sur le rythme des « vers à danser, des vers à chanter » de la poésie arabe. Aragon est resté fidèle à l'atmosphère d'allégresse lyrique de Grenade où le luth répondait à la cithare, avant l'état de siège, la peste et les trahisons.

Sa poésie a fonction d'espérance et constitue une réserve infinie d'éternité contre le temps. C'est précisément là qu'elle est orientale :

« Le temps ce miroir à trois faces

*Avec ses volets rabattus
Futur et passé qui s'effacent
J'y vois le présent qui me tue »*

Le Maître est parti, dans l'une de ses caravanes, pour l'Orient éternel. Merci Aragon pour cette lucidité, merci pour la beauté de votre chant et la constance de votre idéal.

Daniel CHAPUT

1. L'idée de l'amour dans « Le fou d'Elsa » et l'œuvre d'Aragon. Charles Haroche. Ed. Gallimard.

²Théâtre/Roman, 1974

LE MYTHE DES SEUILS

L'intolérance ne peut pas se mesurer aussi facilement qu'on le dit parfois.

La notion de *seuil de tolérance aux étrangers* a pris aujourd'hui le caractère d'une évidence sociale et l'on ne compte plus les discours politiques, administratifs, journalistiques... qui, explicitement ou implicitement, s'en prévalent. Sa signification est — au moins en apparence — claire. L'idée centrale est qu'à partir d'une certaine proportion d'étrangers au sein d'une population nationale donnée, des tensions ou des conflits apparaissent et que naissent des problèmes sociaux : problèmes scolaires, problèmes de cohabitation culturelle, problèmes d'adaptation des immigrés etc... (1)

Le sens sous-jacent est qu'à dose *homéopathique* l'étranger est *noyé* dans la population française, qu'il est amené à s'« adapter », c'est-à-dire à se conformer aux usages majoritaires et qu'en tout cas, il disparaît comme étranger culturel. Au contraire à dose plus importante, il formerait objectivement un groupe dont les comportements sont ressentis par les Français comme une gêne, voire comme une agression.

La métaphore organiciste est prise *au pied de la lettre* : le corps social, assimilé à un organisme vivant, forme une unité qui ne peut admettre sans réactions de rejet trop d'implants issus d'autres corps sociaux. L'immigration est comme une greffe d'organe. Elle suscite des réactions immunologiques. De cette comparaison abusive, le seuil de tolérance tire un début d'apparence scientifique.

La notion de seuil de tolérance n'apparaît que dans les années 70. Mais déjà auparavant, des enquêtes d'opinion laissaient transparaître dans la formulation même des questions l'idée que *trop* d'étrangers posait problème, et l'on demandait aux interrogés de dire quelle proportion d'étrangers il convenait de ne pas dépasser

dans une ville, un quartier, une école (2). De telles études ont été fort critiquées du fait qu'elles imposaient la notion de seuil à des personnes qui pouvaient ne pas réfléchir en de tels termes. Par la suite, une enquête similaire demandait aux gens si, à leur avis, il existait un seuil (3). Elle suggèrait donc fortement mais n'imposait pas l'idée du seuil. Quoiqu'il en soit, et malgré toutes les réserves que l'on peut émettre sur ces enquêtes (4), il faut remarquer que les auteurs — malgré tous leurs efforts, est-on tenté de dire — n'ont pas trouvé de seuil de tolérance aux étrangers : « *S'il existe un seuil de tolérance, il n'a, à la limite, rien à voir avec l'importance de la population étrangère. Il n'existe pas de relation statistique rigoureuse entre attitudes et pourcentage d'étrangers* » (5) écrivent-ils. Comme on le sait, ce résultat n'a en rien gêné la carrière de la notion !

Basé sur des opinions

Il faut souligner cependant qu'en France, les seules études concernant la proportion d'étrangers et les réactions des nationaux se basent sur des opinions et non sur des faits objectifs, des comportements réels, en situation relationnelle, comme c'était au contraire le cas des recherches américaines.

L'aspect le plus curieux, peut-être, du succès rencontré par cette notion, en particulier chez ceux qui pensent bien connaître les situations concrètes, est qu'elle semble s'appuyer sur une évidence, chaque jour vérifiée. Même ceux qui s'inquiètent de l'utilisation raciste du seuil restent souvent convaincus de l'importance déterminante de la proportion des étrangers dans les problèmes qu'ils constatent. L'évidence est ailleurs et se résume en fait à une tautologie

que l'on peut résumer ainsi : « *C'est là où se trouvent ensemble des immigrés, des Français et des étrangers que des heurts apparaissent entre eux* ».

C'est au contraire la vulgarisation de l'idée de seuil de tolérance aux étrangers qui rend particulièrement sensible à la question quantitative. C'est lui qui, agissant comme une idée préconçue, filtre et oriente l'interprétation de l'expérience quotidienne.

La corrélation statistique n'existe donc pas. La notion de seuil de tolérance n'a reçu aucune validation empirique. Ce qui n'empêche pas sa manipulation. L'immigration est, par ce biais, présentée comme un phénomène anormal, voire comme une invasion (barbare ?), ce qui permet d'oublier que ce sont les entreprises et le gouvernement français qui ont décidé de recruter de la main-d'œuvre étrangère, et qu'elle ne serait pas venue sans cet appel.

Avec la notion de seuil de tolérance, on institue l'immigré comme un être essentiellement différent. Il est *l'Autre* par rapport auquel il convient de réagir, surtout s'il est en nombre. Rien de ce qui fait la ressemblance (situation de classe, situation de logement, problèmes quotidiens...) de tels Français avec tels étrangers n'est envisagé. Au contraire, aucune similarité et, *a fortiori*, aucune solidarité n'apparaissent comme possibles.

Le quantitatif, en outre, a ceci de particulier qu'il *fait* scientifique. Un chiffre semble plus simple à comprendre et plus fiable qu'une explication argumentée ou une théorie dialectique. C'est oublier que les chiffres n'ont de sens que par rapport à la manière dont ils ont été obtenus. La caution scientifique dont les chantages du seuil cherchent à se prévaloir est une mystification fondée sur le pari que personne n'ira vérifier les conditions dans lesquelles il a été énoncé.

En formulant les problèmes relationnels entre communautés étrangères en termes purement quantitatifs, on occulte tout ce qui forme leur contexte, leurs conditions sociales, pour leur trouver une cause unique. Ici le quantitatif et le qualitatif ne s'opposent pas seulement, ils s'excluent l'un l'autre.

Le nombre : un paravent

Or, ce n'est que dans la compréhension de l'articulation entre divers éléments contextuels, dont le quantitatif n'est que l'un parmi les autres, que pourront émerger des analyses capables d'expliquer où, quand et comment surgissent les conflits, et lesquels.

A titre d'exemple, on remarquera qu'il importe de savoir au sein de quelle population initiale ont été implantés les immigrés, et à quel rythme ils sont arrivés. Il faut absolument s'interroger sur les conflits ou tensions qui pré-existaient à l'arrivée d'étrangers. Il faut également se demander comment les populations se perçoivent elles-mêmes et comment elles perçoivent les autres... On s'apercevra peut-être alors qu'il n'est pas indifférent que les immigrés soient arrivés en grand nombre d'un seul coup ou au contraire que leur implantation ait été très progressive. De même, on verra sans doute que, parfois, les immigrés servent de boucs émissaires à propos de problèmes qui existaient avant même qu'ils soient là. On verra enfin des Français craindre que la présence étrangère dévalue l'image de leur quartier, ou redouter qu'on ne les assimile aux immigrés dont ils savent bien qu'ils sont rejetés et surexploités...

En assimilant la population nationale à une structure biologique, on naturalise les phénomènes sociaux, démarche qui n'est jamais innocente. Au-delà de la



La notion de seuil de tolérance sert à justifier... l'intolérance.

métaphore (« *le corps social* »), ce qu'on veut laisser entendre, c'est que la population forme une entité unitaire. On escamote ainsi les rapports sociaux réels, les antagonismes, les conflits d'intérêts, au profit d'une image d'Épinal toute de solidarité et de communauté que trop de pluralité risquerait d'affaiblir ou de détruire (6). On masque ainsi, par exemple, les causes et les responsables réels de la crise urbaine, les conditions objectives de la concurrence entre travailleurs français et travailleurs immigrés sur les marchés immobiliers, on justifie l'existence d'un habitat insalubre, etc...

L'image de l'unité du corps social a aussi pour conséquence de naturaliser le racisme dans un fatalisme substantialiste : « *Le racisme est immémorial parce qu'il est dans la nature de l'homme, et aucune société ne saurait, sans réagir, supporter trop de greffes étrangères* ». Le racisme, il faut sans doute le

combattre, mais il faut aussi *faire avec*, telle est la philosophie du seuil de tolérance qui présente l'avantage de l'autoriser et de l'interdire simultanément. Il l'autorise parce qu'il affirme que des étrangers, *point trop n'en faut*. Il l'interdit parce qu'il fait en même temps admettre que pour l'économie (la santé) nationale, il en faut tout de même.

Avec le seuil — qu'il place, après tout, où il veut ! — le dominant garde la maîtrise des territoires qu'il va concéder ou assigner à l'immigré. Or le territoire par excellence de l'immigré, c'est celui de la production, et au sein de celle-ci, les emplois les moins qualifiés, les plus pénibles, les plus dangereux. Il y a une contradiction structurelle de l'opinion française majoritaire. Elle réside dans le fait qu'« on tolère l'immigré ou le membre d'une minorité en tant qu'il a un statut économique inférieur quand il s'agit de l'entreprise et de la production. Par contre, comme voi-

sin de palier, comme voisin sur le banc de l'école, on ne le tolère que dans la mesure où on se trouve dans les conditions inverses, c'est-à-dire quand il y a la plus grande homogénéité de statut, de culture, de références... » (7). La manipulation du seuil permet de résoudre au jour le jour cette contradiction, en fonction des conjonctures (8).

Véronique DE RUDDER

(1) « Dans une classe primaire, la présence de plus de 20 % d'enfants étrangers ralentit la progression de l'ensemble des élèves. Dans un service hospitalier, des problèmes de coexistence se posent lorsque des étrangers représentent plus de 30 % du nombre des malades. Dans un immeuble, il est peu sage de répartir plus de 10 à 15 % de familles d'origine étrangère lorsque celles-ci ne sont pas accoutumées à la vie d'un habitat moderne ». Communication de M. Massenet à l'Académie des Sciences morales et politiques, in : *Vivre en France*, n° 8, 1970.

(2) A. Girard et M.L. Lamy :

« L'attitude des Français à l'égard de l'immigration étrangère » in *Population* n° 5, 1971.

(3) A. Girard, Y. Charbit, M.L. Lamy : « L'attitude des Français à l'égard de l'immigration étrangère » in *Population* n° 6, 1974.

(4) cf. M. Tripiet : « L'attitude des Français à l'égard de l'immigration étrangère : Note critique » in *L'Année sociologique* 1975.

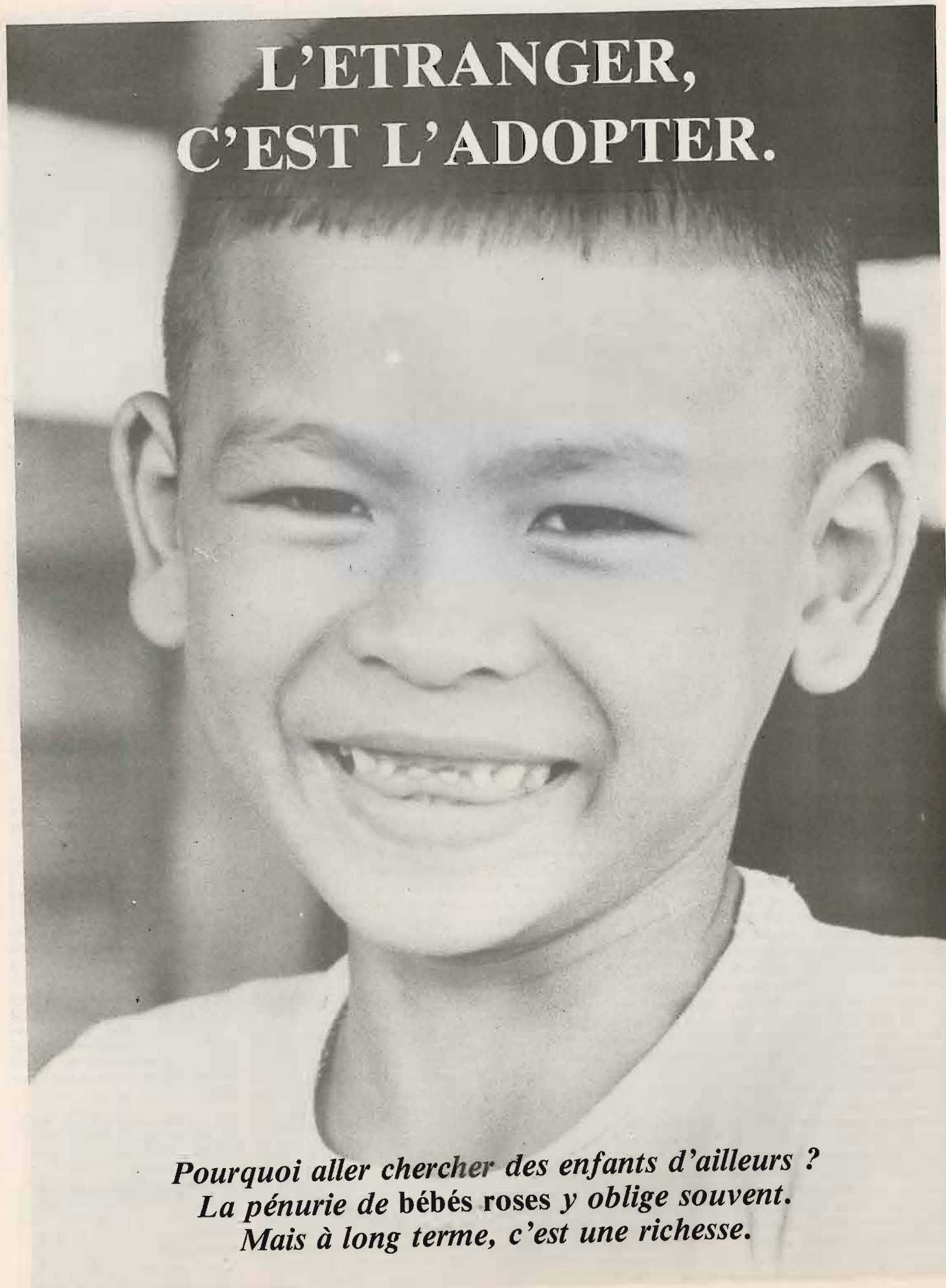
(5) Y. Charbit, M.L. Lamy : « Attitudes à l'égard des étrangers et seuils de tolérance. Les enquêtes de l'I.N.E.D. » in *Sociologie du Sud-Est* n° 5-6, juillet 1975. N° spécial sur le seuil de tolérance aux étrangers.

(6) T. Allal, J.P. Buffard, M. Marie, T. Regazzola, *La fonction-miroir. On croit parler des immigrés alors qu'en fait... s.d.*

(7) M. Oriol : intervention dans le débat sur le « seuil » de tolérance aux étrangers », au colloque du CIR-DEM, in : *Sociologie du Sud-Est*, op.cit., p. 154.

(8) A partir d'un article paru dans *Pluriel-Débat*, n° 21. 1980. Paris.

L'ÉTRANGER, C'EST L'ADOPTER.



*Pourquoi aller chercher des enfants d'ailleurs ?
La pénurie de bébés roses y oblige souvent.
Mais à long terme, c'est une richesse.*

SAUVÉS des eaux. Ils sont 1 500 enfants venus de l'étranger à avoir été adoptés en France en 1980. Enfants dénués d'ancêtres, ils en ont pourtant un à partager. Moïse, l'enfant juif recueilli par la fille du Pharaon. Rare destin, Moïse sauva son peuple. Aujourd'hui, les pays pharaons manquent d'enfants, aussi a-t-on appelé les peuples déshérités à la rescousse. Chaque jour, des petits Moïse échouent aux aéroports de Paris, Londres, New-York, Stockholm.

Il y a en France 30 000 couples postulant à l'adoption. En face d'eux, 19 000 pupilles de l'Etat. Mais pour six mille demandes satisfaites, il y a 500 000 enfants accueillis par les services de l'Aide sociale. Pourquoi ce formidable écart entre l'offre et la demande ?

La dénatalité brute, la légalisation de l'avortement et de la contraception, la politique de soutien des mères isolées expliquent le manque de bébés adoptables. On abandonne de moins en moins. Les Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.) toutes puissantes en matière d'adoption préfèrent ne pas séparer les frères et sœurs, préconisent le parrainage pour les enfants déjà grands et ne proposent pas le placement en vue d'adoption d'enfants *contre-indiqués*. Ainsi, on arrive aux 500 000. Alors, plutôt que d'attendre sans espoir des *bébés roses*, on se retourne vers la solution des enfants venus d'ailleurs.

Madame Wiener, mère de deux enfants colombiens, voulait au départ adopter un enfant français : *En 1976, mon mari et moi avons déposé notre demande à la D.D.A.S.S. du Loiret. Celle-ci nous adressait en 1977 l'attestation nous autorisant à adopter. En 1978, l'avis favorable du Conseil de famille (1) est arrivé, nous annonçant que l'attente serait indéterminée. Heureusement, nous nous étions entre temps tournés vers la Famille adoptive française, une œuvre d'adoption en rapport avec la Colombie. Entre 1975 et 1980, les adoptions d'enfants venus de l'étranger ont augmenté de 40 %, toutes origines confondues. En 1980, un enfant adopté sur cinq en France vient de l'étranger.*

La Longue Marche

Les D.D.A.S.S. ne trahissent pas, tant s'en faut, la réputation des grosses administrations. Quelques bonnes volontés, beaucoup de paperasses. Leurs services d'aide sociale recueillent deux types d'enfants : ceux qui ont fait l'objet d'une déclaration d'abandon dès leur naissance (pupilles de l'Etat) immédiatement adoptables et ceux qui, recueillis temporairement, le deviennent au bout d'un an de silence total des parents. Mais l'inertie conjuguée de la

justice et des D.D.A.S.S. fait sommeiller les dossiers de *déclaration judiciaire d'abandon* nécessaire à l'immatriculation des enfants au registre des pupilles. La procédure peut prendre trois ans... quand on a bien voulu l'entamer. En effet, de nombreux enfants font l'objet d'une *contre-indication à l'adoption* terme administratif imprécis recouvrant une réalité, elle, bien précise. Les enfants de couleur et les handicapés sont plus ou moins *contre-indiqués* suivant la politique des D.D.A.S.S. Mais compte tenu du nombre des candidats, s'il faut attendre cinq ans en moyenne pour adopter un bébé blanc, deux ans suffisent pour un bébé maghrébin, et dix-huit mois pour un bébé noir. Un hit-parade à l'image du racisme. Les faits sont là, brutaux. Environ la moitié des adoptés nés en France sont noirs ou maghrébins, issus de familles immigrées en détresse ou de mères célibataires contraintes d'abandonner leur enfant par ostracisme social. Nombreuses sont les femmes maghrébines à faire le voyage pour accoucher à l'insu de leur famille. Un voyage qui peut sauver leur vie, les traditions permettant en principe aux frères de celle qui a fauté, d'exécuter la *coupa-ble*. Pendant ce temps-là, des familles françaises entament une loingue marche. Celle qui les mène vers des contrées peuplées de races approuvées, ou au contraire trop exotiques pour renvoyer aux racismes de l'hexagone : asiatiques ou latino-américains. Après l'Inde et la Corée du sud, la Colombie est le troisième pays *exportateur d'enfants* au monde (5 000 par an). La Thaïlande,

gênée par l'image de déprivation qu'elle projette à l'étranger a mis l'embargo sur ses nourrissons. Aux Philippines, on est plus coulant. A côté de la base américaine de *Clark air force* se trouve le Quartier des anges et son célèbre marché aux bébés.

Un Colombien : trois Coréens

En France, le scandale arrive par une émission diffusée dans le cadre des *Mercredis de l'information* sur TF1 en septembre 1981. On y accuse la famille de l'ex-président colombien de se rendre complice d'un trafic d'enfants. Incident diplomatique. La F.A.N.A., œuvre d'adoption qui reçoit une majorité de demandes émanant de la France est mise en cause. La presse à sensation prend le train en marche, parle d'achat d'enfants, annonçant froidement les cours en bourse. Un petit Colombien coûterait 30 000 F, soit trois fois plus qu'un petit Coréen...

C'est non sans impatience que Madame Wiener récusé ce genre d'allégation : *« Nous avons payé 1 800 dollars pour les frais de procédure, l'entretien de notre bébé et les frais médicaux. Je ne vois pas en quoi nous l'avons acheté. en Colombie, la sécurité sociale n'existe pas, il faut bien payer les soins »*. Si l'on ajoute à cette somme le prix du voyage (obligatoire) pour deux personnes, les 30 000 F ne sont pas loins. Mais quoi de plus subjectif que la notion de coût ? A preuve, ce couple qui demanda à la Famille adoptive française de prendre en charge ses frais de voyage jusqu'à

Une nouvelle famille, de nouveaux noms...



R. NEVEU - GAMMA

D. BURNETT - GAMMA

Bogota. Et d'expliquer en toute candeur : « Vous comprenez, cette année, nous avons acheté une nouvelle voiture ! » Payer pour un enfant ? Cet être innocent et gratuit par excellence ? Voilà qui scandalise, d'où le côté... *vedeur* de l'émission de TF1. Des avocats véreux corrompant le personnel des hôpitaux pour qu'il déclare un enfant sous le nom de parents français, qui ont grassement payé pour cela. Du grand spectacle !

De fait, si la majorité des œuvres d'adoption colombiennes fonctionne dans un cadre strictement légal, le principe même de l'adoption massive d'enfants les plus déshérités des nations les plus pauvres par les plus nantis des pays riches a de quoi interpellier les consciences. A l'occasion de l'année internationale de l'enfance organisée en 1981 par l'U.N.E.S.C.O., des associations de parents adoptifs ont réclamé la mise au point d'une législation internationale réprimant les transferts abusifs d'enfants. On l'attend. Certains garde-fous fonctionnent déjà au niveau national et par conventions bilatérales. S'il est possible de s'adresser directement à une œuvre étrangère, le ministère de la Solidarité nationale exige depuis mars dernier, que les futurs adoptants d'enfants colombiens aient obligatoirement recours à une œuvre d'adoption française agréée par l'Etat et correspondante d'une homologue colombienne. Ainsi sont évités le recours aux avocats et associations douteux.

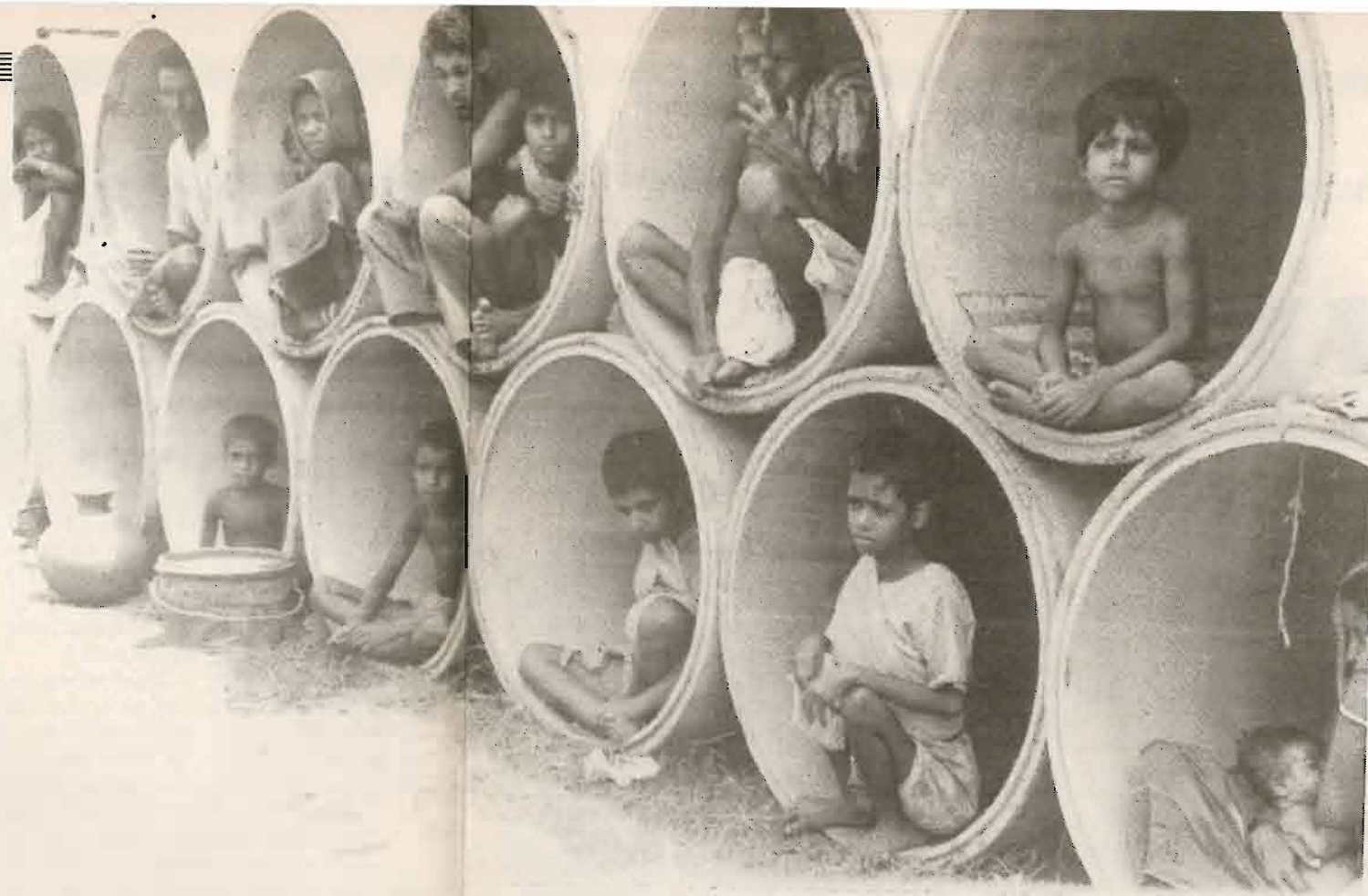
Des bébés pas trop typés

Autre garde-fou : l'obtention du visa d'établissement en France d'un enfant étranger est subordonnée depuis 1973 à la présentation de l'attestation de la D.D.A.S.S. délivrée après une année d'enquête sur la famille. Tout dossier refusé par la D.D.A.S.S. est communiqué au ministère des relations extérieures, afin de décourager les tentatives d'entrée illégales sur le territoire. Neuf cent trente six visas d'entrée d'enfants étrangers ont été délivrés en 1980. Au ministère de la Solidarité nationale, on estime à au moins 15 % de plus, le nombre d'enfants effectivement rentrés. Passent au travers des mailles du filet, les enfants des pays en guerre : Libanais, Salvadoriens... En attendant des mesures globales, une circulaire datant de 1980 contraint les consulats de France à s'assurer que l'enfant destiné à être adopté est placé par une œuvre d'adoption agréée dans le pays d'origine. Une précaution qui soit dit en passant n'évite pas que tel ou tel gouvernement cautionne un trafic d'enfants.

Depuis la réforme du régime de l'adoption en 1976, les couples ayant déjà des enfants biologiques, sont autorisés à en adopter d'autres. Pour ce faire, il faut être marié depuis 5 ans ou avoir 30 ans si l'on est célibataire. Enfin, l'écart d'âge entre adoptant et adopté doit être au minimum de 15 ans. Mais la réalité des critères est différente. La pénurie d'enfants adoptables condamne pratiquement les candidatures des célibataires et des divorcés. Les œuvres d'adoption ont aussi leurs propres exigences, en général celles des pays dont elles sont correspondantes.

Certificats d'honorabilité

La Colombie exige moult certificats d'honorabilité dont celui de mariage. La Famille adoptive française, œuvre laïque née après guerre du service de placement des orphelins de la S.N.C.F., a ses propres critères de sélection : « Nous avons un a priori favorable pour les demandes qui n'énoncent pas de préférence de sexe ou de race. Elles tendent à prouver que l'enfant sera autant accepté que désiré ». Mais il ne faut pas se leurrer, le cheminement ne se fait pas tout de suite entre le sentiment de frustration né de la stérilité d'un couple à celui de l'adoption d'un enfant de couleur, a fortiori déjà grand. Le bébé est pour soi, tandis que l'enfant grand (entre 2 et 10 ans) a déjà sa propre histoire, une histoire qu'il convient de respecter. Et ce respect suppose une façon d'être parent faisant primer la responsabilité sur la filiation. « En ce qui nous concerne, explique Madame Wiener, nous avons eu la chance d'avoir deux bébés pas trop typés. L'association colombienne, d'où viennent Michel et Caroline, demande que leur soient communiquées les photos des futurs parents et ils essaient de trouver des enfants à leur ressemblance. Je trouve cette attention - très touchante ». Racisme ou réalisme ? Il va de soi que la jeunesse de l'enfant et la ressemblance, rendent les processus d'identification aux parents plus faciles. S'il est considéré comme un pis aller par ses parents, l'enfant de couleur a peu de chances de s'épanouir. Cet enfant, confronté au racisme ordinaire de la rue et de la salle de classe a un besoin vital d'être accepté par ses propres parents, l'amour des uns faisant écran à la haine des autres. « Cela fait 34 ans que je travaille dans ce service » observe Madame Lotte responsable des adoptions internationales au service de l'Aide sociale à l'enfance de Paris : « Auparavant, il n'y avait pas de demande pour les enfants de couleur, maintenant nous plaçons même les enfants noirs... Je dirais que le brassage



Des pays du Tiers-Monde pourvoyeurs d'enfants.

des cultures occasionné par l'immigration, la démocratisation du tourisme sont responsables de cette évolution au même titre que la baisse réelle du nombre d'enfants blancs adoptables ». Toujours est-il que la décision d'adopter un enfant étranger doit pouvoir se mûrir. A cet égard, Madame Wiener tient à souligner l'aspect positif de l'attente imposée aux futurs parents adoptifs : « C'est sûr, attendre un enfant dans l'incertitude n'est jamais agréable. Les enquêtes sociales et psychologiques exigées par la D.D.A.S.S. et menées par une assistante sociale sont parfois pénibles. Mais il faut être solide pour accueillir un enfant traumatisé, et à mon avis, ces enquêtes sont parfaitement justifiées ». Certaines personnes sont amenées à réexaminer leur projet ; les couples ne désirant pas l'enfant de façon égale, ceux qui veulent remplacer un enfant mort et qui risqueraient d'imposer au petit adopté l'identité du disparu.

« La femme optive française »

Des problèmes d'identité, l'enfant étranger adopté a de fortes chances d'en rencontrer. La malnutrition, le choc de l'abandon, parfois de la guerre, sont autant de traumatismes à surmonter. Bien-sûr, plus l'enfant est grand plus l'adaptation est problématique. Souvent, il régresse : phénomène pénible mais prévisible, l'adoption étant une seconde naissance.

« Nous avons un couple d'amis ayant

adopté une petite colombienne de 5 ans, Carmen. Le démarrage de cette enfant a été très difficile. On retrouvait des tartines beurrées dans son lit parce qu'elle avait souffert de la faim. Aujourd'hui, elle a onze ans et travaille très bien à l'école. Sur sa demande, ses parents l'ont envoyée à Bogota où elle a participé aux activités de l'œuvre d'adoption qui l'a placée. » Réussir son adaptation en France tout en restant en contact avec sa culture d'origine. Cela n'a pas toujours été le cas. La notion traditionnelle de paix des familles incitait autrefois les parents à dissimuler ses origines à l'enfant. Une paix des familles essentiellement justifiée par le désir d'effacer une filiation perçue comme illégitime et non autre. Aujourd'hui la filiation légitime a perdu de son importance et avec elle la honte de l'origine inconnue.

Adoption plénière

Avec les progrès de la psychologie, on sait désormais que la révélation tardive des origines occasionne un grave traumatisme dans la vie de l'enfant adopté. La législation s'est adaptée à cette nouvelle évidence. Depuis la loi de juillet 1978, connaître ses origines constitue un droit élémentaire. Autre effet de ces évolutions, la politique du Secrétariat d'Etat à la Famille tend à encourager l'adoption simple qui contrairement à l'adoption plénière, ne modifie pas l'état civil de l'enfant.

« Michel a rencontré un jour ma sœur enceinte et m'a demandé si lui aussi était

sorti de mon ventre. Je lui ai expliqué que nous sommes allés le chercher en Colombie grâce à la Famille adoptive française ». Depuis, Michel l'appelle : la femme optive française ! On ne pouvait rêver meilleure adaptation langagière à la réalité d'une double venue au monde !

le désir de l'enfant

Informés de la psychologie de l'adaptation, ses parents, l'un haut fonctionnaire, l'autre traductrice, sont à même d'assurer à Michel un nouveau départ dans la vie. Ils feront en sorte que leurs enfants n'oublient pas la Colombie. Si les enquêtes, sociale et psychologique peuvent aider au mûrissement du désir d'enfant, il n'en reste pas moins qu'elles mettent en œuvre une politique discutable. Les candidats doivent produire leurs fiches de paie, indiquer s'ils sont propriétaires ou locataires de leur appartement ; des mesures ressemblant à s'y méprendre à une sélection par l'argent. Autre façon de faire le tri : l'équilibre psychologique et un certificat de bonne santé de tous les membres de la famille amenés à être en contact avec le futur adopté. Selon l'Institut national d'études démographiques, une famille de cadres supérieurs a 19 fois plus de chances d'adopter un enfant que des couples de milieux moins élevés. Une étude réalisée par les Foyers adoptifs internationaux offre le profil type des adoptants d'enfants étrangers : ingénieur, cadre ou

enseignant ayant déjà des enfants. Effet de la demande ou de l'offre ? Les D.D.A.S.S. ne livrent pas de statistiques mettant en vis à vis les statuts sociaux des demandeurs et ceux des élus. Une chose est certaine : exigerait-on de telles conditions préalables des familles naturelles que la France se dépeuplerait cent fois plus vite !

Mme Wiener : « C'est un ami colombien qui m'a ôté tout scrupule. »

Certaines œuvres d'adoption, conscientes de la responsabilité des pays industrialisés dans le sous-développement des pays pourvoyeurs d'enfants, orientent leur action vers un soutien local aux familles en mettant sur pied des équipes de permanents qui ouvrent des dispensaires et des pouponnières. L'association Accueil et vie a adopté cette politique louable encore qu'on puisse s'interroger sur son efficacité à long terme. Non relayée par des politiques sociales globales, elles risquent de n'aboutir qu'à l'insatisfaction d'enfants soutenus pour un temps par ces nouvelles formes de charité internationale. Madame Wiener, elle, ne se pose pas tant de questions. C'est un ami colombien qui lui a ôté tout scrupule : « Pourquoi ne pas donner une famille et une sécurité matérielle à un enfant autrement condamné à la misère ? » lui a-t-il dit un jour d'introspection. Pourquoi pas ? La condition des enfants de Bogota n'est guère enviable. On en a même fait un film. Que valent les fumeuses perspectives d'un nouvel ordre économique mondial devant la détresse présente d'un enfant ? Expression de la prééminence du culturel sur le biologique, de l'éducation sur l'instinct, du désir sur la norme, l'adoption des enfants étrangers est appelée à se développer. La politique familiale française va de son côté, contribuer au tarissement de la source des bébés roses en s'orientant résolument vers l'aide aux familles en détresse. Autant donc faire preuve de réalisme. Une seule réserve toutefois. Que cesse l'exploitation conjugée de la misère de riches adultes en mal d'enfant et de la richesse en enfants des pays où subsiste la misère.

Renée DAVID

1. Conseil interne à l'Aide sociale à l'enfance, composé de sept membres : deux conseillers généraux, cinq personnes nommées par le préfet.

Deux communes que l'événement a liées, mais que le quotidien sépare

DE VITRY A SAINT MAUR

SAINT-MAUR, une presque île ceinturée par la Marne. Les bords de la Marne, au printemps, vous connaissez : les guinguettes, Gégène, les frites, l'accordéon... Depuis 1981, on associe Saint-Maur à Vitry. Il y avait Barbès et Rochechouart, Réaumur et Sébastopol, Laurel et Hardy... il y a maintenant Saint-Maur et Vitry. Vous vous souvenez de cette histoire, lorsque les pauvres Maliens sont arrivés de leur sordide foyer ADEF de Saint-Maur pour être logés dans le splendide foyer ADEF de Vitry et que les communistes, maire en tête, les ont reçu à coups de bulldozer ? Depuis, Vitry-la-Rouge est devenue Vitry-la-Raciste et Saint-Maur s'est auréolée d'une réputation de tolérance, d'amour de son prochain, surtout s'il est de couleur ou de religion différentes...

Les réputations — bonnes ou mauvaises — ne sont que des réputations. C'est inouï ce que vous trouvez quand vous grattez un tant soit peu, quand vous regardez par le trou de la serrure...

Avec les militants du MRAP de Saint-Maur, un samedi de décembre, nous avons sillonné la ville. Tout en marchant, Fabrice explique comment il est venu au MRAP :

« Autrefois, des choix intellectuels m'avaient tout naturellement amené à rejeter le racisme. Puis, une nuit, alors que j'étais de garde dans le service des urgences d'un grand hôpital parisien, j'ai vu arriver dans un car de police un Arabe gravement blessé. Il venait de subir une ratonnade. Je lui ai donné les premiers soins : cet homme souffrait beaucoup. Je voyais pour la première fois le racisme dans toute sa réalité, à la fois violente et anonyme, à un niveau inimaginable jusqu'alors pour moi. Mon aversion pour le racisme a dépassé alors ma démarche intellectuelle, s'est intégrée plus profondément en moi. Après, il y a eu Copernic. Alors j'ai voulu bouger, faire quelque chose. Je me suis adressé au MRAP. Je me suis abonné à Droit et Liberté. J'ai écrit une lettre pour demander à rencontrer des militants. »

Aujourd'hui, Fabrice est secrétaire du Comité local. Le racisme, ici, on le trouve pratiquement à chaque coin de rue, mais il est caché, camouflé, clandestin. On sait les choses, mais pour trouver les preuves... Cet été, deux cafés tenus par des Algériens ont été endommagés par l'explosion de deux bombes jetées par les soupiraux. Le gérant arabe d'un autre café a été victime d'une agression. On a dit : C'est la réponse individuelle après Copernic ou la rue des Rosiers. Les victimes elles-mêmes ne tiennent pas à parler, à cause des représailles.

Un commerçant juif a vu sa boutique cambriolée, saccagée, couverte d'inscriptions antisémites. On a dit : c'est un coup des loubards et les inscriptions servent à maquiller le vol en affaire politique.

L'office départemental des HLM, dont le siège est à Saint-Maur, a refusé un logement à un Français parce qu'il était antillais. On a refusé des logements à des familles portugaises, algériennes, mais là, on n'a jamais dit que c'est parce qu'elles sont algériennes ou portugaises.

Ornstein ou Dupont

Tout en parlant, nous étions arrivés dans l'un des cafés arabes platiqués. Le soupiraux par lequel les criminels avaient jeté la bombe avait été rebouché. A l'intérieur quelques consommateurs buvaient le café ou jouaient au Jack Pot.

« Je n'ai rien à dire, nous confia le patron. Je n'ai pas envie qu'ils reviennent ! »...

Ils, on ne les a jamais retrouvés... comme d'habitude. On ne les a d'ailleurs jamais vraiment cherchés...

La boutique d'« AS Discount-Confection » n'est pas exactement une boutique. C'est une sorte de hangar parsemé de porte-cintres couverts de vestes, de manteaux, de pantalons, de robes de toutes sortes et de toutes tailles... avec des cabines d'essayages placées tout autour du hall. « Ils sont passés par une fenêtre qui donne chez le voisin — dit le



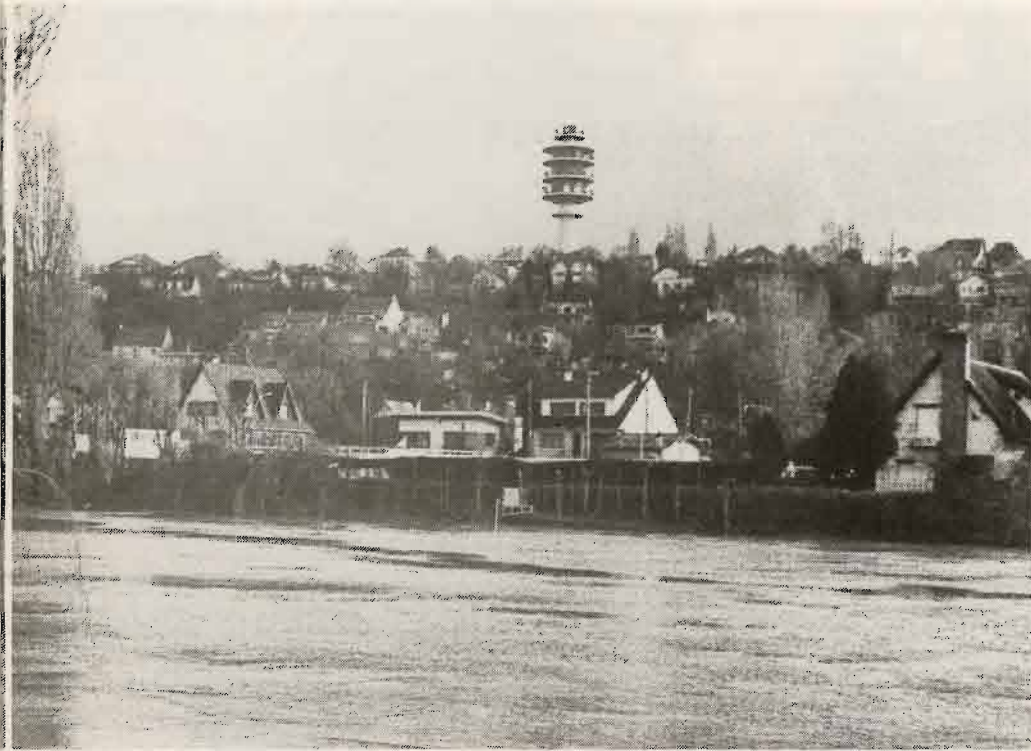
St Maur

propriétaire du magasin — Ils ont volé les plus belles pièces et ont aspergé tout le reste avec des bombes de peinture. Sur les murs, il y avait des inscriptions : Sale youpin, retourne en Israël.

Il a fallu refaire toutes les tapisseries. Je liquide des vêtements tachés à 10 F, 5 F... des pièces qui m'ont coûté entre 120 et 150 F... J'ai pour 40 briques de dégâts, Monsieur... et l'assurance ne m'a remboursé que quelques milliers de francs. Je ne suis pratiquement pas couvert : je n'avais pas assez de protection, d'alarme au magasin, une fenêtre donnait chez le voisin... »

Bien qu'on ait complètement barbouillé les vêtements (« Il y avait des pantalons, Monsieur, collés ensemble par la peinture ») il n'y a pas acte de vandalisme. Pour qu'il y ait « vandalisme » et que l'assurance joue il aurait fallu qu'il y ait un début d'incendie. La peinture, ça ne suffit pas...

« Vous auriez dû mettre une allumette, m'a dit un policier. Le pire, c'est qu'on m'a viré de l'assurance. Pour être de



Une ville calme qui s'étale au bord de la Marne ?

nouveau assuré, il faut que je renforce les murs, les portes, que j'installe des alarmes sophistiquées... Il y en a pour 7 millions. Excédé, j'ai dit à l'assureur : Ah ! si je m'étais appelé Dupont... mais voilà, je m'appelle Ornstein... »

Les Renseignements Généraux sont venus le voir pour lui demander de retirer sa plainte !

Rue du Pont de Créteil, nous avons rencontré la famille... « Ne donnez pas notre nom, Monsieur, nous avons assez de difficultés comme ça... ». Un couloir sombre, une porte qui s'ouvre sur une entrée large comme la porte elle-même. Un boyau-cuisine encombré par du linge qui sèche, et une pièce de 16 m². Ils sont 6 à vivre ici. Le père, la mère et quatre enfants dont les âges s'échelonnent entre 2 mois et 16 ans.

Le père travaille à la Ville depuis deux ans. Depuis deux ans, il réclame à la Ville un logement HLM. Il y a quelque temps, M. Beaumont, maire de Saint-Maur a enfin reçu des employés communaux, adhérents du MRAP, à ce sujet.

— Il y a une personne qui s'occupe spécialement de ces questions — a dit le maire...

— Elle est souffrante... elle ne peut pas recevoir les personnes intéressées.

— Ah ! De toute façon, je n'ai rien à leur donner.

— Il y a trois logements libres dans mon HLM, a fait remarquer un membre de la délégation.

— Ils sont déjà attribués... »

Bref, rien à faire pour reloger cette famille dont le chef est employé communal à Saint-Maur. Au fait, vous ai-je dit qu'il s'agit d'une famille algérienne ?

D'ailleurs, ce souci de pousser les immigrés vers la sortie est une constante à Saint-Maur. En 1975, la société SOFI (Société pour les foyers ouvriers internationaux) avait acheté, pour un prix de 1 208 180 F un terrain de 3 487 m² au 79 de l'avenue Jean-Jaurès, à Saint-Maur, pour construire un second foyer permettant une « opération passoire » avec le foyer ADEF de la rue du Pont de Créteil (celui même dont nous parlions au début



Six personnes, une pièce, 800 F de loyer

de cette enquête). Cette méthode aurait permis de maintenir les travailleurs immigrés dans la ville.

Une solution était en cours. La SOFI, en accord avec le préfet du Val-de-Marne, à l'époque M. Perier, effectuait une promesse de vente en date du 14 avril 1977 à l'office public d'HLM du Val-de-Marne « dans le but de construire expressément un foyer pour immigrés ». L'acte définitif devait être signé le 14 août 1977.

Blocages

C'était compter sans M. Beaumont. Elu maire en 1977, l'un des premiers actes de cet ami intime de M. Giscard d'Estaing consiste à tout faire pour chasser les immigrés de la ville. Il fait voter par le Conseil municipal une délibération de préemption qui bloque l'opération de construction du foyer de l'avenue Jean-Jaurès. Depuis, la municipalité de Saint-Maur a construit sur cet emplacement une piscine, équipement dont on peut penser raisonnablement qu'elle pouvait

aisément le réaliser sur un autre terrain communal.

En ce qui concerne le foyer de l'avenue du Pont-de-Créteil, non seulement la municipalité n'a pas permis d'y effectuer les réparations nécessaires, mais elle l'a fait purement et simplement détruire. C'est aujourd'hui un terrain vague.

Le foyer SONACOTRA, lui, n'a pas été détruit. Les locataires n'ont pas (encore) été conduits dans un autre foyer, une autre commune. C'est là que nous avons rencontré Saïd, OS chez Viel, actuellement en grève parce que le patron paye ses employés (essentiellement des immigrés), au dessous du SMIC et mentionne les heures de délégation sur les fiches de paye : « ... 40 heures de travail - 10 heures d'absence de délégation... »

« On a débrayé, explique Saïd. Et en tant que délégué, j'étais en train d'expliquer à un collègue pourquoi il fallait débrayer. J'ai été quasiment agressé par un ouvrier, un Français, qui m'a dit : Fils de pute... laisse les gars travailler. Si tu veux foutre la merde, va la foutre dans ton pays.

Faut dire que le gars habite chez le patron et qu'à l'usine, il fait un peu fonction de surveillant » (1).

Le pain des Français

Agression verbale, ici ; mais il y a pire. A Ivry, M. Della Posta, patron de la boulangerie industrielle Hédé, a tiré à la chevrotine sur un délégué marocain. Dans cette entreprise, qui compte 80 % d'immigrés, il y avait un syndicat FO, « le syndicat des blancs » comme on

disait ici. Alors, les travailleurs immigrés ont créé un syndicat CGT. Un syndicat que n'aime guère le patron. Il s'est d'ailleurs vanté que ses cinq fusils de chasse dernier modèle « n'aiment pas la CGT, eux non plus, et encore moins les bicots et les nègres CGT ».

Le 3 septembre dernier, donc, vers 2 heures du matin, Della Posta a tiré sur Kamel Simerabet pour « qu'il arrête de l'emmerder », c'est-à-dire qu'il cesse de revendiquer la semaine de 39 heures (alors que dans cette usine d'Ivry, on travaillait encore 42 heures par semaine pour 3 800 F par mois, horaire de nuit compris), de défendre le droit à la dignité.

Della Posta s'est retrouvé en prison. A sa sortie, il a préféré liquider l'entreprise d'Ivry, plutôt que de discuter avec ces ouvriers immigrés.

Il est vrai que le patron flingueur n'est pas sur la paille puisque, outre la boulangerie industrielle d'Ivry, il possède plusieurs boulangeries-pâtisseries de luxe et fait actuellement construire une nouvelle usine de pain industriel à Saint-Denis.

Bref, les ouvriers d'Hédé ont décidé de se passer de patron. Au début du mois de décembre, ils ont élu les plus compétents d'entre eux pour être les chefs des différentes équipes constituées pour relancer la production.

Ils ont ensuite créé une association pour répondre aux conditions juridiques, ils ont démarché les restaurants d'entreprise, les collectivités locales. Et, avec l'aide de la municipalité d'Ivry et des

syndicats, l'usine a redémarré, sans le patron. Les ouvriers travaillent 35 heures par semaine, sans la pression permanente (et inutile) des « cheffail-lonis ». Ainsi, le pain sort à nouveau de la boulangerie Hédé et — le joli paradoxe ! — c'est en partie grâce à ces immigrés « qui viennent bouffer notre pain » que, depuis ce mois de décembre 1982, les Ivriens ont de la brioche et qu'ils pourront déguster la bûche de Noël.

A propos, vous ai-je dit que, deux ans après le coup de bulldozer, les Maliens sont toujours à Vitry ? En septembre, c'était la fête du foyer. Les travailleurs maliens ont invité Paul Mercieca, maire de Vitry et Michel Germa, président du conseil général.

Au cours du repas fraternel, les élus ont discuté avec les responsables du comité de résidents (que l'ADEF se refuse à reconnaître). Ils ont discuté des moyens de retourner à Saint-Maur, où la plupart des locataires travaillent toujours.

Ça n'est peut-être pas demain la veille, car si le maire de Saint-Maur a bien tenu la première partie de ses promesses, à savoir de démolir le foyer-taudis de la rue du Pont-de-Créteil, il n'a toujours pas tenu la seconde partie : la construction d'un nouveau foyer.

Émile MURÈNE

(1) Il y a peu, le fils du PDG de l'entreprise déclarait à René Weinstock, secrétaire de l'union locale : « je suis auvergnat et français ; on est en France ; cela m'étonnerait que vous soyez français... »

Les ouvriers de Viel, en grève



perrier c'est la nature

GROUPE Cdf

CHARBONNAGES DE FRANCE
9, AVENUE PERCIER 75008 PARIS - TEL. (1) 563 11.20

Lincoln, Gandhi, Schweitzer : trois hommes d'action au service de la justice et de la paix.



Abraham Lincoln
par
Maurice Delannoy
Module 68 mm
Bronze ou Argent

Lincoln, président des Etats-Unis de 1859 à 1865, consacre toute sa vie à une grande idée : établir des rapports pacifiques entre la communauté noire et la communauté blanche d'Amérique. Il meurt assassiné, mais l'esclavage est aboli. Le Mahatma Gandhi tombe aussi sous les coups d'un fanatique. Mais cet apôtre de la non-violence réussit à obtenir par sa seule désobéissance civile ce que d'autres, ailleurs, demandent à l'insurrection armée : l'indépendance de son pays.

Albert Schweitzer partage, de 1913 à sa mort, en 1965, l'existence de populations pauvres et isolées dans l'hôpital qu'il a fondé à Lambaréné (Gabon). Il se voit décerner le Prix Nobel de la Paix en 1952.

Trois grandes figures de l'humanité dont la Monnaie de Paris vous propose des portraits vivants et sensibles



Gandhi
par Annette Landry
Module 68 mm
Bronze ou argent

Albert Schweitzer
par Guy Charles Revol
Module 68 mm
Bronze ou argent

LA MONNAIE DE PARIS

11, quai Conti 75270 Paris - Tél. : 329.12.48

*La vieille dame n'est pas toujours très digne...
surtout avec les petits fils de l'Empire britannique
qui vivent maintenant dans la capitale.*

*Une enquête sur les difficultés
d'un pays secoué par la crise.*

ICI LONDRES...

Il y a plus d'un an, les « problèmes raciaux » en Grande-Bretagne défrayèrent la chronique dans le monde avec l'explosion de ce que l'on a présenté comme des « émeutes raciales ». Celles-ci avaient éclaté, il est vrai, dans des quartiers largement peuplés par des non-Occidentaux, mais elles étaient surtout liées à des problèmes économiques et sociaux particulièrement aigus. Les populations « noires »¹ avaient supporté la plus grande part des problèmes britanniques. Problèmes qu'on a vus, depuis se manifester sous des formes plus spectaculaires avec l'affaire des Malouines et l'explosion de chauvinisme nationaliste qui en a résulté, savamment orchestré par le gouvernement de Mme Thatcher.

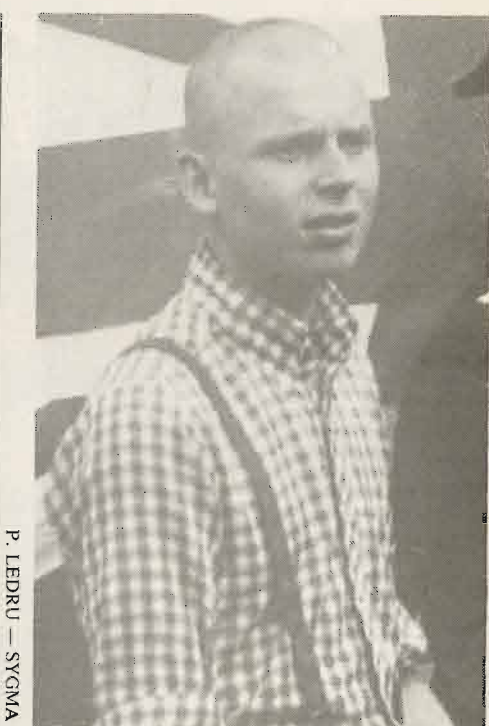
Au cours des années 40 et 50, comme tous les autres pays industriellement avancés en Europe, la Grande-Bretagne a eu besoin de main-d'œuvre pour la reconstruction du pays. Ses colonies constituaient un réservoir. Les politiciens conservateurs qui recrutaient cette main-d'œuvre dans les Caraïbes, le Pakistan et l'Inde, se souciaient fort peu des discriminations que ces gens allaient devoir affronter une fois débarqués, face à la xénophobie des insulaires. Il y avait eu le trafic des esclaves, la participation aux « aventures » coloniales et, plus récemment, les familles dont les membres avaient servi dans les administrations ou les armées de l'Empire britannique. Un passé un peu lourd...

Jadis, la xénophobie la plus violente s'était probablement exercée contre les Irlandais catholiques, que la misère avait amenés en Grande-Bretagne. En 1730, il y eut des émeutes anti-irlandaises dans l'« East End » de Londres, lieu d'arrivée en Angleterre pour des générations d'immigrants : huguenots de France au début du 18^e siècle, Irlandais pendant tout le 19^e siècle et au début du 20^e. A ce moment là, tirant profit des déplorables conditions sociales de cette partie de Londres, l'évêque de Stepney et le député conservateur local orchestrèrent une campagne contre les immigrants juifs. Le résultat fut l'adoption d'une loi sur les étrangers en 1905.

Un climat d'hystérie

Lorsque les premiers groupes d'Asiatiques commencèrent à arriver, à la fin des années 40, les fascistes, sous la direction de leur leader d'alors, Oswald Mosley, se regroupèrent et tinrent des meetings réguliers. A la fin des années 50, lorsque la demande de main-d'œuvre commença à se ralentir, le logement et les conditions sociales générales de beaucoup de travailleurs immigrés commencèrent à être mis en cause. En 1958, la violence explosa à Notting Hill, dans le Nord de Londres (quartier voisin du prospère Kensington) et à Nottingham (East Midlands). Commencèrent alors les provoca-





Visages de l'Angleterre : La grande parade pour remercier les combattants des Malouines « d'avoir rendu au pays sa fierté ». Un manifestant Punk.

tions policières, les descentes dans les habitations et les lieux de travail des « Noirs », pendant que les « Teddy Boys » attaquaient impunément les Jamaïcains dans les rues, encouragés par les fascistes. Les immigrés s'organisèrent. Il y eut de violents affrontements. Les fascistes établirent leur quartier général au cœur de Notting Hill. En 1959, dans la même zone, un charpentier jamaïcain, Kelso Cochrane, fut poignardé. Ses assassins ne furent jamais retrouvés. Depuis lors, un Carnaval est organisé chaque année par la communauté locale pour « rafraîchir l'air » (to clear the air) et exprimer la richesse de la culture des Caraïbes, malgré les heurts avec la police, ces dernières années, qui ont constamment menacé son existence.

« Teddy Boys » contre Jamaïcains

Les controverses qui suivirent les « émeutes raciales » de 1958 se déroulèrent dans un climat d'hystérie. On faisait le parallèle avec les manifestations des Noirs américains pour les Droits Civiques aux Etats-Unis, et les immigrés noirs étaient présentés comme une menace qui devait submerger tout le pays. Cette obsession, a refait surface de temps en temps sous différents aspects : en 1970, on prit pour prétexte le taux de natalité des immigrés. Un membre conservateur du Parlement, Enoch Powell, prophétisa alors des violences raciales. Cette année, les statistiques sur la délinquance criminelle ont été présentées de façon à faire croire que les « Noirs » avaient la plus grande part dans celle-ci. L'argument revient toujours. En 1962, profitant du climat favorable, le gouvernement conservateur de MacMillan promulga une loi modifiant les principes de l'immigration. Jusqu'alors, les citoyens du Commonwealth n'étaient soumis à aucun contrôle à l'entrée en Grande-Bretagne. Ils pouvaient y vivre et y travailler librement et jouissaient des mêmes droits que les autres citoyens britanniques. Cette nouvelle loi, renforcée par une autre en 1965, sous le gouvernement travailliste, introduisit un système de quotas à l'immigration, dans le but de limiter le nombre des travailleurs spécialisés immigrés.

La tension naquit lorsque certains immigrés tentèrent de tourner les nouveaux règlements. Les autres étaient contraints d'accepter des travaux inférieurs à leur qualification s'ils voulaient rester en Grande-Bretagne. D'autres mesures restrictives augmentaient les difficultés pour les immigrés qui voulaient vivre avec leur famille. Puis, on a interrompu toute immigration depuis 1971, sauf, pendant un temps, pour permettre la réunification des familles, pendant que les contrôles devenaient de plus en plus fréquents. Ces nouvelles lois légitimaient officiellement le mythe qu'« il y avait trop » d'immigrés dans le pays. Ce « racisme d'Etat », qui s'exprimait dans l'attitude de la police et des fonctionnaires de l'immigration, n'était pas réprimé par la loi. Elle lui offrait au contraire une sorte de « respectabilité ».

Pendant ce temps, la résistance des « Noirs » se développa, encouragée par les succès de la décolonisation, de la lutte pour les Droits Civiques et du Black Power aux Etats-Unis. Le mouvement fut momentanément freiné par la création, sous le gouvernement travailliste, du Bureau des relations avec les communautés, chargé de missions dans les domaines éducatif et judiciaire et investi en principe d'un rôle de conciliateur. En tant qu'émanation du gouvernement, son rôle apparut très ambigu, puisqu'il devait opérer dans un cadre restrictif sous le contrôle des autorités.

En 1967, plusieurs groupes fascistes se réunirent pour créer le « National Front » (NF). Présentant une *façade respectable*, celui-ci porta son action sur les élections et, au début des années 70, remporta quelques succès en infiltrant les *Monday Clubs* de l'aile d'extrême-droite du Parti conservateur. Tout en se situant clairement à l'extrême-droite, il présenta suffisamment de candidats lors des élections de 1974 pour être autorisé à faire campagne à la radio et à la télévision.

L'été chaud de 1977

Le *National Front* se développa dans les quartiers les plus déshérités de Londres, peut-être encouragé parce qu'il avait obtenu 6 % des suffrages dans quelques secteurs en 1974. Par réaction, beaucoup de campagnes locales de riposte se développèrent, désignées le plus souvent par le sigle CARF :



Juillet 81 : émeutes dans la banlieue de Londres.

Campaigns against racism and fascism, qui réunissaient divers partis, syndicats et groupes de pression.

En août 1977, les antiracistes, unis sous le slogan des années 30 : « Ils ne passeront pas », remportèrent une belle victoire en stoppant une marche du *National Front* dans le quartier ouvrier en ruines de New Cross, dans le sud-est de Londres, peuplé surtout de Jamaïcains.

Au cours des mois suivants, une nouvelle organisation, la Ligue anti-nazie et sa sœur, « Rock Against Racism », se développèrent de manière spectaculaire. Elles organisaient surtout des manifestations populaires, carnavales gigantesques et défilés. Sur le plan politique, elles s'employaient à montrer que le *National Front* était une organisation fasciste et à lui ôter sa base électorale. Elles mirent sur pied une véritable machine de propagande, inventant slogans et badges attractifs. Cependant, pour beaucoup des supporters de « Rock Against Racism », il était de bon ton (*fashionable*) d'être antiraciste, mais sans plus d'analyse. Et les C.A.R.F. s'étiolèrent. Aujourd'hui, quoique les campagnes locales soient encore importantes, la Ligue anti-nazie a perdu virtuellement toutes ses capacités mobilisatrices.

L'été 1977 vit également une des grèves les plus spectaculaires auxquelles aient participé des travailleurs immigrés : celle des femmes asiatiques employées dans des conditions lamentables par une grande société de traitement de films photographiques du nord de Londres. Elle dura 18 mois, et les femmes perdirent la bataille, malgré le soutien des travailleurs de tout le pays. C'est à cette occasion que le « Special Patrol Group » (SPG : unités « de choc » armées) entra pour la première fois en action.

Un mort dans le quartier asiatique

Au printemps 1979, pendant la campagne électorale, le « National Front » tint meeting dans un quartier de l'ouest de Londres très peuplé par les Asiatiques, Southall. Malgré les vives protestations de la Ligue anti-nazie et de la communauté locale, le gouvernement travailliste refusa d'user de son pouvoir d'interdire le meeting. La police protégea les fascistes, mais dispersa et agressa les contre-manifestants et

LA GRANDE-BRETAGNE EN CHIFFRES

La Grande Bretagne compte aujourd'hui environ deux millions d'immigrés, soit près de 4 % de la population. Cette population, composée en partie d'Indiens, de Pakistanaï et surtout de quelque 800 000 Jamaïcains, habite certains quartiers ou faubourgs déshérités de Londres (tels Brixton, Notting Hill, Tower Hamlet et Southall) Slough, Birmingham et Wolverhampton. 40 % de ces « immigrés » sont nés en Grande Bretagne.

Selon une étude récente, 60 % des jeunes « Noirs » sont au chômage, pour 40 % des jeunes « Blancs ».

La Grande Bretagne compte 56 millions d'habitants, pour une superficie égale à moins de la moitié de celle de la France. La croissance économique du pays est quasiment nulle depuis quelques années. L'épisode de la guerre des Malouines, s'il a été un exutoire important, semble s'effacer actuellement derrière des aspirations de plus en plus marquées à la paix, tant en Irlande du Nord qu'au plan mondial. Le mouvement pacifiste est représenté par la « Campagne de désarmement nucléaire » (CDN) qui a remporté ces derniers temps d'importants succès.

Son congrès annuel a rassemblé à Sheffield, fin novembre, les délégués de ses cinquante mille membres. Ils ont décidé de s'opposer à la présence en Europe de missiles Cruise ou Pershing. Ces derniers temps, les pacifistes se sont inquiétés du projet d'installation en Grande Bretagne d'une partie du Quartier Général de l'Otan.



G. RANCIAN — SYGMA

Odeurs de cuisine

STEAK, KIDNEY AND OYSTER PUD- DING

- Mélanger 450 g de farine avec 150 g de graisse de bœuf finement hachée et une pincée de sel. Pétrir avec une tasse d'eau. Ajouter une cuillère à café de « poudre à lever » et laisser reposer 2 heures.
- Abaisser la pâte et en tapisser un moule à pudding bien graissé, en gardant de quoi le couvrir.
- Découper en dés de deux centimètres 700 g de bœuf et rognon. Mettre dans une terrine. Ajouter deux douzaines d'huîtres, deux oignons hachés, du persil, sel et poivre, sauce Worcester et bien mélanger.
- Garnir l'intérieur du moule à pudding et couvrir de la calotte de pâte. Lier les bords. Recouvrir d'un papier parchemin graissé et ensuite d'un linge mouillé. Ficeler. Cuire 4 à 5 heures au bain-marie.



EVENING ARGUS

A vendre à une famille anglaise

les passants asiatiques. Un enseignant, Blair Peach, fut tué par une unité de SPG et il y eut de nombreux blessés. La police investit et saccagea un centre multi-racial et le Conseil conservateur prit prétexte de cela pour le démolir. Les procès qui suivirent se déroulèrent loin du quartier et il fut très difficile d'organiser une campagne de soutien des accusés. Il était clair que les juges étaient décidés à soutenir les thèses de la police et les procès ne furent le plus souvent qu'une parodie de justice. Les assassins de Peach ne furent jamais traduits en justice et rien ne fut fait lorsqu'on découvrit des insignes fascistes et des armes interdites dans des placards de la police.

Lorsque Margaret Thatcher devint leader du Parti conservateur, les propositions soutenues par l'extrême-droite furent adoptées par le Parti : fermeture sur la « loi et l'ordre », « serrage de vis » pour les syndicats, politique économique monétariste nécessitant de réduire les dépenses publiques, haut niveau du chômage, réduction des dépenses des « race relations » et réforme de la loi de nationalité britannique. La politique de Mme Thatcher impliquait aussi un nouveau chauvinisme. On invoquait les valeurs britanniques « traditionnelles » ; on les opposait au laxisme et aux principes destructeurs qui étaient attribués au « socialisme rampant »

(étranger bien entendu !) responsable du déclin national. Dans ce nouveau climat, les agressions et les meurtres racistes se multiplièrent. Les immigrants subissaient des tracasseries quotidiennes. Des familles d'immigrés étaient régulièrement agressées à leur domicile ou sur le trajet de leur travail, souvent après des manifestations fascistes, le tout sur fond d'insultes racistes permanent.

1981 : l'explosion.

L'année commença avec un incendie suspect à New Cross, dans le sud de Londres. Il éclata pendant une « party » de Jamaïcains. Quatorze jeunes gens périrent. Connaissant la justice, les « Noirs » manifestèrent pour réclamer une enquête sérieuse. Ils ne rencontrèrent que l'hostilité des mass-médias. Quelques bousculades eurent lieu, amplifiées par des titres tendancieux à la « une » des journaux : « Des bandes d'émeutiers noirs ivres de rage »... Les familles des adolescents morts carbonisés attendent encore aujourd'hui que les tribunaux leur accordent l'enquête qu'ils réclament. Brixton, Southall et d'autres quartiers se soulèvent pendant le printemps et l'été 1981. Leurs habitants subirent les nouvelles méthodes de répression rôdées en Irlande du Nord. On ne peut développer ici une analyse approfondie des



B. SUTTON — SYGMA

Brixton, 1981.

« émeutes », mais il est clair qu'elles n'étaient pas l'expression d'antagonismes au sein des habitants de ces quartiers. Les jeunes, Blancs ou Noirs, tous victimes directement ou indirectement des contrôles et des fouilles « au faciès » (*stop and search*), des arrestations sur simple soupçon (autorisées par la loi), des descentes pour « recherche de drogue », des actions des SPG dans leurs quartiers, tous ne faisaient que répliquer au harcèlement et à la frustration avec ce qui leur tombait sous la main. Ils réagissaient spontanément et sans réfléchir contre une société répressive qui ne leur offrait aucun espoir. Ils répondaient au racisme d'Etat en affrontant la forme sous laquelle la répression les touchait directement : la police.

Les autorités réagirent immédiatement à ces événements en renforçant « l'arsenal de la loi ». L'enquête blanchit largement la police, la lavant de tout soupçon de racisme et passant sous silence qu'elle avait utilisé des armes interdites.

Les nombreux blessés, et la mort d'un jeune homme à Liverpool (où la police lança un véhicule dans un groupe de personnes), firent monter encore la colère. Malgré cela, il n'y eut que peu d'opposition à l'augmentation des équipements de la police. Elle reçut l'autorisation d'utiliser le gaz CS, les

ANGLICISMES

Pour la première fois dans l'histoire du Royaume-Uni, les gens nés en Grande Bretagne n'acquièrent pas automatiquement la citoyenneté britannique.

La loi divise les citoyens en trois catégories, et seuls les membres du premier groupe ont automatiquement le droit de vivre en Grande Bretagne.

La première catégorie comprend toutes les personnes nées dans les îles britanniques de parents britanniques ou résidant légalement en Grande Bretagne, plus les deux millions de Britanniques établis dans d'autres territoires. La seconde regroupe les habitants de Hong Kong, de Gibraltar, des Bermudes, des Malouines et des « Etats associés à la Grande Bretagne ». Ceux-ci sont des sujets du Royaume-Uni, mais n'ont pas automatiquement le droit de résider dans la métropole. Dans la troisième catégorie entrent un million et demie de personnes provenant d'Afrique orientale et de Malaisie qui ne peuvent pas non plus s'installer en Grande Bretagne et encore moins transférer leurs droits, déjà très limités, à leurs enfants.

Les enfants nés dans les îles britanniques ne sont pas automatiquement considérés comme Anglais s'ils n'appartiennent pas à la première catégorie. Par exemple, ceux qui sont venus en Grande Bretagne alors qu'ils étaient enfants, en provenance de pays qui ont depuis accédé à l'indépendance ne peuvent revendiquer de plein droit la citoyenneté britannique. Dans quelques années, cela dépendra entièrement de la volonté du Secrétariat d'Etat, et encore, si cette citoyenneté a été accordée, elle pourra être supprimée pour cause de « mauvaise réputation » (bad character).

Une clause de cette loi interdisait aux maris étrangers de femmes ayant acquis la nationalité britannique de vivre en Angleterre, alors qu'elle autorisait les femmes étrangères à rejoindre leur mari britannique dans son pays. Jugée incompatible avec l'égalité des sexes, cette clause a été supprimée. Il n'empêche que, tout récemment, le Parlement a fixé de nouvelles restrictions allant dans ce sens, malgré l'avis défavorable de la Commission européenne des droits de l'homme.

L'extrême droite britannique est sensiblement différente de ce que nous connaissons en France. Elle recrute essentiellement dans les milieux populaires les plus touchés par la crise économique. Pour différencier les deux mouvements nationalistes, le National Front et le British Movement, on dit souvent que le premier est un assemblage de brutes dirigées par des politiques, et le second un assemblage de brutes dirigées par des brutes.

Pour lutter contre le racisme, les organisations anglaises ne bénéficient pas d'une garantie juridique aussi élaborée qu'en France. Il existe une instance officielle, la « Commission for racial equality » qui peut être saisie pour tout cas de pratique discriminatoire, mais qui manque de moyens financiers et de soutiens politiques.

La loi de 1976, la Race Relations Act, réprime l'incitation à la haine raciale, mais le texte prévoit par exemple que les paroles incriminées doivent être « violemment injurieuses ». De plus, aucune organisation ne peut se charger d'assumer la dépense d'un plaignant.

UN CARNIVAL EN HIVER

Tous les ans, on danse à Notting Hill.

L'ÉTÉ se meurt, l'été est mort. Sous une pâle chaleur, Londres se couvrait d'une agréable couleur grisonnante, juste ce qu'il faut pour ne pas paraître plus que son âge, mais assez pour prouver sa maturité, rappeler son histoire aux milliers de touristes. Avant de se replonger dans la grisaille hivernale, lorsque les visiteurs regagnent l'aéroport d'Heathrow ou le port de Douvres, la capitale britannique explose dans un tonnerre de percussions. C'est le carnaval de Notting Hill Gate.

Depuis quand existe-t-il ? Depuis longtemps. Et chaque année, au début de septembre, il réunit dans un bain de musique toute la population noire de Londres, à laquelle se mêlent quelques corps blancs.

Rien qu'à l'idée de cette manifestation, le peuple de Londres frémit ou s'enflamme, mais personne ne reste indifférent. Le quartier de Notting Hill Gate, excentré dans la partie ouest de la capitale, devient pour trois jours le cœur de la cité.

Sans discontinuer, les orchestres jamaïcains et guyanais déversent dans les rues leur trop-plein de décibels. Pendant soixante-douze heures, le Steel Band, le Reggae, la Salsa deviennent les maîtres de la rue. Tous les ressortissants des ex-colonies britanniques des Indes occidentales envahissent les rues pour chanter, danser et clamer leur identité. Dans cette fête, directement importée de la Caraïbe et de l'Amérique du Sud, le rhum coule à flots et la fumée de ganja enveloppe les danseurs.

Le carnaval de Notting Hill Gate est presque une trêve, il emmène son public dans un rêve, dans un monde si diffé-

rent et si utopique qu'il gêne, choque, agresse même les inconditionnels du tea-time.

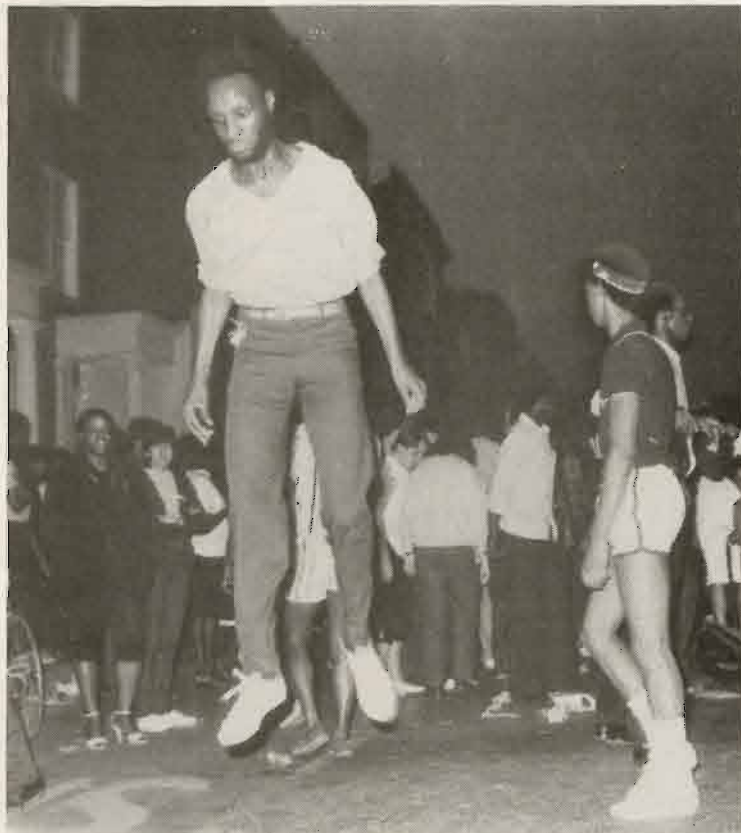
Notting Hill Gate, un des quartiers de Londres à forte population noire, est devenu le théâtre d'événements tragiques. Entre les provocations policières et celles du National Front (parti nazi), le carnaval a connu ses heures macabres. Les morts ont ramené la population noire à la triste réalité qui est la sienne et dont la presse se fait parfois l'écho : le racisme sous ses formes multiples.

Alors, le carnaval a perdu un peu de sa spontanéité. La population noire devient quelque peu méfiante à l'égard des blancs qui s'y aventurent. Les visages des danseurs, coiffés du bonnet Rasta, aux couleurs de l'Éthiopie, surveillent du coin de l'œil les éventuels provocateurs.

La police a tenté de faire interdire le carnaval, en vain. On ne peut contenir la soif de liberté qu'expriment, par leur fête, les centaines de milliers de Noirs londoniens.

Depuis quelques années, des groupes blancs participent à la fête, donnant à ce carnaval un nouveau visage. Et dans l'esprit de la plus pure tradition, une liberté totale s'impose.

Rien n'a, jusqu'à aujourd'hui, réussi à porter un coup fatal au carnaval de Notting Hill Gate. Au contraire, les différentes provocations en ont fait un symbole : le symbole d'une lutte pour la reconnaissance des différences. Alors, dans la fièvre qui anime les affrontements entre les communautés, Notting Hill Gate est un bon thermomètre. A preuve, le dernier carnaval en date, celui de 1982, s'est à peu près bien passé. **Marc MANGIN**



balles en plastique, et les nouvelles techniques de contrôle des émeutes. On n'a pas entendu le public protester lorsque, dès le début des désordres à Brixton, la police attaqua, sans justification, des appartements privés occupés principalement par des « Noirs » dans Railton Road (la *Frontline*), causant des dégâts importants. Les méthodes de la police ont été discutées, la gauche proclame qu'elle devrait répondre de ses exactions, mais ses cris sont couverts par les demandes d'augmentation d'effectifs. Plus grave encore, le nouveau Commissaire de la Police Métropolitaine de Londres dirigeait auparavant les forces répressives en Irlande du Nord.

Aujourd'hui, la police continue d'effectuer des descentes de

cations de sécurité sociale, des traitements à l'hôpital, à l'admission dans les écoles et collèges, à l'occasion des descentes de police pour la recherche des « travailleurs illégaux » et de ceux dont le permis de séjour est périmé (*overstayers*), lorsque la police appréhende des jeunes dans la rue ou lorsqu'elle interroge les victimes (« noires ») d'une quelconque agression. Ces contrôles n'ont rencontré que peu d'opposition. Le découragement aggravé par le chômage, les licenciements, la désunion chronique et la faiblesse de la gauche politique, la nécessité de lutter contre la loi répressive anti-syndicats « Tebbit » et l'incroyable atmosphère de guerre coloniale qui règne depuis les Malouines, rendent difficile la réalisation d'une mobilisation. Le mouvement anti-



provocation, à Notting Hill par exemple (une de ses cibles favorites est un restaurant, lieu de réunion des Jamaïcains, le « Mangrove ») ; l'intervention des leaders de la communauté a seule pu éviter un affrontement. Mais contre les Noirs, dans les rues ou à leur domicile, les attaques continuent au même rythme.

Un découragement aggravé par le chômage

Les campagnes se sont développées depuis les « émeutes » pour défendre ceux qui avaient été arrêtés et contrôler les agissements de la police.

La résistance s'est organisée contre la nouvelle Loi de Nationalité (voir encadré). Cette loi a scandalisé de nombreux parlementaires et nombre de citoyens, car il s'agit ni plus ni moins de discrimination raciale.

On a essayé d'entraîner les syndicats du secteur public dans la lutte, en particulier sur les problèmes de contrôle d'identité. Aujourd'hui, la carte d'identité n'est pas utilisée en Grande-Bretagne, mais le contrôle des passeports est devenu une routine. Il s'opère à l'occasion de l'attribution des allo-

raciste de Grande-Bretagne recherche désespérément des perspectives.

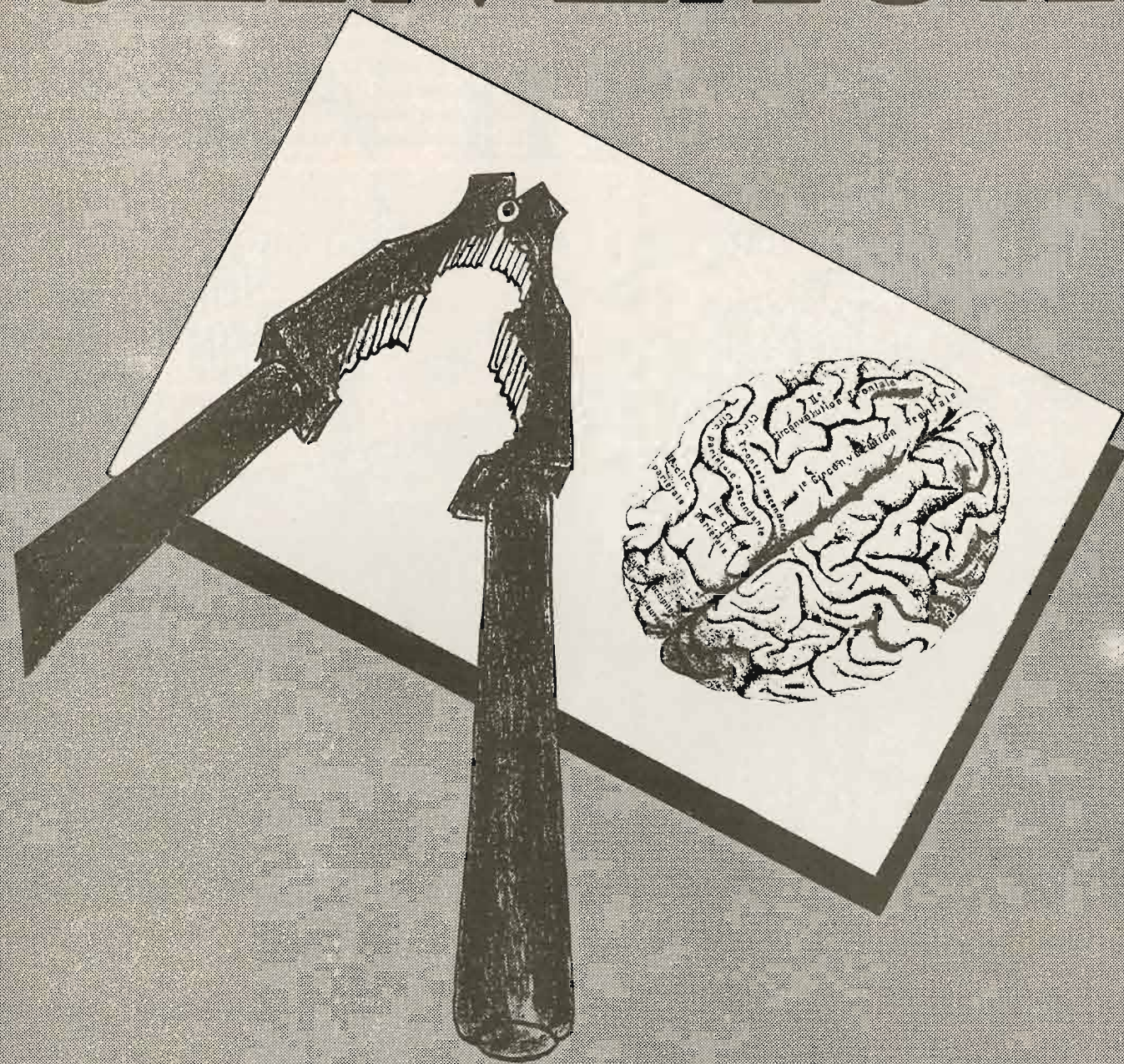
Pendant ce temps, les fascistes qui optent de plus en plus pour la violence plutôt que pour le processus électoral (principalement au « British Movement »), annonçaient une nouvelle coalition le 7 avril 1982, le British National Party (BNP). L'« effet Falklands » a été un facteur d'accroissement du chauvinisme national et il reste le prétexte pour justifier les abus et les regressions de toutes sortes, « légales » ou non, contre les « étrangers ».

Le mouvement antiraciste en Grande-Bretagne apparaît aujourd'hui comme un tissu d'organisations morcelées et divisées qui aspirent à une réelle coordination qu'elles ne possèdent pas. On ne peut prévoir ce qui va ressortir de la situation actuelle. Tout dépendra de la capacité des antiracistes à trouver des formes collectives d'organisation face à l'accroissement du pouvoir répressif des autorités gouvernementales. Ils peuvent réaliser cette unité à la faveur des multiples luttes actuelles.

Cathie LLOYD

(1) En Grande-Bretagne, le mot « Noir » désigne l'ensemble des immigrés Indiens, Pakistanaï, Malaisiens, Jamaïcains et même Chinois. C'est pourquoi nous mettons ce mot en italique à chaque fois qu'il est employé dans cet article pour désigner des non-noirs.

CERVEAUX



Une surprenante théorie socio-génétique de l'Eternel Féminin. Antoine Danchin, maître de recherches au CNRS, n'est pas tout à fait d'accord. Il l'a dit à Différences.

DE FEMMES

LA majorité des Hommes, sur cette planète... sont des femmes. Une (forte) minorité résiduelle, représentant 48 % du total, est constituée par les Hommes de... sexe masculin. Les deux groupes présentent des différences dans de nombreux domaines, elles-mêmes fort différentes d'une région du monde et de la société à l'autre. Mais en ce domaine, la réalité est largement dépassée par la fiction des idées reçues.

L'une d'elle constitue un leitmotiv : l'un des deux sexes serait plus *intelligent* que l'autre. Aphorismes et statistiques variablement recevables sont mis en avant. Derrière ce discours se profile le débat, beaucoup plus large, sur l'inné et l'acquis, la nature et la culture. Des faits expérimentaux récents alimentent la discussion : le cerveau, *organe* de la pensée, semble avoir une organisation légèrement différente chez les deux sexes. Ces résultats incitent Mme Escoffier-Lambiotte, dans un article du quotidien *Le Monde* du 3 novembre dernier, à présenter une surprenante théorie socio-génétique de l'Eternel Féminin : « ... la proportion de femmes douées d'une aptitude exceptionnelle sera toujours moindre que celle des hommes ». C'est la conclusion qu'elle emprunte à une autre femme, psychologue américaine. Pour Antoine Danchin, maître de recherches au CNRS, que nous avons interrogé, la génétique ne pèserait pas sur les *capacités*, mais plutôt sur les modes d'appréhension du réel, déterminant des *intérêts* différents chez les deux sexes. Le débat est loin d'être clos.

Différences : Dans le système nerveux humain, certaines grandes aptitudes sont plus ou moins localisées. Concrètement, certaines fonctions sont tributaires de l'intégrité de régions du cerveau plus ou moins précises et stables d'un individu à l'autre. Ces localisations sont parfois asymétriques : chez la majorité des hommes droitiers, les aptitudes linguistiques, par exemple, sont essentiellement dépendantes d'une région de l'hémisphère gauche. Or il semble que cette asymétrie soit beaucoup moins marquée chez la femme, et qu'à la différence de l'homme, certaines grandes aptitudes mettent en jeu ses deux hémisphères cérébraux à la fois. Selon vous, ces observations montrent-elles l'existence de différences d'origine génétique entre les systèmes nerveux masculin et féminin ?

Antoine Danchin : Je pense qu'effectivement, il y a une différence d'origine génétique entre les hommes et les femmes sur ce point. Il est tout à fait plausible qu'elle ait des conséquences, en particulier sur la localisation des tâches dans le système nerveux central des individus des deux sexes. Mais c'est surtout sensible, à mon avis, dans le mode d'accès à l'environnement, c'est-à-dire dans la façon qu'a le système nerveux

d'appréhender le réel autour de lui.

Ainsi, j'ai l'impression que le système scolaire actuel est mieux adapté aux filles. On dit très souvent, de nos jours, que les filles ont tendance à mieux réussir que les garçons, ce qui suggérerait des différences entre les sexes dans l'accès à l'environnement et dans le mode d'apprentissage. Il est possible que statistiquement, cette différence soit vérifiable. Par ailleurs, il est évident que la plupart des meurtres sont commis par des hommes. C'est clair : il y a un comportement radicalement différent et le système nerveux n'y est pas pour rien.

Différences : Faut-il parler d'inégalité ?

Antoine Danchin : Ces différences n'impliquent aucune hiérarchie. Pour qu'il y ait inégalité, il faudrait que les possibilités du système nerveux de l'un des deux sexes soient limitées. Or, pour moi, il n'y a pas de limitation dans les capacités du cerveau à engranger les informations. Ses seules limites sont celles du système périphérique, c'est-à-dire des accès sensoriels : la vue, le toucher...

Différences : Vous parlez du système scolaire. Tirez-vous des conclusions pédagogiques de cette différence ?

Antoine Danchin : S'il y a différence, il est évident que, du point de vue pédagogique, on devrait essayer d'imaginer des moyens différents d'aider à l'appréhension de l'environnement. Mais le problème dans ce cas n'est plus limité à la seule différence entre hommes et femmes, même si elle est probablement à prendre en compte.

Il s'agit de s'interroger sur les moyens d'enrichir l'environnement de façon à ce que, justement, on engrange le plus possible pendant qu'il est temps, essentiellement les premières années de la vie et jusqu'à 15 ans. Après, on n'engrange plus beaucoup ; on ne fait qu'utiliser en grande partie ce qu'on a acquis avant.

En gros, le vrai problème est surtout pour moi un problème pédagogique : tous les modèles sur le système nerveux devraient susciter des recherches pédagogiques ; essayer



Tout se joue avant quinze ans...

Leur vitesse d'information est, chez l'humain, extraordinairement limitée. Finalement, s'il y a des différences entre les hommes et les femmes, la vraie question n'est pas de savoir s'il y a une hiérarchie entre eux — c'est un faux problème puisque les deux ont des capacités gigantesques —, mais de déterminer ce qu'on peut privilégier chez l'un ou chez l'autre comme mode d'accès à l'environnement. Le fait qu'il y ait des aptitudes différentes voudrait dire normalement qu'on peut apprendre différemment, mais pas moins.

de se dire qu'il n'y a pas de raison que les enfants apprennent tous de la même manière. J'imagine que certains doivent avoir besoin qu'on les bourre pendant une heure, puis avoir un long temps de repos derrière ; d'autres, au contraire, ont besoin qu'on les bourre pendant cinq minutes, puis cinq minutes de repos, etc.

Il est évident qu'un système scolaire unique, centralisé tel qu'il est, où on donne un même programme, une même façon de faire pour tout le monde est extrêmement inefficace. Le système scolaire marche pour certai-

CUBA CI...NEMA

Quelques notes de voyage rapportées du festival du film latino-américain de La Havane.

nes personnes mais pas pour d'autres. Certes, cela peut avoir des bases génétiques. Je le répète : cela ne veut dire, en aucune manière, que les bases génétiques impliquent une hiérarchie entre les gens. C'est là qu'il faut bien comprendre. Cela signifie que la performance finale pourra être la même, à condition d'avoir des modes d'apprentissage adéquats. C'est dans cette perspective plus large qu'il faut placer les différences liées au sexe.

Différences : Interprétant la moins grande spécialisation des hémisphères cérébraux chez la femme, Mme Escoffier-Lambiotte en conclut : « Si les femmes sont supérieures aux hommes quant à l'aptitude verbale elles leur sont inférieures pour les tâches relevant de la perception spatiale. Et il leur est difficile de conduire deux tâches cognitives simultanément (chercher son chemin en voiture tout en parlant, par exemple), étant donnée la mobilisation pour chaque activité des deux hémisphères ». Dans l'article, on a l'impression que cette conclusion s'inspire des travaux d'une psychologue américaine, Mme Sandra Widelson.

Antoine Danchin : Il est possible que la psychologue américaine dise cela. Je doute de la validité d'une telle conclusion. J'aurais même tendance à penser le contraire. En restant dans ce type de débat, s'il y avait chez les hommes dominance d'une hémisphère sur l'autre pour l'accomplissement des tâches, cela signifierait, à l'évidence, que leur champ de conscience est plus étroit. Ce seraient eux qui seraient incapables de mobiliser en même temps leurs deux hémisphères, et ne pourraient « chercher leur chemin en voiture tout en parlant ». De fait, les hommes, souvent — du moins d'après ce qu'on peut en observer dans nos cultures... ont un champ de conscience plus étroit et doivent être, à mon avis, plus distraits que les femmes. Quant aux capacités des uns et des autres à lire une carte en auto, il faudrait demander aux assureurs leurs statistiques d'accidents !

Différences : Une autre phrase de cet auteur : « Cette représentation bi-hémisphérique de l'émotion chez la femme pourrait impliquer que les femmes puissent moins bien que les hommes dissocier leur comportement émotionnel de leur réflexion ».

Antoine Danchin : C'est dingue de dire ça ! Actuellement les relations entre le comportement émotionnel et le cerveau ne sont absolument pas comprises. Ce qu'on sait, depuis peu, c'est que la glande endocrine principale du corps des mammifères c'est le cerveau, et que l'ensemble du contrôle hormonal se fait donc par lui. Mais ça c'est dans les zones profondes du cerveau qui sont effectivement en relation avec les zones corticales par des biais dont l'anatomie est très mal connue. On sait que l'on peut déclencher des émotions, effectivement, en mettant des électrodes de telle ou telle manière mais cela ne dit absolument rien sur la spécialisation des hémisphères relativement à l'émotion.



Différences : Ces travaux expliqueraient même la sous-représentation féminine dans les professions « impliquant des aptitudes spatiales et une stratégie cognitive préférentielle, comme celles d'ingénieur ou d'artiste ».

Antoine Danchin : Ça n'est peut-être pas totalement faux. Imaginez qu'il y ait une dissymétrie, en particulier une préférence d'un sexe envers certaines tâches par rapport à l'autre. Si effectivement le système nerveux est construit assez différemment pour les hommes et les femmes, on peut imaginer qu'ils et elles n'aient pas les mêmes centres d'intérêt, c'est-à-dire que ce qu'ils vont chercher dans l'environnement ne soit pas la même chose. Et donc on pourra trouver une spécialisation différente dans les tâches finales. Mais cela n'implique pas du tout une différence d'aptitude. Il s'agirait d'une différence d'intérêt. On l'observe clairement chez les enfants et chez les animaux. La première façon d'apprendre c'est d'aller vers ce qui vous intéresse, donc il peut y avoir une sorte de construction génétique de l'intérêt qui fait qu'on s'intéresse plus à certaines catégories de choses ; il est évident qu'on acquiert des performances supérieures dans ces domaines. Maintenant, est-ce que la culture reflète un comportement biologique de l'intérêt ? C'est tout à fait discutable. Je crois volontiers qu'il y a des différences d'intérêts qui sont statistiquement

significatives entre hommes et femmes pour certaines tâches. Mais il s'agit de distinguer entre ce qui vient du culturel ou pas. Dans l'état actuel, je pense qu'on ne peut rien en dire.

De deux choses l'une, ou la culture est une création qui est antagoniste des caractéristiques purement animales ou, au contraire, elle va dans le même sens. A priori, rien ne me paraît s'opposer à ce qu'il y ait des différences dans les centres d'intérêts donc dans les tâches, et donc dans les performances vis-à-vis des familles de tâches.

Différence oui, hiérarchie non.

Si c'est vrai, s'il y a des contraintes génétiques de ce genre, je pense qu'il faut faire extrêmement attention au niveau de la pédagogie ou au niveau des mouvements politiques car il n'y a aucune raison pour que les deux sexes fassent la même chose, mais cela ne signifie pas qu'ils ne puissent pas le faire. C'est toujours la même histoire. Vouloir que tout le monde fasse la même chose, et de la même façon, n'est pas d'une évidence claire pour moi. Ça me paraît éventuellement très dangereux parce que ça peut revenir à dire qu'on va forcer telle personne à faire quelque chose pour laquelle il n'a pas d'intérêt. Le problème, c'est qu'on passe presque toujours du repérage des différences à l'élaboration d'une hiérarchie.

J' AVAIS repéré sur la table du petit déjeuner de l'Hôtel National, à La Havane, une pâte de couleur brune et rousse à la fois. Bizarre. Je n'osai en prendre quand un ami me suggéra de goûter cette confiture de goyave. Cette consistance ferme et fuyante à la fois, cette saveur douceâtre et pimentée, ce paradoxe gustatif me fit entrer dans l'univers métis de Cuba. Je n'étais pas loin de penser que je venais de faire une découverte. Ma vanité a pris un sacré coup quand, lisant une interview de Gabriel Garcia Marquez, je constatai que le dernier ouvrage du quatrième prix Nobel de littérature d'Amérique latine, s'intitulait *Une odeur de goyave*.

Moi, je n'ai vu de Cuba que les fruits mûrs, ceux produits par presque un quart de siècle d'une révolution éminemment populaire.

Venu pour assister au 4^e festival du nouveau cinéma latino-américain, je me suis laissé porter par mes sensations immédiates. Visages d'enfants rieurs. Groupes d'adolescents, aux abords des collèges techniques. Filles brunes aux minijupes bleues étonnamment courtes. Soleils de Cuba. Un marchand vend de la glace pilée dans les petits cornets de cartons. Il est midi. Le centre-ville est calme. Les gens font la queue à l'entrée d'une cafétéria. Un jeune en uniforme lit le journal. Une brise légère agite les branches chargées de poussière de ces palmiers si particuliers. C'est l'hiver tropical.

Havana La Vieja

Sur le Malecon circulent des couples montés sur des sides-cars, d'antiques Oldsmobil et des Lada. Dans les ruelles, les grandes villas coloniales aux teintes ocre et rouge sont aujourd'hui occupées par des services ou écoles. Les boutiques de lingerie, comme les drogueries, les boulangeries ou les cafeterias, les cinémas ou les supermarchés sont gérés par les mairies.

A La Havane, il est courant de côtoyer des moments de l'histoire du pays, lieux communs de la civilisation espagnole dévorés par les enseignes et les façades new-look des années trente « made in USA ».

Les cours intérieures ont toujours gardé leur aspect mauresque, étranges assemblages de colonnades, de jets d'eau andalous et de plantes tropicales. Aujourd'hui *Havana la vieja*, la vieille ville de La Havane est en cours de restauration. Les fresques en *azulejos* ressurgissent derrière les publicités pour la *Bank of America*.

Retour à la cinémathèque. Le 4^e Festival du nouveau cinéma latino-américain a permis aux Cubains et à quelques 500 participants du monde du cinéma de choisir parmi 238 films originaux de 21 pays différents. Au-delà des statistiques, la première impression qui émerge de cette masse de pellicule, c'est l'extraordinaire vitalité du 7^e Art en Amérique latine.

Il serait plus juste en effet de parler des cinémas latino-américains, tant y sont diverses les écritures cinématographiques et les thématiques dominantes. Plus question aujourd'hui de parler de

cinéma du Tiers-Monde quand on évoque les productions récentes de l'Amérique centrale ou du Sud.

Il est difficile d'évoquer l'ensemble des films. Nous les citerons d'un point de vue géographique, pour sauver l'essentiel : *La noche (La Boda)* de Thaelman Urguelles, brosse un tableau ironique, quasi fantastique des luttes sociales de ces vingt dernières années au Venezuela. Frustrations, compromissions et interdits de toutes sortes font bon ménage avec violence et répression en un repas de noce mémorable. Les chemins de l'exil pris par les Indiens guaranis, du fleuve Parana vers le Brésil dans le film de Paulino Aloysio, *Nuits du Paraguay*, montrent, avec une folie et une richesse du verbe très grande, à quel point cette région est encore en totale mutation. Autre grand moment du cinéma brésilien, *Certaines paroles avec Chico Buarque* de Mauricio Bern, film-documentaire qui va à la rencontre d'un chanteur « engagé », très populaire au Brésil et

Un goût de goyave dans un univers métis



qui arrache la conviction et l'attention par un savant dosage entre le discours de l'homme et l'œuvre musicale.

Le retour (Volver), de David Lipszic, et *Le temps de la revanche (Tiempo de Revancha)*, de Adolfo Aristarain, montrent comment passer au travers des mailles de la censure en Argentine. Ces réalisateurs sont passés maîtres dans l'art de manier l'ironie, la parabole, le fantastique... Les discours politiques de *Poudre rouge (Polvo rojo)* de José Antonio Rodríguez (Cuba), de *Alsino et le Condor* de Miguel Littin (Nicaragua) sont beaucoup plus clairement exprimés. En termes simples, ils disent les luttes des peuples de la Caraïbe et d'Amérique centrale pour conquérir leur dignité et leur liberté, les peuples qui ont décidé de porter le rêve au niveau des institutions, en quelque sorte d'apprendre à voler comme le jeune Alsino, au Nicaragua. Deux moyens métrages ont été particulièrement remarquables : *Chronique de la Caraïbe*, une œuvre forte produite par l'atelier expérimental de Mexico (la colonisation de la Caraïbe par l'Espagne, ou comment traiter Christophe Colomb avec humour et grincements de dents), et *L'opération*, de Ana Maria Garcia (un génocide non avoué : la stérilisation des femmes menée depuis trente ans à Porto-Rico par les gouvernements locaux et les services de santé des Etats-Unis).

Les prisons d'Uruguay

La France était présente à La Havane. Le film de Gabriel Auer, *Les yeux des oiseaux*, y a obtenu le Grand-Prix du meilleur film de fiction consacré à l'Amérique latine et réalisé par un auteur non latino-américain. En un discours cinématographique dépouillé, Gabriel Auer nous fait pénétrer l'univers d'une prison « moderne et modèle » de l'Uruguay. Une prison d'où l'on ne sort que mort ou candidat à l'asile psychiatrique. Le film de Gabriel Auer passera sur Antenne 2 en juin prochain.

Parler du cinéma à La Havane, c'est évoquer le formidable travail accompli par l'Institut cubain du cinéma (ICAIC), c'est aussi saluer les équipes de cinéma itinérant « Cinémovil » qui ont porté le 7^e Art jusque dans les montagnes les plus reculées. De la cinémathèque de Cuba, par delà les images projetées, me reviendra longtemps en mémoire le sourire de cette vieille dame, portière dans l'ascenseur, qui chantonnait du rez-de-chaussée au dixième, chaque jour. Elle avait pour se reposer, comme dans tous les ascenseurs des administrations, un tabouret posé dans un coin. Cuba si !

Jean-Pierre GARCIA

LE GOÛT DU CAFÉ

*Beaucoup de Brésiliens,
dont un ministre,
sont d'origine japonaise.
Sort prochainement un film
qui raconte leur histoire.*

ON est en 1908 au Brésil, une femme raconte... Elle est japonaise. Comme bien d'autres de ses compatriotes elle s'est exilée de son pays pour gagner sa vie. Le Brésil est là qui semble dessiner, avec ses plantations de café, un accueil chaleureux. L'esclavage vient d'y être aboli, et le mirage du développement auquel se sont déjà pris nombres d'émigrants (italiens, espagnols, etc.) scintille jusqu'au-delà du Pacifique.



Titoe,
héroïne du « melting-pot »
brésilien

Loin de tout, plongé dans un univers où tous les travailleurs parlent une langue différente et dépendent économiquement des magasins du patron, logé dans des baraquements insalubres, le soleil japonais en exil va tout de même essayer avec détermination de poindre au Brésil. L'ombre qui s'étendra sur lui sera celle de la répression, de la maladie, de la mort. Il sera long, le chemin de la liberté qui mène, cahin-caha, à la liberté.

Tourné avec des moyens assez importants pour un film brésilien (300 000 dollars), ce premier film de la cinéaste Tizuka Yamasaki est une œuvre chaleureuse.

Il y a adéquation totale entre la cinéaste et son personnage féminin Titoe. Sans démonstration excessive, elle nous montre le double caractère d'oppression

que subit Titoe : en tant que femme (son mari a tout pouvoir sur elle ; comme tous les hommes, il n'a pu quitter le Japon qu'après s'être marié) et en tant qu'ouvrière. C'est par la force de cette double meurtrissure que ces femmes aideront les hommes à relever le front. Un des atouts majeurs du film : le portrait sensible de ce « melting-pot » brésilien où toutes les races se confrontent pour le meilleur et pour le pire, mais où chacune brille de sa singularité. Plai-

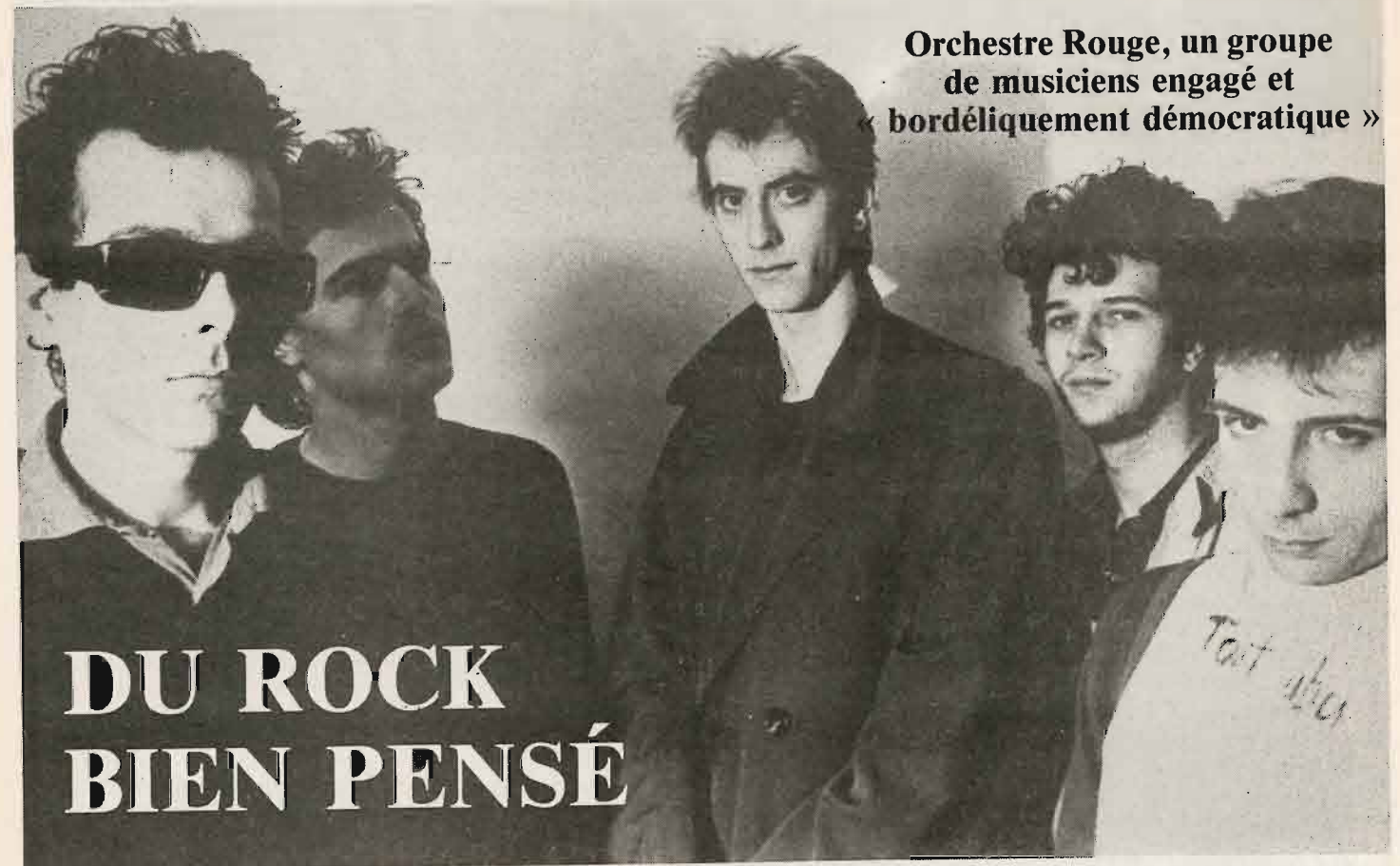
doyer généreux pour le mélange racial, *Gaijin* donne toute sa puissance aux différents langages des corps qui viennent pallier les barrières de la langue.

Pétri de tendresse, de révolte mélancolique, de regrets mais aussi de confiance en l'avenir, *Gaijin* est une de ces œuvres à la fois classiques et rares qui nous donnent à découvrir une situation particulière, peu connue, l'émigration japonaise.

Un film à l'image de son auteur, Tizuka Yamasaki, femme-cinéaste à la fois japonaise et brésilienne puisqu'elle a fait ses études de cinéma à l'Université de Brasilia, puis à l'Université fédérale de Rio de Janeiro.

Par son existence même, *Gaijin* concrétise ce « rêve d'avenir » dont pouvaient se nourrir certains immigrants japonais dans les années 1910 au Brésil.

Jean-Pierre BERGEON



**Orchestre Rouge, un groupe
de musiciens engagé et
bordéliquement démocratique »**

**DU ROCK
BIEN PENSÉ**

IL n'est pas encore l'heure du concert et déjà la foule se presse devant le Bataclan. Dans un décor 1930, jeunes et moins jeunes, punks et barbus se côtoient et attendent patiemment leur groupe.

Pendant la Résistance, un réseau de renseignement, appelé l'Orchestre Rouge par les Allemands, s'était constitué en Europe. Selon les dires du chef de l'Abwehr, l'amiral Wilhelm Canaris, « les activités de ce réseau ont coûté à l'Allemagne deux cent mille de ses soldats ».

Depuis 1980, Orchestre Rouge crie ses obsessions et passions à travers le continent. Orchestre Rouge c'est, pour le bassiste Pascal des A., « six itinéraires qui à cause de leurs différences ont fini par converger, créant un septième être qui mène une vie symbiotique avec les six, mais existe indépendamment d'eux ». Orchestre Rouge est également un groupe engagé et « bordéliquement démocratique ». Chaque membre se bat pour ses idées. Toutefois, ils affrontent tous les mêmes ennemis : le racisme, le fascisme. Leurs seules armes : une guitare pour Pierre Colombo et Denis Goulag, une batterie pour Pascal Normal, une basse pour Pascal des A. et la voix de Théo Hakola.

La musique a investi la salle et tous les yeux se sont rivés inexorablement sur ces quatre Parisiens et cet Américain aux

racines finlandaises et suédoises. Après quelques mesures, sortant de ses entrailles, la voix cynique et acide de Théo s'est élevée. Le grand Théo saisit énergiquement son violon sur lequel ont peut voir, d'un côté un autocollant citant la bible, de l'autre un autocollant du MRAP : *Non à l'antisémitisme*. Cet autocollant lui fut offert par un client alors qu'il était serveur dans un restaurant des Halles, un peu avant les événements de la rue Copernic. Il l'a mis sur son violon non seulement parce que cela correspond à ses « délires » mais également parce que pour lui — qui ne fait que flirter avec cet instrument — « le violon est l'instrument juif par excellence si du moins il en existe un. D'ailleurs, les plus grands violonistes ne sont-ils pas juifs comme Isaac Stern et Yehudi Menuhin ? ».

Le guérillero espagnol et le Révérend Paisley

Après avoir crié « je cherche une drogue (qui ne fait pas mal) », Orchestre Rouge assène une gifle cinglante à la face du monde avec « Red Orange Blue » : autour d'une table, trois politiciens sont réunis : Mariano Sanchez Corvisa, chef des guérilleros « del Christo el Rey », une organisation espagnole, terroriste de droite ; le Révérend Ian Paisley, chef de file des protestants extrémistes d'Irlande

du Nord, et le sénateur républicain Robert Dole : « C'est lui qui faisait les sales boulots pour Nixon et Ford lorsque ces derniers ne voulaient pas se mouiller ». Tandis que le premier vante ses méfaits, le second blasphème et Dole, le « drapeau américain », tourne sans cesse au rouge.

Dans la salle, c'est l'overdose lorsque Théo entonne « Slugs » et affirme en accompagnant ses paroles de grandes révérences pathétiques :

« Tu ne reconnaîtrais pas la solidarité même si elle te caressait tu ne reconnaîtrais pas la passion même si elle t'embrassait tu ne reconnaîtrais pas l'amour même si tu le buvais tu ne reconnaîtrais pas la vérité même si tu te la shootais... »

Le « rire jaune » d'Orchestre Rouge se poursuit, toujours plus cinglant et lucide, avec *Soon come violence, Crows, the Consul, Hole in is thigh, Soft Kiss*. Puis *Kazettlers Zeks* (prisonniers des camps de concentration et du goulag), chanson qui s'inspire de l'histoire des héros de *Quel beau dimanche*, le roman de Jorge Semprun, et volontairement illustrée par une musique désinvolte et légère qui contraste avec la gravité des propos. Du rock bien-pensant.

Dolorès ALOIA

Le premier album « Yellow Laughter » est produit par Martin Hannet chez RCA.

CinémAction

**vous vous intéressez
à l'émigration
et
au cinéma ?**

**dans le n° 24 de CinémAction
Cinemas de l'émigration 3**

**vous trouverez tout
sur les films les plus récents
consacrés aux problèmes des immigrés
en France et dans le monde :**

- des analyses, des entretiens, des critiques de films
- un catalogue de 500 titres avec les adresses où se les procurer
- Préface de Jean-Pierre Chabrol
- 200 p., 60 F

Ce numéro prolonge et complète
Cinemas de l'émigration (I),
paru en 1979 et
Cinéma contre racisme (II),
paru en 1981,
dont on peut encore se procurer
les derniers exemplaires
aux ÉDITIONS L'HARMATTAN

ÉDITIONS L'HARMATTAN
7, rue de l'École-Polytechnique
75005 PARIS
Tél. : 354.79.10

REVUE TRIMESTRIELLE ANIMÉE PAR GUY HENNEBELLE

CinémAction

Dossier réuni
par Christian Bosséno
Préface de Jean-Pierre Chabrol



Cinemas de l'émigration 3
L'HARMATTAN

LIVRES

□ **Voyages**, de Ibn Battûta, éd. Maspéro.

C'est en 1325, l'année qui suivit la disparition de Marco Polo, qu'Ibn Battûta (1304-1368 ou 77) quittait Tanger pour une immense pérégrination de vingt ans, à travers tout le monde connu d'alors, Europe exceptée. Ibn Battûta consacre les années qui suivent à la rédaction de ses mémoires et récits de voyages, commandités par la Cour de Fès, où une certaine incrédulité accueillera sa relation extraordinaire, il est vrai parfois entachée d'affabulations, en partie excusables puisqu'il s'agissait de coucher sur le papier plus de vingt ans de souvenirs. Ibn Battûta est peut-être avant tout un homme pieux, qui n'hésite pas à s'arrêter plusieurs mois, ou plusieurs années auprès d'un sheikh ou d'un savant pour en écouter l'enseignement. C'est aussi un maître de la « Rihla », « relation de voyage », parsemée de fines et judicieuses observations, de morceaux de bravoure stylistiques comme en raffolent les Arabes amoureux de la belle langue et, également, comme cela était fréquent, d'emprunts à des devanciers plus célèbres. Fourmillant de notations ethnographiques et sociales, les « Voyages » d'Ibn Battûta sont aussi un livre d'histoire à vif, observée, immédiate, du monde musulman d'alors et de quelques régions périphériques. La réédition de ce grand texte, en format de poche, avec des introductions et une multitude de notes par Stéphane Yerasimos, mettent à la portée d'un vaste public des récits aussi captivants que ceux de son illustre prédécesseur vénitien Marco Polo, auprès desquels ils se doivent dorénavant de figurer. Y.T.

□ **Les Indiens d'Amérique du Nord**. Documentation française. Toute une somme de renseignements pour ceux qui s'intéressent aux Indiens des Etats-Unis et du Canada. La vie et le fonctionnement des réserves. La condition actuelle des premiers Américains. Le sens et les objectifs de leurs luttes actuelles.

Dossiers d'actualité mondiale « Problèmes politiques et sociaux » n° 448 du 8 octobre 1982. 12 F. Edité par « La Documentation Française ». En vente aux librairies : 31, Quai Voltaire Paris 7^e, 165, rue Garibaldi Lyon 3^e. R.P.

□ **Tourterelle, ma tourterelle**, de Yachar Kemal, éd. Gallimard. C'est le huitième tome d'une

œuvre considérable, celle du romancier turc mondialement connu, Yachar Kemal, barde de l'Anatolie, que nous offrons maintenant les éditions Gallimard. Depuis huit ans, chaque été l'exploration de ce grand romancier épique se poursuit dans notre langue et c'est tant mieux. Si les légendes populaires anatoliennes et leur goût pour une description minutieuse et lyrique de la nature, que nous connaissons déjà des ouvrages précédents de Kemal, colorent la toile de fond de ce nouveau volume, en filigrane, plus qu'avant peut-être, le lent passage d'un mode de vie patriarcal, où les codes d'honneur et d'hospitalité du passé ont cours, à une modernité nouvelle et inquiétante se fait jour. Y.T.

EXPOSITIONS

□ **Terre de Guerre**. Galerie Magnum.

Vous avez jusqu'aux premiers jours de janvier pour plonger du regard sur « Terre de Guerre », une expo-photo signée Magnum sur le Proche-Orient des années 48 à Beyrouth, de l'espoir à l'insoutenable...

Galerie Magnum : 20, rue des Grands-Augustins 75006 (Métro St-Michel).



Terre de guerre - Raymond Depardon - Magnum

CINÉMA

□ **De Mao à Mozart**, les aventures d'Isaac Stern en Chine, par Murray Lerner.

Le voyage d'Isaac Stern en 1979, au moment où la Chine de l'après-Révolution culturelle s'ouvrait aux Occidentaux. Un regard sympathique teinté de l'euro-péocentrisme et du paternalisme de bon ton de Stern. Un film discutable mais fort riche. J.-P.G.

DISQUES

□ **Afro blues**, de Henri Guédon. Le Chant du Monde.

De l'éclectisme à cent à l'heure, du détournement de musiques vers la joie. Henri Guédon ne ménage pas son plaisir pour nous livrer ce nouvel album, extrêmement sophistiqué, où se côtoient les lettres de sa mère, New-York, les onomatopées de sa fille... A posséder sur l'heure. J.R.

THÉÂTRE

□ **La Kabbale selon Aboulafia**, par George Berreby au Théâtre Essaïon.

Aboulafia, le juif pas comme les autres et un brin kabbaliste, est persécuté par ses frères et les chrétiens.

Il tente de rejoindre en plein treizième siècle le Pape Nicolas III à Rome pour plaider sa cause.

Une parabole ésotérique sur le pouvoir et l'amour de l'autre.

Le fin mot de l'histoire c'est peut-être que lumière et secret en hébreu ont le même chiffre dans la Kabbale. Une coïncidence, dont la nature est à l'évidence de l'ordre de l'initiatique.

Un très beau spectacle qui renvoie aux mystères du monde. D.C.

qui « aime les hommes surtout au printemps ».

Scènes d'amour érotiques sur musique d'ambiance. Toutefois cet amour ne durera pas car il est menacé par un mystérieux personnage jaloux de cette passion. Peut-être le père de Mavi ? Puis c'est la rencontre avec Ida et la solitude, notamment à Venise.

Incontestablement, Michelangelo Antonioni connaît son métier et sait utiliser une caméra. Toutefois, il nous avait habitué à mieux notamment avec *Zabriskie Point*, *Blow Up* et *Profession Reporter*.

Son dernier film : *Identification d'une femme*, manque un peu de sel et surtout de profondeur psychologique. Il n'en demeure pas moins un film à voir et à savourer. D.A.

□ **Les Dieux sont tombés sur la tête**. J. Uys.

Rarissimes sont les films africains qui parviennent jusqu'à nous et plus rares encore sont ceux de Botswana qui affichent le triomphe du rire noir.

Dans *Les Dieux sont tombés sur la tête* (The gods must be crazy) un film de Jamie Uys, tout commence avec une bouteille vide de Coca-Cola tombée du ciel, d'un oiseau de fer en plein désert du Kalahari.

Chez les Bushmen après un moment de curiosité provoqué par l'objet miracle, on assiste à l'émergence de sentiments jusqu'alors inconnus, l'envie, la jalousie et la colère.

Xi comprend vite que l'objet est maléfique et décide de s'en débarrasser. Après quelques vaines tentatives, il entreprend d'aller « au bout du monde » à quelques jours de marche pour le faire disparaître à tout jamais.

Ce sera le début de son irrésistible aventure, il connaîtra la prison, sera mêlé à une course poursuite entre l'armée régulière et un groupe de guérilleros. Bref à grands coups d'éclats de rire, nous serons amenés à reconnaître comme Xi que les Dieux sont bien tombés sur la tête.

Ce film a entre autres obtenu le Grand Prix du film d'Humour de Chamrousse 1982 et sera sur nos écrans à partir du 19 janvier 1983.

Un film étonnant, tourné dans un espace d'une beauté extrême et dépouillée à l'image des Bushmen. D.C.

Notes réalisés par :

Daniel CHAPUT
Jean-Pierre GARCIA
Robert PAC
Jean ROCCIA
Yves THORAVAL

AUTOPSIE D'UN CHEF

Cinquante ans après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'analyse de l'historien Gilbert Badia

DIFFÉRENCES : En quoi l'ascension d'Hitler jusqu'au pouvoir que lui confie le président Hindenbourg en janvier 1933 était-elle résistible ?

Gilbert Badia : Il faut insister d'abord sur la crise économique. Il y a à ce moment-là, pour une population active moindre qu'aujourd'hui, six millions de chômeurs. Cela dure depuis deux ans et on n'en voit pas le bout. Pour la jeunesse, c'est le désespoir absolu. Aucun espoir de trouver du travail. La deuxième chose, c'est qu'Hitler et son parti ont connu une ascension foudroyante depuis 1930. En 1928, c'est un tout petit parti, il a 800 000 voix sur 30 millions. En 1930, il a 107 députés, près de 20 % des voix. En juillet 1932, il a 13,7 millions, c'est-à-dire 37 % des voix. On revote six mois après, en novembre, et là, surprise, on assiste à une baisse très nette d'influence : il perd deux millions de voix. Or c'est deux mois plus tard qu'on lui confie le pouvoir, à un moment où il semble que le parti soit menacé de désagrégation. Ces fluctuations sont étonnantes. De fait, il a regroupé un certain nombre de gens mécontents, angoissés, paniqués par la crise, mais qui ne sont pas fixés. Le 30 janvier, Hindenbourg confie à Hitler le poste de chancelier, et au parti nazi deux ministères clés, l'Intérieur de Prusse et l'Intérieur du Reich. Tous les autres ministères sont tenus pas des conservateurs, par ce que nous pourrions appeler la droite classique. Dans tout le mois de février, Goering fait une série d'opérations. Il décrète que des SA² deviennent police auxiliaire. Il fait faire une troisième perquisition au siège du Parti communiste à Berlin. Alors que les deux premières n'avaient rien donné, après la troisième la police assure qu'elle a découvert des quintaux (sic !) de documents subversifs dans les catacombes alors qu'il n'y en a pas dans cet endroit de Berlin. Le 27 février, c'est l'incendie du Reichstag. Dans la nuit, on arrête. 20.000 opposants communistes et sociaux-démocrates, et c'est le début de l'émigration.

Au 28 février, cette ascension était-elle résistible ? On peut le montrer par les chiffres. Hitler avait perdu en novembre 1932 deux millions de voix. Pendant tout ce temps, les partis social-démocrate et communiste se maintenaient ou progressaient. Plus exactement il y a un tassement social-démocrate et une augmentation régulière, au fil des élections, du parti communiste. Le total des voix de ces deux partis de gauche dépasse en novembre 1932 le total des voix nazies. On votera une dernière fois dans le Reich (après, ce sont des référendum plébiscites, il n'y a plus de vote), le 5 mars. Une semaine après l'incendie du Reichstag, un mois après l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Un mois de terreur : 64 morts pendant le mois de février, 20.000 opposants arrêtés, presque tous les candidats communistes. On a interdit la presse de gauche. En dépit de cette terreur et de l'interdiction de faire une campagne électorale, on n'a pas interdit le vote : les bulletins étaient en place dans les lieux de vote, l'élection a été à peu près régulière. Bien qu'il n'aient pas ou peu de candidats, puisqu'ils étaient en prison, les sociaux-démocrates recueillent encore 18 % des voix, ne perdent

presque rien. Le Parti communiste, plus touché par la répression, garde encore 12 % et 100 députés. Ces élections prouvent l'existence de partis de gauche encore très puissants. Dans plusieurs grandes villes et régions, si on compte leurs voix ensemble, ils ont la majorité absolue. C'est le cas de quartiers de Berlin, c'est le cas d'une partie de la Ruhr, c'est le cas en Allemagne centrale. Je crois que l'ascension des nazis était résistible. Si elle n'a pas pu être arrêtée, c'est essentiellement parce que les deux partis de gauche étaient profondément divisés et s'étaient fait, jusqu'alors, la guerre.

Différences : Qu'est devenu cette gauche après 1933 ?

Gilbert Badia : Les cadres les plus menacés ont émigré, les autres sont entrés dans la clandestinité, tout de suite. Mais la police nazie, la Gestapo, créée quelques semaines plus tard, leur a porté des coups terribles : toute une série de leaders ont été soit internés, soit par la suite exécutés. En particulier, le 3 mars, deux jours avant les élections, Hans Thaelman, président du KPD, Parti communiste allemand, est arrêté. Une grande partie des leaders émigrent, pour la plupart en France. Ils vont continuer le combat, de l'étranger, en fournissant aux opposants restés dans le Reich de la littérature : des tracts, des textes, des journaux, qui circulent. Cette résistance, est mal connue encore cinquante ans après. Il continue à paraître tous les mois des livres et des films sur le Troisième Reich, mais presque rien sur les opposants à Hitler, en particulier sur ces émigrés qui ont mené en France un combat remarquable¹.

Cette résistance s'est poursuivie dans des conditions extrêmement difficiles, avec des pertes terribles. C'est essentiellement une résistance de gauche. On met encore aujourd'hui en avant la résistance des généraux, mais la tentative d'assassinat d'Hitler date du 20 juillet 1944, c'est-à-dire au moment où déjà le sort de la guerre bascule. Les résistants de la première heure, ce sont les militants des deux grands mouvements ouvrier.

Différences : Cinquante ans après, on garde la même discrétion sur les appuis qu'a reçus Hitler.

Gilbert Badia : C'est très frappant. Le film « Hitler, une carrière » qui sort actuellement, est significatif à cet égard : on y oublie la résistance, on dit même que les opposants ont été dociles, ce qui est un curieux trucage de l'Histoire. De plus, pas un mot de l'aide qu'Hitler a reçue des industriels qui l'ont financé, de l'armée qui a fait preuve à son égard, et dès sa prise de pouvoir, d'une neutralité bienveillante, des Eglises qui ont eu au début la même attitude et de toute la droite classique.

Les industriels, la grande bourgeoisie financent le parti nazi. Il coûtait très cher. 400.000 SA, auxquels il fallait payer une solde, minime, certes, mais réelle. Le parti n'avait pas de ressources propres. Ensuite les dépenses électorales, qui en 1932 étaient lourdes. Dans le journal de Goebbels du mois de décembre 1932, il y a cette indication : « Nous sommes



Cimetière de Bagneux, avril 1981.

prêts de la faillite ». Elle n'a pas eu lieu parce que les industriels ont foncé. Dans mon livre je raconte une réunion du 25 février 1933. Hitler a réuni les industriels dans le palais de Goering, président du Reichstag, et il énonce son programme : *ce sont les dernières élections, je veux rétablir l'Allemagne dans sa grandeur*. Il leur indique à mots couverts qu'il empêchera toute grève. A la fin de la réunion, le Dr H. Schacht, le financier, demande des fonds et les industriels signent sur l'heure un certain nombre de chèques qui ont débarrassé le parti de ses soucis. D'ailleurs, pour la nomination même d'Hitler comme chancelier, c'est une démarche des industriels les plus représentatifs de l'Allemagne auprès de Hindenbourg, en décembre 1932, qui a emporté la décision.

Le 2 février 1933, dès qu'il est au pouvoir, Hitler réunit les chefs de l'armée et leur annonce son plan de réarmement et de conquête de territoires à l'est. Il est approuvé parce que cela représente un certain nombre d'objectifs traditionnels des chefs militaires de la République de Weimar.

Le soutien de l'églises est plus nuancé. C'est surtout la droite classique qui donne son appui. Lors de l'ascension électorale d'Hitler au cours des années 1930 à 1932, si on prend la carte électorale de l'Allemagne, on constate que l'accroissement des voix nationales-socialistes s'est fait aux dépens des voix de la droite. Quand la droite s'effondre, le parti nazi se gonfle, les chiffres correspondent. Bien entendu il y a eu des chômeurs qui ont cru qu'Hitler, c'était le grand espoir, des gens qui sont venus à lui par désespoir. Une partie des abstentionnistes ont voté pour lui et quelques voix de la gauche se sont transférées. Mais l'essentiel vient des partis de droite.

Différences : Comment Hitler a-t-il pu renforcer son pouvoir à partir de 1933 ?

Gilbert Badia : Le procès de Leipzig, où l'on jugeait les incendiaires supposés du Reichstag s'est ouvert fin 1933. Ont été invités quatre-vingts journalistes étrangers, sous la pression de l'opinion internationale. Le procès, grâce à la défense remarquable de Dimitrov, a tourné à la confusion des nazis. Le tribunal a acquitté les quatre condamnés, mais

a condamné à mort Van der Lubbe, et l'a fait exécuter rapidement. Hitler a perdu le procès à l'étranger, mais l'a gagné à l'intérieur. On a tout ignoré du jugement en Allemagne. Goebbels ministre de la Propagande, ne laisse passer qu'une seule version des faits. On fait répandre l'idée que le Chancelier a sauvé l'Allemagne du chaos de la révolution bolchévique. Une partie des classes moyennes a été convaincue. François Poncet, ambassadeur de France à Berlin dit dans ses Mémoires : « Il est difficile au peuple allemand de croire que son gouvernement ment ». C'est un trait de la mentalité allemande que ce pouvoir de l'autorité en place. Ces communiqués qui aujourd'hui, à la simple lecture, montrent leur incohérence, leur inexactitude, etc, ont été acceptés par l'opinion.

On a annoncé par exemple que les quintaux de documents subversifs saisis allaient être publiés, que le complot communiste avait prévu de prendre des otages, d'empoisonner les sources, de mettre le feu aux centrales électriques, d'exécuter des femmes et des enfants mis en avant au moment de l'insurrection. Tout cela a fait les gros titres de la presse. Ce matriquage s'est poursuivi pendant tout l'année, et a donné autant d'importance au procès. Sans oublier la répression et la création de la Gestapo. De plus, le chancelier a su admirablement diviser ses adversaires.

Enfin, quand il a gagné la majorité, Hitler a insisté sur deux points. Il n'avait pas les moyens de donner des avantages économiques aux ouvriers, mais il a privilégié deux aspects. L'aspect légal : il est arrivé légalement au pouvoir, et sauve les apparences, bien qu'il fasse rapidement signer à Hindenbourg un décret qui annule de fait la Constitution de la République de Weimar. L'autre aspect, c'est l'exaltation du sentiment national. L'Allemagne depuis Versailles est humiliée. Tous les partis, y compris le Parti communiste ont protesté contre le diktat de Versailles. Ce sentiment d'humiliation, Hitler a su l'exploiter. Il a promis à l'Allemagne un avenir de grandeur et de magnificence. Cela a contribué très largement à lui rallier une partie des classes moyennes.

Propos recueillis par J.-M. O.

1. Parti national-socialiste, en abrégé : nazi.
2. S.A., sections d'assaut.
3. Voir les souvenirs des antifascistes allemands, présentés par Gilbert Badia, Maspéro.

FAUT-IL BOYCOTTER L'AFRIQUE DU SUD?

**Massacre au Lesotho, militants de l'ANC
condamnés à mort, attentat
contre la centrale nucléaire construite
par la France,
projet d'une tournée de rugby :
l'Afrique du Sud est au cœur de l'actualité
mais les media n'en parlent guère
et bien des défenseurs des Droits de l'Homme
détournent la tête.**

Différences s'interroge : que faire ?

Sam RAMSAMY
président du SANROC¹

**Les boycotts démoralisent
toujours les régimes racistes
blancs.**

IL faut boycotter l'Afrique du Sud non seulement dans le sport mais également dans tout autre domaine. Plus particulièrement dans le sport, c'est le boycott qui a entraîné quelques petits changements dans ce pays. Lorsque les pays ont commencé à boycotter l'Afrique du Sud, celle-ci s'est rendu compte que les Noirs aussi sont concernés par le sport et qu'ils aspirent, eux aussi, à devenir des sportifs d'envergure internationale.



De fait, les boycotts, jouent un rôle important. Les boycotts démoralisent toujours les régimes racistes blancs.

Ainsi, le boycott de la tournée de rugby montrera aux sud-africains blancs qu'ils n'ont pas d'amis. Cela soutiendra le moral des Sud-Africains noirs qui souffrent et cela conduira à obtenir toujours plus de concessions de la part des Blancs. Les Sud-Africains blancs seront obligés de reconnaître que la loi de la majorité est inévitable et que c'est la seule façon de résoudre le problème.

Si les nations blanches et plus particulièrement les pays européens continuent de soutenir l'Afrique du Sud, celle-ci intensifiera la guerre et cela conduira à un gigantesque carnage, de Noirs et de Blancs.

Si les gens veulent atténuer la polarisation en Afrique du Sud, il est important qu'ils montrent aux Blancs de ce pays qu'ils ne sont pas leurs amis. Si l'Afrique du Sud est soutenue, ces blancs peuvent interpréter cela et penser qu'ils ont des amis à l'étranger.

Si vous allez en Afrique du Sud, il est difficile pour qui que ce soit de voir ce qui s'y passe. C'est comme aller dans un camp hitlérien. Vous devez être noir pour arriver à connaître à quel point le système est ambigu, de ce fait, il est impossible d'aller là-bas deux semaines, de revenir et de dire « voilà ce qui se passe en Afrique du Sud ». En fait, le gouvernement sud-africain favorise ces visites parce qu'en Afrique du Sud, on ne voit que les éléments superficiels de la société.

1. SANROC : South African Non-Racial Olympic Committee.

Lionel JOSPIN

premier secrétaire du Parti Socialiste

**Exercer des pressions contre
Prétoria signifie trouver des
sources alternatives
d'approvisionnement.**

LA question des pressions économiques sur l'Afrique du Sud auxquelles nous restons favorables n'est qu'un des volets d'une action plus large dans laquelle le PS s'est engagé. Celle-ci vise à aider les peuples d'Afrique australe et au premier rang le peuple opprimé d'Afrique du Sud à se libérer du système odieux d'apartheid et des tutelles ou des menaces diverses que celui-ci fait peser sur les pays environnants.



F. BOURCIER

De telles sanctions ne peuvent être étudiées hors du contexte d'ensemble des problèmes de toutes sortes qui se posent à cette région et des relations que nous entretenons avec elle. Un pays comme le nôtre, confronté à une crise économique internationale grave, avec les conséquences que l'on connaît, en particulier sur notre balance commerciale, dépend en outre de l'Afrique du Sud, pour cinq minéraux stratégiques rares, sans parler du charbon, indispensables à notre industrie. Exercer des pressions contre le pouvoir en place à Prétoria signifie aussi trouver, à terme, des sources alternatives d'approvisionnement... et de nouveaux débouchés pour nos produits. Peut-être trouverons-nous l'un et l'autre dans les Pays de la Ligne de Front ? Encore faut-il les aider à se « désenclaver » de leur puissant voisin en soutenant massivement leurs plans de développement des transports, de l'énergie,

des mines, etc. tels qu'ils ont été établis dans le cadre de l'organisation régionale connue sous le nom de S.A.D.C.C., ce qui nécessite la mise en œuvre d'importants moyens financiers.

Je veux redire ici, à propos d'une question évoquée ces jours-ci, que le Parti Socialiste demeure opposé à la construction par la France d'une deuxième centrale nucléaire en Afrique du Sud. Aucun élément nouveau aujourd'hui ne nous semble devoir remettre en cause ce choix ni faire penser qu'une décision de cette nature soit préparée.

Ces pressions économiques doivent, de plus, être soigneusement choisies pour pénaliser réellement ceux à l'encontre desquels elles sont dirigées et non l'inverse, sous peine de perdre toute efficacité et donc crédibilité. Parler de sanctions globales ne nous paraît donc pas très réaliste. Il faut au contraire déterminer des objectifs précis, compatibles avec les contraintes économiques du moment et y associer dans leur application d'autres forces européennes notamment parmi celles qui ont aujourd'hui la responsabilité du pouvoir. C'est ce que fait le PS à travers la préparation de la Conférence de l'Internationale Socialiste sur l'Afrique australe qui est projetée pour juin prochain et qui parlera tout à la fois de sanctions y compris économiques et d'aide.

Serge BOUCHENY

sénateur de Paris (PCF)

**Par ses agressions sanglantes, le
régime raciste et colonialiste de
Prétoria est un danger pour la
paix.**

Le régime raciste qui sévit en Afrique du Sud n'a pu se maintenir jusqu'à présent qu'avec les soutiens des forces réactionnaires mondiales, sur la base de leurs affinités politiques. Ce fut longtemps le cas de la France giscardienne qui a apporté son soutien politique, économique et militaire. La solidarité du gouvernement des Etats-Unis à l'odieux régime raciste ne se dément pas ; bien au contraire, avec persévérance les Etats-Unis s'opposent à tout acte, toute sanction qui pourrait favoriser la chute du régime de Prétoria.

Le régime actuel de l'Afrique du Sud, fort de ses soutiens, prétend mettre en cause le mouvement de progrès qui parcourt l'Afrique. Par ses agressions san-

glantes, le régime raciste et colonialiste de Prétoria est un danger pour la paix ; il est un obstacle à l'établissement de nouveaux rapports entre les Etats, à l'établissement d'un nouvel ordre international.

L'arrivée de la gauche au pouvoir en France a fait naître dans les pays africains un immense espoir quant à l'aide que notre pays pourrait leur apporter pour instaurer en Afrique australe le progrès, la concorde et la liberté.

Aujourd'hui, la France doit entrer dans le groupe des nations qui luttent réellement contre l'apartheid. Elle doit lui refuser toute aide économique, politique et militaire, et se prononcer, comme le demande l'O.N.U. pour des sanctions. Nous nous félicitons des démarches du gouvernement français en faveur de la liberté des prisonniers politiques en Afrique du Sud. En même temps, la presse annonce que des chercheurs du C.N.R.S. et de l'I.N.S.E.R.M. se rendraient dans ce pays pour y dispenser un enseignement de haute technologie. De plus, lors de la réunion du Fonds Monétaire International, le représentant du gouvernement a voté pour une aide financière à Prétoria. La France doit briser net avec l'hypocrisie du pouvoir ancien. Nous ne partageons pas l'idée pernicieuse qu'il serait possible d'aménager l'apartheid.

Il est nécessaire que la condamnation internationale se traduise dans les faits et impose des sanctions globales contre l'Afrique du Sud. Prendre prétexte pour s'abstenir que ces sanctions toucheraient



également la population noire n'est pas crédible.

« Le peuple sud-africain est tellement opprimé qu'il ne peut souffrir davan-

tage » disait cet été le représentant de l'ANC à Paris. C'est l'absence de sanctions qui prolonge le calvaire de ce peuple.

Pieter DANKERT

président du Parlement Européen

**Les objectifs humanitaires ne
peuvent être réalisés sans une
action au niveau international.**



L'APARTHEID est un crime contre l'humanité. Cependant on ne peut espérer réaliser les objectifs humanitaires qui découlent de cette conviction sans une action coordonnée au niveau international.

Dans ce contexte il est notable que le Parlement européen ait adopté récemment une résolution englobant les problèmes de l'apartheid et de la situation politique en Afrique du Sud qui préconisait un code de conduite pour les entreprises européennes en relation avec l'Afrique australe. D'autre part, une conférence des parlementaires de l'Europe de l'Ouest sera l'occasion de débattre des moyens à envisager pour promouvoir les droits de l'homme et la dignité humaine de tous les citoyens de l'Afrique du Sud.

Bien sûr les sanctions ne changeront pas à elles seules la politique d'apartheid, mais je suis convaincu que les sanctions économiques, l'embargo sur les exportations de pétrole, d'armes et de matériel de haute technologie peuvent, à condition qu'ils soient pleinement respectés, apporter une contribution importante à l'évolution de la situation ségrégationniste en Afrique du Sud de façon que tous les hommes y jouissent bientôt des mêmes droits.

La parole à...

Juliette Gréco :

« Le monde est sourd
au cri des siens »Gréco revient. Avec un livre : « Jujube ». Différences l'a
rencontrée lors d'un hommage à Paul Eluard,
organisé par l'hebdomadaire Révolution.

UN hommage à Paul Eluard, c'est quelque chose d'important, d'étrange, de bizarre, il y a comme un énorme décalage entre la nature de son œuvre et notre réalité quotidienne. Je me sens encore toute portée par ses mots, son souffle, son génie, alors que mes pensées vont en ce moment vers Aragon.

Je n'aime pas cette société de mépris et de haine. Il faudrait que les hommes arrêtent de se déchirer, de se torturer et prennent enfin le temps de s'aimer.

C'est fou, c'est dément, nous nous sommes déjà si souvent battus. Il faut toujours tout recommencer, c'est sans doute normal, mais c'est éprouvant, difficile, c'est surtout cruel pour ceux qui sont morts et oubliés. Les hommes deviennent fous, ils sont en train de détruire un paradis, un astre superbe, nous sommes des monstres. Je me sens en colère, surtout après avoir interprété Eluard, cette idée de Liberté c'est tellement autre chose.

J'ai vécu une vie intense, je suis contente d'avoir cinquante cinq ans, je ne verrai peut-être pas l'aboutissement de toute cette folie meurtrière. En fait j'ai peur, pas pour moi mais pour les enfants, ceux qui arrivent. Merde alors, ils ont aussi le droit à la vie.

Je suis d'une violence terrible et d'une grande douceur, les deux vont bien ensemble comme deux rives jumelles. Je continue de me battre pour un monde meilleur, celui d'aujourd'hui semble ne plus pouvoir entendre le cri des siens.

Oui « Jujube » est fragile, elle va, elle est surtout très émue, car elle ne pensait pas que l'on puisse encore s'intéresser à elle.

Propos recueillis par Daniel CHAPUT.

Notre soi-disant
sex-appeal

Lectrice fidèle et abonnée à *Différences*, je me permets de faire quelques suggestions à propos de l'article « Michèle Maillat voit rouge ».

Je suis noire, professeur de physique dans un CES de la banlieue parisienne où des élèves de diverses nationalités se côtoient, s'affrontent ou s'ignorent.

C'est dans ce climat que je m'efforce de leur montrer, que bien qu'étant noire, avec mes nattes, je peux leur dispenser un enseignement de qualité, et que je les aime tous également avec leurs problèmes et leurs différences. A mes collègues et à l'administration du CES j'ai dû montrer que je savais me défendre, m'intéresser à mon métier et surtout m'intéresser à autre chose qu'à la cuisine créole.

Aussi quand j'ai lu l'article où Mme Maillat se confesse : « J'ai joué à la télévision la comédie qu'on me demandait : la négresse alibi, la dou-dou d'Antenne 2 », j'ai trouvé la confession bien tardive, car le mal est fait.

Combien de travailleuses noires s'efforcent quotidiennement de montrer une image positive d'elles-mêmes. Tous ces efforts sont effacés par des médias qui s'obstinent à ne mettre en valeur que notre sourire ou notre soi-disant sex-appeal exotique, et nous savons combien cette attitude est génératrice de racisme.

Il est temps qu'un véritable changement, dont le MRAP et votre journal pourraient être les initiateurs, s'opère dans ce domaine car jusqu'à maintenant à la TV, un oiseau des îles en a remplacé un autre. Il y a en ce moment, il est vrai, une série américaine assez intéressante à ce sujet (Harold et Willy), mais cela mérite d'être développé dans un cadre français. Combien d'infirmières, d'enseignantes, de postières ne demanderaient pas mieux que de s'exprimer. S'employer à ce que les diverses communautés qui vivent dans ce pays reçoivent et reflètent dans la presse, le

cinéma et la télévision une image valorisante d'elles-mêmes, est l'une des tâches à laquelle il faut s'employer si l'on veut combattre le racisme.

Marie-Hélène MARTIAL
BROCHANT
Champigny-sur-Marne

Des bons Indiens
et des mauvais
Indiens ?

Ce n'est pas notre faute si aujourd'hui les Indiens, nous nous trouvons répartis entre les différents Etats de l'Amérique. Ce n'est pas de notre faute si ses Etats ont des gouvernements différents voire opposés, puisque nous ne participons guère aux décisions prises par ces gouvernements. Le problème indien est le même dans tout le continent américain. Du nord du Canada jusqu'à la Terre de Feu, les Indiens qui vertèbrent l'Amérique vivent sous la domination des Etats, et la nature des régimes en place ne change rien. L'exploitation, la domination, et la politique génocidaire et ethnocidaire ont les mêmes caractéristiques dans un Etat à gouvernement démocratique, militaire ou révolutionnaire.

Depuis le 12 octobre 1492, les Indiens luttent pour leur indépendance, pour leur droit à l'autodétermination et il nous semble quand même bizarre qu'à certains peuples on reconnaisse volontiers ce droit à condition qu'ils vivent dans le bloc capitaliste ; mais ce qui nous étonne le plus, c'est que les peuples indiens n'aient pas droit à cette reconnaissance. A la limite, on accepte cette notion de façon voilée, sans faire mention du droit à l'autodétermination, lorsqu'il s'agit des Indiens vivant dans un pays capitaliste ou sous un gouvernement militaire de droite. Alors, le discours se limite à des considérations concernant la spiritualité indienne, le sens profond de la vie, les chants rituels, l'art ; bref, ce nouveau discours folklorique veut rendre un peu d'humanisme à l'industrie toursti-

que. Alors, n'importe qui aura bonne conscience en marchandant la culture indienne.

Le message que les Indiens veulent faire entendre à l'Occident n'est absolument pas philosophique. La lutte pour l'autodétermination, c'est un sujet qui relève du droit international.

Ceux qui écrivent sur nos peuples n'ont rien compris ni de notre philosophie, ni de notre vie quotidienne-politique, dans le sens exact du mot. Ils nous utilisent selon leur gré et leur convenance du moment. Pour les uns, nous faisons de la politique réactionnaire, contre-révolutionnaire si par hasard le gouvernement se dit révolutionnaire. Alors les massacres ont une excuse, ils peuvent nous exterminer avec la complicité des progressistes, des révolutionnaires des défenseurs des droits de l'homme (blanc), qui semblent ne rien savoir sur les massacres. Ils gardent le silence, mais lorsque l'événement fait écho dans les médias, alors il y a toujours ceux qui sont prêts à expliquer la mauvaise conduite des Indiens, qui vont se déplacer pour voir de près ce qui se passe (sans y voir la réalité), et ainsi donner du poids à leur discours ethnocidaire.

Le gouvernement du moment est militaire et réactionnaire, nous sommes aussi les victimes, mais nous ne sommes plus les réactionnaires, nous devenons les terroristes et extrémistes dangereux qu'il faut exterminer. Lorsque il y a des massacres, l'opinion publique s'indigne, mais elle est désorientée, les révolutionnaires ne savent pas quoi dire, eux-mêmes sont surpris, et puis... le silence.

Ainsi donc, les spécialistes en « indios » se sont partagé les Indiens selon leurs fantasmes. Nous saluons la revue *Différences* et la vocation qui l'anime, mais nous lui disons : lorsqu'il s'agit de l'attente aux droits de l'homme (y compris l'Indien), on ne peut pas parler de bons et de mauvais peuples.

Marco RISSETTI
« Collectif Indigène »

Du même à l'autre

Voici la fin de mon texte qui n'apparaissait pas dans le débat précédant sur l'antisémitisme des Français.

Personnellement, à propos de la question posée, et pour mieux comprendre ce qui se joue dans les explosions affectives et sociales qui animent les racismes, je souhaiterais un débat élargi. Ainsi il faudrait que parmi diverses formes de mépris et de violence dont un autre particulier fait l'objet, l'antisémitisme soit analysé à la fois, bien sûr, dans ses formes spécifiques historiques et culturelles, mais également qu'il soit resitué dans un ensemble de questions. Celles-ci constituent le vaste champ qui comprend les ambivalences qui émergent lorsqu'un autre nous apparaît à la fois proche et différent ; et en même temps qu'humain, comme nous, cependant autre. Ce type d'analyse devrait permettre de penser en un ensemble, en quelque sorte « comparativement », les racismes. Puisque, il ne faut pas l'oublier, l'autre est d'abord, et toujours, dans ma tête à moi. Cela dit, même comparables, toutes les formes de racisme retiennent particulières et à comprendre dans leurs contextes propres.

Ce débat élargi, où le trouver aujourd'hui en France ? Deux exemples différents parmi d'autres : le séminaire mensuel co-animé par le généticien Albert Jacquard et l'historien Léon Poliakov, à la Maison des Sciences de l'Homme (pour s'informer, écrire à M.S.H. Bureau 928, 54, Bd. Rapsail 75270 Paris Cedex 06) ; d'autre part, le prochain livre de Christian Delacampagne, *L'invention du racisme* (à paraître chez Fayard, début 1983).

Maurice OLENDER
Directeur de rédaction de la
revue *Le genre humain*
(éd. Fayard).

Rectificatif : Dans le numéro précédent, Pierre Paraf faisait allusion à Max Nordau, et non Max Nortau.

PROX ANNIVERSAIRE

A TOUS LES RAYONS



TROIS-QUARTS

forme évasée,
4 boutons, col cheminée,
manches montées à plis
genre raglan, fronces
aux poignets,
entièrement doublé
70% laine 30% fibranne

395 F

TRÈS BELLE ROBE

non coupée taille,
col cravate, ceinture,
manches longues,
poignets froncés
100% polyester imprimé

219 F



GRAND CHOIX EN MANTEAUX

395 F

et

495 F

AU BEAU MARCHÉ

40/42, RUE DU VIEUX-MARCHÉ-AUX-VINS · STRASBOURG

BLANC · RIDEAUX · AMEUBLEMENT · LITERIE · CONFECTION DAMES
LINGERIE · BONNETERIE · CHEMISERIE HOMMES

- **4 janvier-11 février**
Le théâtre de l'Est Parisien (TEP) et la Comédie de Genève présentent *L'Oiseau Vert* d'après Carlo Gozzi. Rens. au TEP : 797.96.06.
- **5 janvier**
Sortie du film de François Reichenbach, *Le Japon*, consacré à ce pays.
- **7 janvier**
Réunion autour du thème : *Musulmans et chrétiens ensemble pour reconstruire le Liban*. Une réflexion sur les relations intercommunautaires dans ce pays. 34, avenue Reille, 75014 Paris.
- **7 janvier**
A 7 h 02, les Matinales de France-Culture seront consacrées à la construction du nouveau vélodrome de Bercy. A cette occasion Charles Palant évoquera l'ancien *Vel d'Hiv*.
- **9 janvier**
Clôture de l'exposition *L'Apartheid le dos au mur*, au musée de l'Affiche, organisée par le MRAP. Ne manquez pas aussi l'exposition des travaux du groupe de recherches graphiques GRAPUS, au même endroit. Musée de l'Affiche - 18, rue de Paradis, 75010 Paris. Rens. : 246.13.09.
- **8 et 9 janvier**
Une conférence internationale pour le droit à la santé du peuple palestinien se déroulera au Palais des Congrès (Porte Maillot), sous l'égide de l'Association Médicale Franco-Palestinienne et d'un comité international de médecins. Rens. : 530.12.08.
- **10 janvier**
De 19 h à 20 h 30, Albert Lévy, secrétaire général du MRAP, participera à l'émission *Face à la* rédaction sur Radio-Soleil (99 MHz).
- **10 janvier**
Clôture de l'exposition de gravures soviétiques contemporaines au musée des Beaux-Arts du Havre. Cette exposition est réalisée avec le concours de l'association France-URSS.
- **10-21 janvier**
La Maison des Cultures du Monde de Paris, en association avec le Centre culturel de Terrasson en Dordogne, organise une rencontre des *Conteurs du Monde*. Cette manifestation, qui inclura des conteurs algériens, guyanais, voltaïques, haïtiens, indiens, québécois, siciliens, togolais, centrafricains, tunisiens et de différentes régions de France, aura lieu les 14, 15 et 16 janvier au théâtre de Terrasson et du 18 au 21 janvier à Paris, au théâtre de l'Alliance Française. Rens. Maison des Cultures du Monde : 544.72.30.
- **11 janvier-5 mars**
Au Théâtre de la Ville de Paris : *Les Bas-fonds*, de Maxime Gorki, dans une mise en scène de Lucian Pintillé, à 20 h 30 (matinées à 14 h 30). Rens. 274.22.77.
- **13 janvier**
A 20 h 30, le Centre Varenne, 18 rue de Varenne, 75007 Paris, organise un débat sur « *Développement et cultures en Thaïlande et Malaisie* ». Rens. 222.18.56.
- **14 janvier - 27 février**
Création de *Fragments*, une pièce de Serge Ganzl, au Théâtre Présent, 211 av. Jean Jaurès, 75019 Paris. Rens. : 203.02.55.
- **15 janvier**
A 14 h, à la Maison des Etudiants Protestants, 46 rue de Vaugirard, 75006 Paris, aura lieu l'assemblée générale des adhé-
- rents de l'Association France-Palestine, en vue de la création de comités locaux. Rens. : 243.95.73.
- **17 janvier**
Assemblée publique d'information sur le MRAP, l'immigration et les élections municipales, salle Martin Luther King, 28 rue Olivier Noyer, 75014 Paris, métro Alésia.
- **17 janvier**
A 20 h 30, représentation exceptionnelle de *l'Histoire du Tigre* et autres histoires avec Dario Fo et Franca Rame, à l'occasion de leur participation à un séminaire juridique sur la situation dans les prisons en Italie et sur celle des émigrés politiques italiens en France. Au Théâtre de l'Est Parisien. Rens. 797.96.06.
- **18 janvier**
La Maison des jeunes et de la culture d'Eprenay, organise un débat sur le thème « *la différence* », après la projection du film *Elephant man*. Le MRAP sera présent à ce débat. Rens. (26) 51.40.82.
- **18-26 janvier**
Au Théâtre des Quartiers d'Ivry, représentations de *Monsieur de Pourceaugnac* de Molière. 40, rue Marat, 94200 Ivry, tél. 672.37.43. Le spectacle est présenté les 11 et 12 janvier à la Maison de la Culture du Havre, tél. (35) 21.21.10.
- **22 janvier**
Clôture de l'exposition *Dessins d'enfants Nicaraguayens*, proposée par l'Association Amérique Latine et Centrale, au Centre d'animation Mathis, 15 rue Mathis, 75019 Paris. Tél. 241.50.80.
- **26 janvier - 1^{er} février**
Dans le cadre des rencontres *Le racisme, parlons-en*, les comités
- parisiens du MRAP organisent une semaine du cinéma antiraciste au Studio Saint-Severin, à Paris. Chaque jour, un film-débat : *Avoir vingt ans dans les Aurès*, *Qui chante là-bas ?*, *La dernière tombe à Dimbaza*, *De Gorée en enfer*, *Aliam, Aliam, House*, *Le journal d'Anne Franck*, etc. avec la participation des réalisateurs et de nombreuses personnalités. Tél. : 806.88.00
- **26 janvier-6 février**
La Maison des Cultures du Monde accueille, au Théâtre de l'Alliance, l'Opéra de Varsovie qui présente une œuvre lyrique contemporaine de Rudzinski et Satanowski, *Les Mannequins*. Rens. Maison des Cultures du Monde : 544.72.30.
- **29 janvier**
A 14 heures, au Centre d'animation Mathis, 15 rue Mathis, 75019 Paris, tél. 241.50.80, fête folklorique portugaise avec des groupes de danse traditionnelle.
- **30 janvier**
Clôture de l'exposition de vingt-trois pièces de la statuaire africaine au Musée de peinture et de sculpture de Grenoble, place de Verdun.
- **1^{er} février**
Clôture de l'exposition rétrospective de l'œuvre cinématographique de D.W. Griffith, célèbre cinéaste américain, au Centre Georges Pompidou à Paris. Tél. 277.12.33.
- **12 février**
A 16 heures, conférence pédagogique de l'Association des Parents de Familles Espagnoles Emigrées en France, au Centre d'animation Mathis, 15 rue Mathis, 75019 Paris. Tél. 241.50.80.

Nous voulons faciliter votre vie
en facilitant vos déplacements.
Toujours tous les jours.



RATP Pour mieux vivre Paris et l'Ile-de-France.

Centre d'Information Téléphonique (CIT) : 346.14.14.

Au Tribunal des flagrants délires, sur France-Inter, on jugeait ce jour-là un dirigeant d'extrême-droite. L'avocat de la défense a prononcé cette brillante plaidoirie.

LA JOURNÉE D'UN FASCISTE ORDINAIRE

VOUS vous demandez comment un nazi peut vivre heureux au milieu de cette pagaille. Et bien c'est très simple. Je peux vous dire ce que j'ai fait hier.

5 heures du matin : je saute de mon lit en fer. Mon réveil automatique me chante Heili, heilo, heila, je salue le portrait du Führer qui est juste au-dessus de mon lit avant de me laver les dents. Avec une brosse en fer également.

6 heures : petit déjeuner composé de saucisses de Francfort, pommes de terre et choucroute, bière à volonté.

7 heures : j'achète Minute pour me tenir au courant de ce qui se passe chaque minute dans le monde.

8 heures : j'ai déjà fini la première page. Je relis Mein Kampf ainsi que les œuvres complètes d'Himmler sur l'organisation des SS et le salut de la race aryenne.

9 heures : je pars déjouer les complots contre mon pays. Je me rends aujourd'hui à la Brasserie munichoise, rue de Verdun. Je bois deux bières.

10 heures : je fais remarquer gentiment au barman qu'il est arabe et que c'est pas une raison pour être aussi lent à me servir une cinquième bière.

11 heures : après avoir entendu dire du mal de la France un peu partout dans la brasserie, je pars écoeuré.

Midi : je fais quelques courses. Deux kilos de pommes de terre, une boîte de Francfort, deux kilos de choucroute, dix litres de bière allemande, une matraque.

Une heure : mon concierge portugais me dit bonjour, je lui réponds pas, comme d'habitude. Ça sent la morue partout dans la cage d'escalier.

2 heures : pendant que la choucroute cuit, je bois une bière et je prépare une pétition afin de faire expulser le Noir du sixième, ainsi que le concierge portugais et toute sa famille parce qu'il a fermé la porte de l'entrée de l'immeuble à dix heures cinq au lieu de dix heures.

3 heures : c'est plus de la choucroute, c'est de la bouillie. Tant pis, je bois de la bière en écoutant Wagner !

4 heures : je reçois un coup de fil anonyme. Une voix qui me dit : « — Salaud, on aura ta peau ! ». Je suis sûr que c'est le Noir du sixième. Sur sa porte, j'ai gravé une croix gammée à la hache hier soir. Je l'emmerde.

4 heures et demie : je cire mes bottes d'officier allemand SS que j'ai achetées aux Puces. puis je mets mon manteau de cuir noir avant de me rendre chez le tatoueur. Je bois une bière pour la route.

5 heures : je rentre chez le tatoueur pour me faire un

tatouage du Führer sur l'omoplate droite. La séance commence. Au bout de 5 minutes les douleurs sont intenable. Je serre les dents sur le goulot de ma canette. Mais l'amour du Führer demande beaucoup d'abnégation. Tout d'un coup, horreur ! Je m'aperçois que la chaîne que le tatoueur porte à son poignet est gravée à son nom : Cohen ! J'ai du mal à contenir un cri de rage. L'aiguille me fait de plus en plus de mal, je suis torturé par un juif. J'ai mal, j'ai mal. C'est long. « C'est presque fini. Si vous voulez je peux vous faire Himmler sur l'omoplate gauche ». Oh, l'enflure ! Je le paye et je m'en vais.

7 heures : je ne peux plus bouger mon bras droit. Les douleurs sont insupportables. Je prends le métro. Dans un couloir, une affiche d'Amnesty International provoque chez moi une haine sanguinaire. Je sors mon gros feutre noir de ma poche, avec ma main gauche, mais j'ai du mal à écrire de la main gauche.

7 heures et demie : après avoir fait des pâtés sur l'affiche, j'arrête un passant et je lui demande gentiment de marquer dessus avec mon feutre « Mort aux juifs et aux bougnoules », le type me demande en rigolant : « Bougnoule, ça prend deux l » ? et il me balance un coup de tatane dans les tibias et un second dans le bras gauche ! La vache !

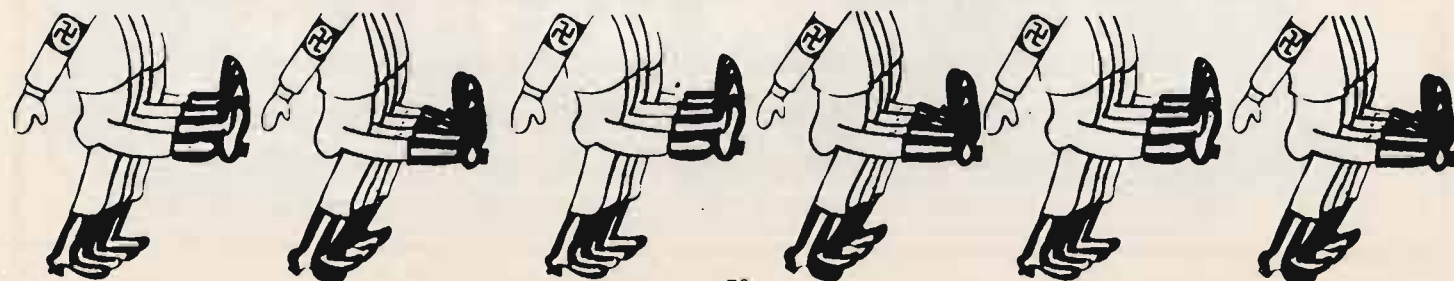
8 heures : écroulé à terre, j'ai mal partout. Une main charitable me prête secours. C'est la main d'un policier. Il me dit : « — Qu'est-ce qui se passe ? — J'ai empêché un salaud d'écrire des injures sur l'affiche, et il m'a assommé... ! »

8 heures et demie : je me traîne en boitant, devant la Brasserie munichoise. Je tombe sur la belle Elsa et son berger allemand ! Elle me dit : Ça fait longtemps que je t'ai pas vu... Tu montes ? » Je lui dis : « Oui, j'ai besoin d'amour ! »

9 heures et demie : j'ai des frissons... je suis en lambeaux, le chien ne m'a pas loupé. Mais je n'ai jamais fait l'amour aussi bien. Je repasse à la brasserie pour prendre une bière, pour la route.

10 heures cinq : j'arrive à quatre pattes devant la porte de mon immeuble. Elle est fermée et j'ai oublié la clé ! Et ce con de Portos qui a fermé à l'heure ! Fou de rage, je balance des coups de pieds dans la lourde, mais il fait semblant de pas m'entendre. Les gens de cette espèce, il faudrait s'en débarrasser une fois pour toutes.

Luis REGO



24 heures sur 24

Travailler sous tension, pour les agents d'Electricité de France, cela veut dire réparer ou entretenir des lignes électriques sans "couper le courant". De nouvelles techniques leur permettent d'opérer ainsi sur l'ensemble du réseau afin que le service de l'électricité soit partout assuré, sans interruption, vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

ELECTRICITE DE FRANCE

La maîtrise de l'énergie est entre vos mains.



De vos actes, de votre soutien de chaque jour dépend la réussite de nos initiatives. Enjeu national, la maîtrise de l'énergie doit être adaptée à chaque cas particulier, à chaque région, à chaque secteur. Nous sommes tous concernés.

L'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie est là pour vous conseiller, vous informer, pour aider financièrement les opérations prioritaires.

Ensemble, maîtrisons l'énergie.

**AGENCE FRANÇAISE
POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE**

27, rue Louis Vicat 75015 Paris - Tél : (1) 645.44.71.